



Ministère de l'Équipement,
des Transports et du Tourisme

Ministère du Logement

COLLECTIONS STATISTIQUES

Direction des Affaires Économiques
et Internationales

1995

N° 172

Statistiques de la construction en 1994

Logements ordinaires p. 17

Locaux autres qu'habitation p. 69

*La construction neuve
dans les Dom-Tom en 1993* p. 97

Sommaire

INTRODUCTION	page 5
NOTE MÉTHODOLOGIQUE	page 9
GLOSSAIRE	page 11
I - LOGEMENTS ORDINAIRES	page 17
LISTE DES TABLEAUX	page 19
I-1 TAILLE DES OPÉRATIONS	
Destination et type de construction (Autorisés)	page 21
Région et type de construction (Autorisés)	page 22
I-2 MAÎTRE D'OUVRAGE	
Région (Autorisés, Commencés)	page 26
Destination et type de construction (Autorisés, Commencés)	page 29
Mode d'utilisation (Autorisés, Commencés)	page 31
I-3 MODE D'UTILISATION	
Région (Autorisés, Commencés)	page 33
Destination et type de construction (Autorisés, Commencés)	page 36
I-4 NATURE DES TRAVAUX	
Destination et type de construction (Autorisés)	page 38
Région et type de construction (Autorisés)	page 39
I-5 TRANCHE D'UNITÉ URBAINE	
Taille du permis (Autorisés)	page 43
Tranche de SHON habitation moyenne par logement (Autorisés)	page 44
Destination et type de construction (Autorisés, Commencés)	page 45
Région et type de construction en nombre de logements (Autorisés, Commencés)	page 47
Région et type de construction en nombre de permis (Autorisés)	page 55
I-6 SURFACE HORS ŒUVRE NETTE HABITATION MOYENNE PAR LOGEMENT	
Destination et type de construction (Autorisés)	page 59
Mode d'utilisation (Autorisés)	page 60
I-7 NOMBRE DE NIVEAUX EN COLLECTIFS	
Région (Autorisés, Commencés)	page 61
I-8 DESTINATION	
Région et type de construction (Autorisés, Commencés)	page 64
I-9 AGGLOMÉRATIONS DE PLUS DE 100 000 HABITANTS	
Type de construction	page 66

II - LOCAUX AUTRES QU'HABITATION	page 69
LISTE DES TABLEAUX	page 71
II-1 MAÎTRE D'OUVRAGE Destinations agrégées (Autorisés, Commencés)	page 73
II-2 NATURE DES TRAVAUX Destinations agrégées (Autorisés, Commencés)	page 75
II-3 TRANCHE DE SURFACE Destinations agrégées (Autorisés, Commencés)	page 77
II-4 TRANCHE D'UNITÉ URBAINE Destinations agrégées (Autorisés, Commencés)	page 79
II-5 RÉGION Destinations agrégées en nombre de locaux (Autorisés, Commencés)	page 81
Destinations agrégées en nombre de surface (Autorisés, Commencés)	page 83
II-6 DESTINATIONS DÉTAILLÉES (Autorisés, Commencés)	page 85
II-7 AGGLOMÉRATIONS DE PLUS DE 100 000 HABITANTS Destinations simples (Autorisés)	page 95
<hr/>	
III - La construction neuve dans les DOM-TOM en 1993	
III-1 INTRODUCTION	page 99
III-2 LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER	page 102
III-3 LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER	page 108
III-4 LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES À STATUT PARTICULIER	page 111
III-5 QUELQUES ADRESSES UTILES	page 113
<hr/>	
ANNEXE	page 115

PRÉSENTATION DES STATISTIQUES ANNUELLES DE LA CONSTRUCTION

Les résultats annuels publiés ici complètent les résultats publiés chaque mois dans les notes vertes économiques (série « Informations Rapides ») ainsi que dans les bulletins statistiques trimestriels de la construction.

Leur vocation est différente. Les données mensuelles ou trimestrielles permettent d'apprécier la tendance générale de l'activité de la construction à un moment donné. Cette publication annuelle donne une description plus détaillée du marché du logement en fonction des différents critères qui apparaissent dans les dossiers de demande de permis de construire. Elle apporte des informations plus fines aux niveaux national ou régional, et pour les principales agglomérations (unités urbaines).

Ceci est rendu possible par une remontée exhaustive des informations contenues dans les divers formulaires de demandes de permis et de déclarations remplis par les candidats à la construction.

Ces diverses informations et déclarations sont enregistrées dans le fichier SICLONE (Système d'Information sur la Construction de Logements et de Locaux Neufs).

Les chiffres qui sont présentés ici sont obtenus avec plus de recul que ceux qui sont produits chaque mois. Ils peuvent différer légèrement des résultats publiés au cours de l'année.

PRÉSENTATION DES TABLEAUX DANS LE BULLETIN

Les tableaux donnent les résultats :

- selon trois niveaux géographiques :
 - FRANCE MÉTROPOLITAINE,
 - RÉGIONS,
 - AGGLOMÉRATIONS
(unités urbaines) de plus de 100 000 habitants.
- pour deux catégories d'opération :
 - LOGEMENTS ORDINAIRES,
 - LOCAUX AUTRES QU'HABITATION.

Rappel des résultats 1994 publiés mensuellement

	Autorisés	Commencés
Logements	360 444	302 104
<i>Logements ordinaires</i>	356 144	297 204
- individuels	165 468	144 852
- collectifs	190 676	152 352
<i>Habitat communautaire et hébergement</i>	4 300	4 900
Surface autre qu'habitation (milliers m ²)	34 560	30 987

Source : Statistiques mensuelles de la construction en 1994
(numéro de janvier 1995) - résultats définitifs -

Résultats de l'exploitation annuelle relative à l'année 1994

	Autorisés	Commencés
Logements ordinaires	356 034	297 200
- individuels	165 448	144 848
- collectifs	190 586	152 352
Surface autre qu'habitation (milliers de m ²)	34 548	31 339

Les résultats mensuels ont vocation à être publiés rapidement et peuvent inclure ponctuellement des estimations lorsqu'une information n'est pas disponible à temps.

Les résultats de l'exploitation annuelle présentés ici ont des délais de parution moins stricts et permettent la correction de certaines erreurs ainsi que le rattrapage de retards survenus dans l'alimentation du système. Ils sont plus proches de la réalité.

Des résultats régionaux, départementaux ou locaux non inclus dans la présente publication peuvent être disponibles. Par ailleurs, des traitements statistiques particuliers peuvent être réalisés à la demande.

Les services statistiques des Directions Régionales de l'Équipement disposent des mêmes fichiers et éventuellement de tableaux plus détaillés. Il peut être préférable de s'adresser d'abord à eux (voir adresses en quatrième page de couverture).

LE PERMIS DE CONSTRUIRE ET SON TRAITEMENT STATISTIQUE

Le permis de construire, acte administratif ayant pour objet d'autoriser l'édification ou la modification d'une ou de plusieurs constructions, est déposé en mairie et instruit soit en DDE, soit en mairie. Le dossier connaît successivement plusieurs étapes ou événements dont certains font l'objet d'une observation statistique :

- dépôt d'une demande de permis de construire par le propriétaire ou son mandataire,
- avis du service instructeur,
- décision d'autorisation de l'autorité compétente (logements ou locaux AUTORISÉS),
- déclaration d'ouverture de chantier (DOC) faite par le maître d'ouvrage (logements ou locaux COMMENCÉS),
- déclaration d'achèvement des travaux (DAT) faite par le maître d'ouvrage (logements ou locaux TERMINÉS),
- annulation du permis émis par l'autorité compétente.

Information sur les résultats non publiés dans ce bulletin

Les statistiques concernant les logements et locaux à usage autre qu'habitation terminés ne sont plus présentées dans ce bulletin.

Celles-ci, résultat de l'exploitation de la déclaration d'achèvement des travaux, pouvaient être sous-estimées en cas de renvoi tardif ou même de non-renvoi aux services de l'Équipement par le maître d'ouvrage.

Le taux de sous-estimation étant devenu important, il a été jugé préférable de cesser la diffusion de ce type d'information. Il sera toujours possible de l'obtenir par une exploitation informatique mais les délais et le coût de déroulement du fichier annuel seront élevés en regard de la qualité de l'information.

D'autre part, les informations concernant la surface de terrain ainsi que la construction par type de zone opérationnelle (ZAC, ZI, etc.) ne sont pas disponibles.

Les statistiques sur le financement envisagé ne sont plus diffusées, la fiabilité de cette information n'étant pas satisfaisante.

Les statistiques relatives au nombre de pièces des logements ne figurent pas ici pour des raisons techniques. Celles-ci peuvent cependant être fournies à la demande, de même que les tableaux relatifs à l'habitation communautaire et l'habitation d'hébergement qui ne sont pas repris dans cette publication à cause de leur fiabilité insuffisante.

Note méthodologique

LES OPÉRATIONS RETENUES POUR LES STATISTIQUES ANNUELLES

Elles correspondent au champ dit des «Gros Permis» au sens de SICLONE, c'est-à-dire qu'elles répondent à l'une au moins des conditions suivantes :

- création d'un ou plusieurs logements ordinaires,
- création d'au moins 50 mètres carrés de locaux à usage autre qu'habitation,
- création de logements ou/et de chambres d'habitation communautaire ou d'hébergement.

Les autres permis concernent essentiellement des constructions annexes aux logements : garages, abris de jardins, vérandas, pièces supplémentaires, petites extensions ou locaux destinés à des activités autres qu'habitation de moins de 50 m².

LES TYPES D'ÉVÉNEMENTS RETENUS

1) Les autorisations de construire

Elles concernent les permis autorisés pris en compte pendant l'année. Les permis annulés sont éliminés.

Il s'agit des autorisations accordées à la fin de l'instruction de la demande de permis de construire, c'est-à-dire lorsqu'il a été constaté que le projet n'est pas contraire aux servitudes d'intérêt général et qu'il ne s'oppose pas aux règles d'urbanisme.

2) Les ouvertures de chantier

Les sorties statistiques concernent les ouvertures de chantier prises en compte pendant l'année et non annulées (les annulations de permis après enregistrement de mise en chantier sont peu fréquentes).

Dans les grosses opérations, les logements sont mis en chantier par tranche. Dans SICLONE, les logements commencés sont également pris en compte par tranche et non plus par bâtiment.

On entend par tranche un ensemble de logements mis en chantier au même moment.

Afin de réduire le délai de prise en compte statistique et d'améliorer le taux de couverture de l'information, un système de relance auprès des pétitionnaires fonctionne depuis plusieurs années. Un système de relance auprès des mairies a été généralisé en 1986.

DATE RÉELLE - DATE DE PRISE EN COMPTE

Il existe un certain délai entre la date réelle à laquelle a eu lieu un événement et la date à laquelle il a été pris en compte par le système statistique.

Relativement réduit dans le cas des autorisations de construire émises par la mairie ou la Direction Départementale de l'Équipement, il est en général plus long pour les ouvertures de chantier dont les déclarations doivent être envoyées par le maître d'ouvrage. De ce fait, la sortie de résultats en date réelle nécessiterait un délai trop élevé.

C'est pourquoi les sorties en date de prise en compte ont été retenues pour l'élaboration des statistiques mensuelles.

Toutefois, afin d'éviter des perturbations liées à la récupération d'informations trop anciennes, les événements pris en compte avec un délai de plus de 18 mois ne sont pas comptabilisés dans les statistiques mensuelles. (Ils sont néanmoins enregistrés dans le fichier SICLONE).

Le souci de présenter des résultats homogènes a conduit à retenir la même règle pour les exploitations annuelles.

AGGLOMÉRATION (voir UNITÉS URBAINES)

AUTORISÉS (voir DÉCISION D'AUTORISATION DE CONSTRUIRE)

BÂTIMENT

Construction homogène ayant ses fondations propres. Le pétitionnaire doit préciser sur sa demande le nombre de bâtiments de l'opération.

CHAMBRE INDÉPENDANTE

Habitation constituée d'une pièce principale et débouchant par une ou plusieurs portes sur un moyen d'accès au public (palier, cour, rue). Ne sont prises en compte dans les statistiques annuelles que les chambres indépendantes intégrées à un «Gros Permis» (création d'un logement par exemple).

COMMENCÉS (voir DÉCLARATION D'OUVERTURE DE CHANTIER)

DÉCISION D'AUTORISATION DE CONSTRUIRE (AUTORISÉS)

C'est une décision prise par l'autorité compétente (DDE, mairie, ...) qui autorise l'édification d'une construction nouvelle, la modification d'une construction existante ou d'autres travaux soumis à permis de construire. (voir aussi NATURE DES TRAVAUX).

DÉCLARATION D'OUVERTURE DU CHANTIER (COMMENCÉS)

Un chantier est légalement considéré comme ouvert lorsque les fouilles en rigole ou les fondations sont entreprises sur tout ou partie des constructions autorisées. Les constructions commencées sont prises en compte dans SICLONE à la réception de la Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC) envoyée par le pétitionnaire.

DESTINATION DES LOCAUX À USAGE AUTRE QU'HABITATION

La destination décrit l'usage qu'on entend faire des locaux créés ainsi que, dans certains cas, la nature de l'activité économique à laquelle ils sont consacrés.

Le pétitionnaire doit décrire sur sa demande de permis les trois principales destinations prévues ainsi que leur surface hors oeuvre nette (SHON).

La nomenclature existante permet, dès l'autorisation de construire, de ventiler les locaux :

- soit en «destinations agrégées» (12 postes),
- soit en «destinations détaillées» (97 postes) (voir annexes).

DESTINATION DES LOGEMENTS

Le pétitionnaire indique la destination principale du ou des logements de l'opération qui peut être :

- la résidence principale,
- la résidence secondaire.

LOGEMENT

On appelle logement un ensemble de pièces principales destinées au logement et au sommeil et de pièces de service telles que cuisines, salles d'eau, cabinets d'aisance, débarras, buanderies, séchoirs, ainsi que le cas échéant, des dépendances et des dégagements. Un logement doit comporter au moins une pièce principale et une pièce de service (soit salle d'eau, soit cabinet d'aisance), un coin cuisine pouvant éventuellement être aménagé dans la pièce principale.

LOGEMENT ORDINAIRE

Un logement ordinaire n'est ni un logement communautaire (foyer, cité universitaire, casernement, ...), ni un logement d'hébergement (hôtel, motel, pension de famille, ...). Les logements de fonction sont classés avec les logements ordinaires.

MAÎTRE D'OUVRAGE

Il s'agit du pétitionnaire qui a déposé une demande de permis de construire. Les catégories de maître d'ouvrage sont les suivantes :

- les offices publics d'HLM,
- les sociétés d'HLM, de crédit immobilier, les coopératives de production,
- les Sociétés d'Économie Mixte (SEM),
- les Sociétés Civiles Immobilières (SCI) et les autres sociétés vouées à la construction,
- les entreprises ou établissements à caractère industriel et commercial,
- les collectivités locales,
- l'État et les administrations,
- les autres personnes morales,
- les particuliers.

Les explications concernant ces catégories figurent en annexes.

MODE D'UTILISATION DES LOGEMENTS

Le mode d'utilisation principal envisagé pour les logements est :

- l'occupation personnelle,
- la vente ou la location vente,
- la location vide ou meublée,
- mixte à majorité location,
- mixte à majorité accession,
- les logements de fonction ou d'occupation à titre gratuit.

NATURE DES TRAVAUX

La nature des travaux distingue :

- la construction neuve,
- l'extension d'un bâtiment existant,
- la création de niveaux supplémentaires à l'intérieur de locaux existants,
- le changement de destination à l'intérieur d'un bâtiment existant,
- l'installation de locaux dépourvus de fondations,
- les autres travaux.

NOMBRE DE NIVEAUX

Le nombre maximum de niveaux (du permis de construire) comprend le nombre maximum d'étages et le rez-de-chaussée. Dans cette publication cette information n'est donnée que pour les logements collectifs.

PÉTITIONNAIRE (voir MAÎTRE D'OUVRAGE)

SURFACE DES LOCAUX À USAGE AUTRE QU'HABITATION

Elle correspond à la surface créée de chacune des destinations autres qu'habitation du permis de construire. Elle est exprimée en m² de surface hors œuvre nette (SHON), sauf dans le cas des bâtiments agricoles et d'élevage pour lesquels on ne dispose par définition que de la surface hors œuvre brute (voir ci-dessous).

SURFACE HORS ŒUVRE NETTE (SHON)

La surface hors œuvre nette s'obtient en déduisant de la surface hors œuvre brute (somme des surfaces de plancher de chaque niveau de la construction) les éléments suivants :

- les combles et sous-sols non aménageables,
- les terrasses, balcons et loggias (surfaces non closes au rez-de-chaussée),
- les surfaces de stationnement des véhicules dans la construction,
- les surfaces destinées au logement des récoltes, des animaux, du matériel agricole et aux serres de production.

SHON HABITATION

Il s'agit de la surface hors œuvre nette créée affectée aux logements.

SURFACE DE TERRAIN

Le terrain est l'îlot de propriété constitué par la parcelle ou par l'ensemble des parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision. Les surfaces sont exprimées en m².

Sont prises en compte ici les surfaces des terrains sur lesquels sont construits les logements quelle que soit la nature des travaux. Par ailleurs, on n'a pas éliminé les permis partiellement habitation (construction de logements et de commerces, par exemple), ni les opérations dont le coefficient d'occupation du sol est très faible.

TYPE DE CONSTRUCTION

Le type de construction permet de distinguer l'individuel, du collectif. La maison individuelle correspond à un bâtiment ne comportant qu'un seul logement et disposant d'une entrée particulière.

L'individuel pur, opération de construction d'une maison seule, peut être distingué de l'individuel groupé qui comporte plusieurs logements individuels dans un même permis.

Les logements « en bande » (maisons individuelles jumelées ou accolées disposant chacune d'une entrée particulière et ne comportant qu'un seul logement) sont un cas particulier de l'individuel groupé.

Le logement collectif correspond à un bâtiment d'au moins deux logements, chacun d'entre eux ne disposant pas d'un accès privatif.

Dans le cas d'opérations regroupant à la fois des logements individuels et collectifs, le type de construction le plus important est retenu.

UNITÉS URBAINES

La notion d'unité urbaine est liée à la continuité de l'habitat.

Une zone bâtie est constituée par des constructions avoisinantes formant un ensemble tel qu'aucune ne soit séparée de la plus proche de plus de 200 mètres (ne sont pas pris en compte les cours d'eau enjambés par des ponts, les jardins publics, aérodromes, routes...).

Une unité urbaine est constituée par la ou les communes sur lesquelles s'étend une zone bâtie de plus de 2 000 habitants. Si la zone bâtie s'étend sur plusieurs communes, on ne retient que les communes dont la population située dans la zone bâtie est supérieure à la moitié de la population de la commune.

Lorsque l'unité urbaine ainsi définie est constituée d'une seule commune on parle de ville isolée, sinon on parle d'agglomération multicommunale.

Une commune appartenant à une unité urbaine est qualifiée de commune urbaine.

Nous avons retenu les unités urbaines de plus de 100 000 habitants définies par l'INSEE au recensement général de la population de 1990.

La taille de l'agglomération est calculée à partir de l'ensemble des communes de l'unité urbaine, sans double compte, en 1990.

I - LOGEMENTS ORDINAIRES

Toutes les données figurant dans ce chapitre ne concernent que des logements ordinaires, définition plus restrictive que celle de logement utilisée fréquemment dans les statistiques conjoncturelles (cf glossaire et note méthodologique).

LISTE DES TABLEAUX LOGEMENTS

TYPE DE CONSTRUCTION	X	X		X				X	X	X			X	X	X			X	X
DESTINATION	X			X			X	X					X		X			X	
TAILLE PC	X	X									X								
MAÎTRE D'OUVRAGE				X	X	X													
MODE D'UTILISATION					X	X	X									X			
NATURE DES TRAVAUX									X	X									
TRANCHE D'UNITÉ URBAINE											X	X	X	X					
SHON HABITATION MOY. PAR LOGEMENT												X			X	X			
NOMBRE DE NIVEAUX																		X	
FRANCE	X			X	X		X	X		X	X	X		X	X				
RÉGIONS		X	X			X			X				X				X	X	
AGGLO. DE + DE 100 000																			X
AUTORISÉS	21	22	26	29	31	33	36	38	39	43	44	45	47	59	60	61	64	66	
COMMENCÉS			28	30	32	35	37					46	51			63	65		

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TAILLE DU PERMIS, LA DESTINATION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

		1 LOGT		2-9 LOGTS		10-19 LOGTS		20-49 LOGTS		50-99 LOGTS		>=100 LOGTS		TOTAL	
		PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
PRINCIPALE	INDIVIDUEL PUR	119731	119731	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	119731	119731
	INDIV. GROUPE	0	0	3 349	11 278	589	7 711	341	10 085	52	3 369	7	985	4 338	33 428
	COLLECTIF	192	192	4 995	21 096	1 639	22 418	1 729	55 038	722	49 243	246	33 743	9 523	181730
	TOTAL	119923	119923	8 344	32 374	2 228	30 129	2 070	65 123	774	52 612	253	34 728	133592	334889
SECONDAIRE	INDIVIDUEL PUR	7 904	7 904	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 904	7 904
	INDIV. GROUPE	0	0	318	966	34	431	31	911	18	1 202	6	875	407	4 385
	COLLECTIF	9	9	346	1 197	98	1 326	77	2 388	31	2 211	12	1 725	573	8 856
	TOTAL	7 913	7 913	664	2 163	132	1 757	108	3 299	49	3 413	18	2 600	8 884	21 145
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	127635	127635	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	127635	127635
	INDIV. GROUPE	0	0	3 667	12 244	623	8 142	372	10 996	70	4 571	13	1 860	4 745	37 813
	COLLECTIF	201	201	5 341	22 293	1 737	23 744	1 806	57 426	753	51 454	258	35 468	10 096	190586
	TOTAL	127836	127836	9 008	34 537	2 360	31 886	2 178	68 422	823	56 025	271	37 328	142476	356034

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TAILLE DU PERMIS, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

		1 LOGT		2-9 LOGTS		10-19 LOGTS		20-49 LOGTS		50-99 LOGTS		>=100 LOGTS		TOTAL	
		PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
11. I.DE FRANCE	INDIVIDUEL PUR	8 073	8 073	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 073	8 073
	INDIV. GROUPE	0	0	194	562	36	462	65	2 142	16	991	0	0	311	4 157
	COLLECTIF	65	65	633	2 886	322	4 464	462	14 959	280	19 600	91	12 104	1 853	54 078
	TOTAL	8 138	8 138	827	3 448	358	4 926	527	17 101	296	20 591	91	12 104	10 237	66 308
21. CHAMPAGNE	INDIVIDUEL PUR	1 616	1 616	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 616	1 616
	INDIV. GROUPE	0	0	39	157	29	357	4	94	1	67	0	0	73	675
	COLLECTIF	1	1	106	473	30	405	29	864	9	637	1	142	176	2 522
	TOTAL	1 617	1 617	145	630	59	762	33	958	10	704	1	142	1 865	4 813
22. PICARDIE	INDIVIDUEL PUR	2 625	2 625	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 625	2 625
	INDIV. GROUPE	0	0	67	254	14	185	9	268	1	60	1	241	92	1 008
	COLLECTIF	5	5	132	557	52	731	54	1 614	17	1 215	9	1 177	269	5 299
	TOTAL	2 630	2 630	199	811	66	916	63	1 882	18	1 275	10	1 418	2 986	8 932
23. HT NORM.	INDIVIDUEL PUR	3 173	3 173	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 173	3 173
	INDIV. GROUPE	0	0	53	213	37	476	12	363	2	140	0	0	104	1 192
	COLLECTIF	4	4	99	474	31	438	44	1 463	12	790	3	485	193	3 654
	TOTAL	3 177	3 177	152	687	68	914	56	1 826	14	930	3	485	3 470	8 019
24. CENTRE	INDIVIDUEL PUR	4 743	4 743	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 743	4 743
	INDIV. GROUPE	0	0	164	681	34	449	18	542	2	135	0	0	218	1 807
	COLLECTIF	4	4	212	899	72	1 000	54	1 636	23	1 563	9	1 180	374	6 282
	TOTAL	4 747	4 747	376	1 580	106	1 449	72	2 178	25	1 698	9	1 180	5 335	12 832
25. BS NORM.	INDIVIDUEL PUR	3 713	3 713	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 713	3 713
	INDIV. GROUPE	0	0	85	359	35	430	16	458	5	313	0	0	141	1 560
	COLLECTIF	1	1	123	547	34	462	40	1 242	10	669	6	812	214	3 733
	TOTAL	3 714	3 714	208	906	69	892	56	1 700	15	982	6	812	4 068	9 006

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TAILLE DU PERMIS, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

(suite)

		1 LOGT		2-9 LOGTS		10-19 LOGTS		20-49 LOGTS		50-99 LOGTS		>=100 LOGTS		TOTAL	
		PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
26. BOURGOGNE	INDIVIDUEL PUR	3 024	3 024	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 024	3 024
	INDIV. GROUPE	0	0	76	307	13	161	4	144	0	0	0	0	93	612
	COLLECTIF	2	2	104	439	32	430	33	1 072	11	827	4	479	186	3 249
	TOTAL	3 026	3 026	180	746	45	591	37	1 216	11	827	4	479	3 303	6 885
31. NORD	INDIVIDUEL PUR	4 420	4 420	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 420	4 420
	INDIV. GROUPE	0	0	102	472	76	1 064	45	1 324	7	442	1	230	231	3 532
	COLLECTIF	4	4	164	689	62	891	85	2 651	24	1 547	13	1 683	352	7 465
	TOTAL	4 424	4 424	266	1 161	138	1 955	130	3 975	31	1 989	14	1 913	5 003	15 417
41. LORRAINE	INDIVIDUEL PUR	4 182	4 182	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 182	4 182
	INDIV. GROUPE	0	0	96	324	21	274	6	157	1	90	0	0	124	845
	COLLECTIF	9	9	195	789	44	597	28	838	8	522	4	848	288	3 603
	TOTAL	4 191	4 191	291	1 113	65	871	34	995	9	612	4	848	4 594	8 630
42. ALSACE	INDIVIDUEL PUR	4 475	4 475	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 475	4 475
	INDIV. GROUPE	0	0	100	281	5	72	1	23	0	0	0	0	106	376
	COLLECTIF	2	2	306	1 366	114	1 552	65	2 041	24	1 646	6	745	517	7 352
	TOTAL	4 477	4 477	406	1 647	119	1 624	66	2 064	24	1 646	6	745	5 098	12 203
43. FR. COMTE	INDIVIDUEL PUR	2 734	2 734	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 734	2 734
	INDIV. GROUPE	0	0	83	268	2	20	2	50	1	51	0	0	88	389
	COLLECTIF	19	19	191	750	45	582	25	775	11	701	2	218	293	3 045
	TOTAL	2 753	2 753	274	1 018	47	602	27	825	12	752	2	218	3 115	6 168
52. P. DE LOIRE	INDIVIDUEL PUR	10 840	10 840	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 840	10 840
	INDIV. GROUPE	0	0	446	1 599	64	794	20	544	5	351	2	261	537	3 549
	COLLECTIF	6	6	290	1 265	72	937	91	2 959	29	1 954	14	1 846	502	8 967
	TOTAL	10 846	10 846	736	2 864	136	1 731	111	3 503	34	2 305	16	2 107	11 879	23 356

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TAILLE DU PERMIS, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

(suite)

		1 LOGT		2-9 LOGTS		10-19 LOGTS		20-49 LOGTS		50-99 LOGTS		>=100 LOGTS		TOTAL	
		PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
53. BRETAGNE	INDIVIDUEL PUR	9 928	9 928	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 928	9 928
	INDIV. GROUPE	0	0	267	937	42	534	17	444	1	58	1	100	328	2 073
	COLLECTIF	11	11	470	2 024	142	1 925	101	2 865	21	1 433	8	1 172	753	9 430
	TOTAL	9 939	9 939	737	2 961	184	2 459	118	3 309	22	1 491	9	1 272	11 009	21 431
54. POITOU-CH.	INDIVIDUEL PUR	4 893	4 893	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 893	4 893
	INDIV. GROUPE	0	0	286	999	33	421	10	309	0	0	1	102	330	1 831
	COLLECTIF	1	1	233	946	66	894	50	1 525	23	1 626	8	1 133	381	6 125
	TOTAL	4 894	4 894	519	1 945	99	1 315	60	1 834	23	1 626	9	1 235	5 604	12 849
72. AQUITAINE	INDIVIDUEL PUR	9 134	9 134	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 134	9 134
	INDIV. GROUPE	0	0	220	688	28	379	19	509	6	383	0	0	273	1 959
	COLLECTIF	6	6	289	1 129	100	1 328	70	2 152	27	1 786	6	897	498	7 298
	TOTAL	9 140	9 140	509	1 817	128	1 707	89	2 661	33	2 169	6	897	9 905	18 391
73. MIDI-PYR.	INDIVIDUEL PUR	9 041	9 041	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 041	9 041
	INDIV. GROUPE	0	0	182	524	25	352	24	704	3	183	0	0	234	1 763
	COLLECTIF	17	17	343	1 212	61	826	62	2 090	25	1 640	14	2 026	522	7 811
	TOTAL	9 058	9 058	525	1 736	86	1 178	86	2 794	28	1 823	14	2 026	9 797	18 615
74. LIMOUSIN	INDIVIDUEL PUR	1 704	1 704	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 704	1 704
	INDIV. GROUPE	0	0	26	93	2	28	1	30	0	0	0	0	29	151
	COLLECTIF	1	1	62	305	21	286	17	565	2	118	2	411	105	1 686
	TOTAL	1 705	1 705	88	398	23	314	18	595	2	118	2	411	1 838	3 541
82. RHONE-ALPES	INDIVIDUEL PUR	14 195	14 195	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 195	14 195
	INDIV. GROUPE	0	0	413	1 312	52	680	29	861	3	216	2	251	499	3 320
	COLLECTIF	16	16	646	2 633	250	3 449	248	8 098	96	6 398	25	3 387	1 281	23 981
	TOTAL	14 211	14 211	1 059	3 945	302	4 129	277	8 959	99	6 614	27	3 638	15 975	41 496

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TAILLE DU PERMIS, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

(suite et fin)

		1 LOGT		2-9 LOGTS		10-19 LOGTS		20-49 LOGTS		50-99 LOGTS		>=100 LOGTS		TOTAL	
		PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
83. AUVERGNE	INDIVIDUEL PUR	3 314	3 314	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 314	3 314
	INDIV. GROUPE	0	0	64	222	5	56	1	48	2	147	0	0	72	473
	COLLECTIF	4	4	111	462	30	382	22	705	7	520	1	125	175	2 198
	TOTAL	3 318	3 318	175	684	35	438	23	753	9	667	1	125	3 561	5 985
91. LANGUEDOC	INDIVIDUEL PUR	10 238	10 238	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 238	10 238
	INDIV. GROUPE	0	0	218	718	41	567	35	1 026	9	623	4	548	307	3 482
	COLLECTIF	6	6	248	917	49	669	87	2 808	26	1 738	13	2 133	429	8 271
	TOTAL	10 244	10 244	466	1 635	90	1 236	122	3 834	35	2 361	17	2 681	10 974	21 991
93. P.A.C.A.	INDIVIDUEL PUR	10 582	10 582	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 582	10 582
	INDIV. GROUPE	0	0	453	1 175	25	337	31	867	5	321	1	127	515	2 827
	COLLECTIF	17	17	335	1 329	100	1 385	130	4 176	62	4 142	18	2 307	662	13 356
	TOTAL	10 599	10 599	788	2 504	125	1 722	161	5 043	67	4 463	19	2 434	11 759	26 765
94. CORSE	INDIVIDUEL PUR	988	988	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	988	988
	INDIV. GROUPE	0	0	33	99	4	44	3	89	0	0	0	0	40	232
	COLLECTIF	0	0	49	202	8	111	9	328	6	382	1	158	73	1 181
	TOTAL	988	988	82	301	12	155	12	417	6	382	1	158	1 101	2 401
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	127635	127635	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	127635	127635
	INDIV. GROUPE	0	0	3 667	12 244	623	8 142	372	10 996	70	4 571	13	1 860	4 745	37 813
	COLLECTIF	201	201	5 341	22 293	1 737	23 744	1 806	57 426	753	51 454	258	35 468	10 096	190586
	TOTAL	127836	127836	9 008	34 537	2 360	31 886	2 178	68 422	823	56 025	271	37 328	142476	356034

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LE MAITRE D'OUVRAGE ET LA REGION

		OFFICE PUBLIC HLM	SOCIETE D'HLM	SOCIETE ECONOMIE MIXTE	SOCIETE VOUEES CONST.	ENTREP. A CARA. CONST.	COLLECT. LOCALES	ETAT OU ADMIN.	AUTRE PERSON. MORALES	PARTICU- LIERS	TOTAL
11. I. DE FRANCE	PC	136	260	125	856	481	83	8	101	8 187	10 237
	LOGTS	6 478	12 982	5 271	20 219	9 482	332	36	1 084	10 424	66 308
21. CHAMPAGNE	PC	58	55	4	89	13	7	2	38	1 599	1 865
	LOGTS	720	849	165	873	114	24	6	167	1 895	4 813
22. PICARDIE	PC	53	59	3	110	21	20	5	54	2 661	2 986
	LOGTS	1 397	1 632	243	930	260	80	65	675	3 650	8 932
23. HT NORM.	PC	15	75	15	94	24	14	4	41	3 188	3 470
	LOGTS	472	1 714	213	1 130	327	282	14	300	3 567	8 019
24. CENTRE	PC	105	169	7	171	23	51	9	78	4 722	5 335
	LOGTS	1 356	2 327	175	2 585	87	294	232	579	5 197	12 832
25. BS NORM.	PC	62	76	2	67	21	30	6	92	3 712	4 068
	LOGTS	587	1 324	38	1 382	468	143	15	806	4 243	9 006
26. BOURGOGNE	PC	64	46	9	109	18	19	9	62	2 967	3 303
	LOGTS	720	580	139	1 463	181	59	78	400	3 265	6 885
31. NORD	PC	56	188	9	174	18	17	6	119	4 416	5 003
	LOGTS	1 209	3 630	143	3 451	133	140	54	1 735	4 922	15 417
41. LORRAINE	PC	41	32	14	157	27	35	6	79	4 203	4 594
	LOGTS	385	597	65	1 676	190	170	23	410	5 114	8 630
42. ALSACE	PC	13	48	13	572	110	16	5	143	4 178	5 098
	LOGTS	190	1 303	151	3 826	943	32	24	677	5 057	12 203
43. FR. COMTE	PC	39	34	5	119	14	55	0	50	2 799	3 115
	LOGTS	665	313	226	1 158	92	152	0	291	3 271	6 168
52. P. DE LOIRE	PC	217	194	13	392	33	88	22	127	10 793	11 879
	LOGTS	1 779	2 462	337	4 617	168	335	424	1 242	11 992	23 356

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LE MAITRE D'OUVRAGE ET LA REGION

(suite et fin)

		OFFICE PUBLIC HLM	SOCIETE D'HLM	SOCIETE ECONOMIE MIXTE	SOCIETE VOUEES CONST.	ENTREP. A CARA. CONST.	COLLECT. LOCALES	ETAT OU ADMIN.	AUTRE PERSON. MORALES	PARTICU- LIERS	TOTAL
53. BRETAGNE	PC	181	110	6	403	45	114	7	168	9 975	11 009
	LOGTS	1 846	1 522	69	4 086	750	358	22	1 552	11 226	21 431
54. POITOU-CH.	PC	62	55	12	246	44	69	7	91	5 018	5 604
	LOGTS	998	874	138	2 563	514	222	56	933	6 551	12 849
72. AQUITAINE	PC	76	83	28	285	60	66	4	176	9 127	9 905
	LOGTS	1 311	1 709	441	3 082	961	156	11	844	9 876	18 391
73. MIDI-PYR.	PC	46	73	12	481	22	59	6	169	8 929	9 797
	LOGTS	606	1 384	147	3 970	248	150	30	896	11 184	18 615
74. LIMOUSIN	PC	19	23	2	26	4	25	2	56	1 681	1 838
	LOGTS	155	454	44	393	14	44	47	471	1 919	3 541
82. RHONE-ALPES	PC	203	168	55	1 030	91	105	16	325	13 982	15 975
	LOGTS	3 868	3 947	1 307	12 190	1 032	402	77	2 983	15 690	41 496
83. AUVERGNE	PC	53	22	2	50	6	45	10	66	3 307	3 561
	LOGTS	426	186	39	320	33	178	101	871	3 831	5 985
91. LANGUEDOC	PC	107	32	9	315	44	48	9	216	10 194	10 974
	LOGTS	1 489	691	115	4 934	844	166	105	1 473	12 174	21 991
93. P.A.C.A.	PC	41	58	12	575	43	47	17	414	10 552	11 759
	LOGTS	860	2 162	252	5 404	645	377	166	4 218	12 681	26 765
94. CORSE	PC	1	3	3	42	3	7	4	9	1 029	1 101
	LOGTS	11	192	48	623	3	18	20	152	1 334	2 401
TOTAL	PC	1 648	1 863	360	6 363	1 165	1 020	164	2 674	127 219	142 476
	LOGTS	27 528	42 834	9 766	80 875	17 489	4 114	1 606	22 759	149 063	356 034

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LE MAITRE D'OUVRAGE ET LA REGION

UNITE : LOGEMENTS	OFFICE PUBLIC HLM	SOCIETE D'HLM	SOCIETE ECONOMIE MIXTE	SOCIETE VOUEES CONST.	ENTREP. A CARA. CONST.	COLLECT. LOCALES	ETAT OU ADMIN.	AUTRE PERSON. MORALES	PARTICU- LIERS	TOTAL
11. I.DE FRANCE	4 753	10 070	4 885	13 701	5 362	372	184	830	7 771	47 928
21. CHAMPAGNE	450	866	202	591	93	19	1	233	1 574	4 029
22. PICARDIE	1 138	1 158	69	1 210	91	33	96	314	2 736	6 845
23. HT NORM.	942	1 418	251	1 049	330	101	29	134	3 125	7 379
24. CENTRE	1 854	1 900	193	2 074	126	193	135	438	4 637	11 550
25. BS NORM.	714	1 061	163	1 066	380	112	19	936	3 714	8 165
26. BOURGOGNE	733	427	186	1 141	145	90	15	232	2 902	5 871
31. NORD	1 207	3 570	182	3 175	117	15	24	1 112	3 843	13 245
41. LORRAINE	359	386	139	907	90	190	64	217	4 072	6 424
42. ALSACE	325	657	186	2 997	908	34	77	448	4 601	10 233
43. FR. COMTE	643	441	99	1 334	45	132	6	476	2 932	6 108
52. P. DE LOIRE	1 764	2 207	156	4 772	821	382	985	1 137	10 942	23 166
53. BRETAGNE	1 838	1 905	94	4 257	384	472	15	1 478	9 718	20 161
54. POITOU-CH.	1 068	689	117	2 019	639	143	271	573	5 443	10 962
72. AQUITAINE	1 418	1 589	512	2 426	633	211	27	802	8 756	16 374
73. MIDI-PYR.	565	2 163	296	3 498	268	130	29	756	8 830	16 535
74. LIMOUSIN	294	175	41	481	58	52	55	696	1 705	3 557
82. RHONE-ALPES	3 113	3 413	1 158	7 939	731	313	73	1 767	14 170	32 677
83. AUVERGNE	449	399	82	197	41	95	60	963	3 364	5 650
91. LANGUEDOC	903	648	245	3 948	491	93	66	821	10 201	17 416
93. P.A.C.A.	557	1 373	337	3 769	780	379	56	2 736	11 544	21 531
94. CORSE	0	26	0	215	90	28	158	2	875	1 394
TOTAL	25 087	36 541	9 593	62 766	12 623	3 589	2 445	17 101	127 455	297 200

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LE MAITRE D'OUVRAGE, LA DESTINATION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		OFFICE PUBLIC HLM	SOCIETE D'HLM	SOCIETE ECONOMIE MIXTE	SOCIETE VOUEES CONST.	ENTREP. A CARA. CONST.	COLLECT. LOCALES	ETAT OU ADMIN.	AUTRE PERSON. MORALES	PARTICU- LIERS	TOTAL
RESIDENCE PRINCIPALE	INDIVIDUEL PUR	177	177	51	2 704	406	412	60	1 192	114 552	119 731
	INDIV. GROUPE	5 479	8 223	791	7 613	1 768	986	237	2 730	5 601	33 428
	COLLECTIF	21 848	34 168	8 806	64 109	14 760	2 456	1 209	15 552	18 822	181 730
	TOTAL	27 504	42 568	9 648	74 426	16 934	3 854	1 506	19 474	138 975	334 889
RESIDENCE SECONDAIRE	INDIVIDUEL PUR	1	0	4	183	30	24	4	135	7 523	7 904
	INDIV. GROUPE	0	4	48	1 807	120	120	93	1 155	1 038	4 385
	COLLECTIF	23	262	66	4 459	405	116	3	1 995	1 527	8 856
	TOTAL	24	266	118	6 449	555	260	100	3 285	10 088	21 145
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	178	177	55	2 887	436	436	64	1 327	122 075	127 635
	INDIV. GROUPE	5 479	8 227	839	9 420	1 888	1 106	330	3 885	6 639	37 813
	COLLECTIF	21 871	34 430	8 872	68 568	15 165	2 572	1 212	17 547	20 349	190 586
	TOTAL	27 528	42 834	9 766	80 875	17 489	4 114	1 606	22 759	149 063	356 034

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LE MAITRE D'OUVRAGE, LA DESTINATION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		OFFICE PUBLIC HLM	SOCIETE D'HLM	SOCIETE ECONOMIE MIXTE	SOCIETE VOUEES CONST.	ENTREP. A CARA. CONST.	COLLECT. LOCALES	ETAT OU ADMIN.	AUTRE PERSON. MORALES	PARTICU- LIERS	TOTAL
RESIDENCE PRINCIPALE	INDIVIDUEL PUR	93	164	37	2 163	353	357	84	880	100 964	105 095
	INDIV. GROUPE	4 954	7 616	715	6 465	1 515	825	231	1 864	4 226	28 411
	COLLECTIF	19 978	28 643	8 794	48 030	10 400	2 234	2 032	11 617	13 265	144 993
	TOTAL	25 025	36 423	9 546	56 658	12 268	3 416	2 347	14 361	118 455	278 499
RESIDENCE SECONDAIRE	INDIVIDUEL PUR	0	0	3	156	8	24	2	108	7 029	7 330
	INDIV. GROUPE	36	10	18	2 151	186	53	93	780	685	4 012
	COLLECTIF	26	108	26	3 801	161	96	3	1 852	1 286	7 359
	TOTAL	62	118	47	6 108	355	173	98	2 740	9 000	18 701
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	93	164	40	2 319	361	381	86	988	107 993	112 425
	INDIV. GROUPE	4 990	7 626	733	8 616	1 701	878	324	2 644	4 911	32 423
	COLLECTIF	20 004	28 751	8 820	51 831	10 561	2 330	2 035	13 469	14 551	152 352
	TOTAL	25 087	36 541	9 593	62 766	12 623	3 589	2 445	17 101	127 455	297 200

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LE MAITRE D'OUVRAGE, ET LE MODE D'UTILISATION

		OFFICE PUBLIC HLM	SOCIETE D'HLM	SOCIETE ECONOMIE MIXTE	SOCIETE VOUEES CONST.	ENTREP. A CARA. CONST.	COLLECT. LOCALES	ETAT OU ADMIN.	AUTRE PERSON. MORALES	PARTICU- LIERS	TOTAL
OCCUPATION PERSONNELLE	LOGTS	696	855	76	4 452	476	306	142	2 129	119 630	128 762
	PC	85	83	23	1 995	210	99	26	905	117 544	120 970
VENTE OU LOCATION VENTE	LOGTS	1 475	5 998	1 687	60 183	12 335	476	1	13 341	10 933	106 429
	PC	73	224	57	3 042	648	35	1	878	1 902	6 860
LOCATION VIDE OU MEUBLEE	LOGTS	24 938	34 732	7 520	13 679	3 950	2 724	927	6 411	17 234	112 115
	PC	1 474	1 524	252	1 136	202	671	66	707	7 270	13 302
MIXTE A MAJORITE LOCATION	LOGTS	319	1 215	375	1 102	283	152	0	241	385	4 072
	PC	9	22	6	50	9	8	0	18	92	214
MIXTE A MAJORITE ACCESSION	LOGTS	93	0	34	1 351	305	0	0	386	447	2 616
	PC	1	0	2	46	13	0	0	16	28	106
LOGEMENT DE FONCTION	LOGTS	7	34	74	108	140	456	536	251	434	2 040
	PC	6	10	20	94	83	207	71	150	383	1 024
TOTAL	LOGTS	27 528	42 834	9 766	80 875	17 489	4 114	1 606	22 759	149 063	356 034
	PC	1 648	1 863	360	6 363	1 165	1 020	164	2 674	127 219	142 476

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LE MAITRE D'OUVRAGE, ET LE MODE D'UTILISATION

UNITE : LOGEMENTS	OFFICE PUBLIC HLM	SOCIETE D'HLM	SOCIETE ECONOMIE MIXTE	SOCIETE VOUEES CONST.	ENTREP. A CARA. CONST.	COLLECT' LOCALES	ETAT OU ADMIN.	AUTRE PERSON. MORALES	PARTICU- LIERS	TOTAL
OCCUPATION PERSONNELLE	663	530	123	3 752	489	178	85	1 579	106 342	113 741
VENTE OU LOCATION VENTE	772	4 072	2 288	45 110	9 439	312	21	9 176	7 128	78 318
LOCATION VIDE OU MEUBLEE	23 101	30 990	6 978	11 698	2 318	2 576	1 248	5 778	13 199	97 886
MIXTE A MAJORITE LOCATION	295	810	118	933	16	71	158	254	262	2 917
MIXTE A MAJORITE ACCESSION	243	110	35	1 161	190	1	10	96	157	2 003
LOGEMENT DE FONCTION	13	29	51	112	171	451	923	218	367	2 335
TOTAL	25 087	36 541	9 593	62 766	12 623	3 589	2 445	17 101	127 455	297 200

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LE MODE D'UTILISATION ET LA REGION

		OCCUPATION PERSONNELLE	VENTE OU LOCATION VENTE	LOCATION VIDE OU MEUBLEE	MIXTE A MAJORITE LOCATION	MIXTE A MAJORITE ACCESSION	LOGEMENT DE FONCTION	TOTAL
11. I. DE FRANCE	PC	7 813	1 256	911	41	32	184	10 237
	LOGTS	7 955	27 524	28 094	1 597	757	381	66 308
21. CHAMPAGNE	PC	1 519	79	243	7	1	16	1 865
	LOGTS	1 645	1 113	1 946	80	8	21	4 813
22. PICARDIE	PC	2 450	137	362	7	3	27	2 986
	LOGTS	2 547	2 093	3 946	120	117	109	8 932
23. HT NORM.	PC	2 983	112	341	3	2	29	3 470
	LOGTS	3 000	1 415	3 520	7	34	43	8 019
24. CENTRE	PC	4 470	212	623	5	1	24	5 335
	LOGTS	4 801	3 205	4 741	38	5	42	12 832
25. BS NORM.	PC	3 431	129	482	3	5	18	4 068
	LOGTS	3 469	2 276	2 877	14	336	34	9 006
26. BOURGOGNE	PC	2 798	111	360	6	0	28	3 303
	LOGTS	2 851	1 747	2 109	126	0	52	6 885
31. NORD	PC	4 247	200	514	8	3	31	5 003
	LOGTS	4 287	4 185	6 671	136	89	49	15 417
41. LORRAINE	PC	4 052	94	416	12	1	19	4 594
	LOGTS	4 877	871	2 745	73	2	62	8 630
42. ALSACE	PC	4 267	422	365	6	5	33	5 098
	LOGTS	4 313	4 472	3 227	32	107	52	12 203
43. FR. COMTE	PC	2 581	75	437	1	2	19	3 115
	LOGTS	2 684	1 067	2 319	51	15	32	6 168
52. P. DE LOIRE	PC	10 005	371	1 440	11	2	50	11 879
	LOGTS	10 495	6 081	6 283	96	49	352	23 356

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LE MODE D'UTILISATION ET LA REGION

(suite et fin)

		OCCUPATION PERSONNELLE	VENTE OU LOCATION VENTE	LOCATION VIDE OU MEUBLEE	MIXTE A MAJORITE LOCATION	MIXTE A MAJORITE ACCESSION	LOGEMENT DE FONCTION	TOTAL
53. BRETAGNE	PC	9 296	440	1 207	8	8	50	11 009
	LOGTS	9 389	6 113	5 673	108	84	64	21 431
54. POITOU-CH.	PC	4 370	317	877	11	2	27	5 604
	LOGTS	4 614	3 642	4 493	51	10	39	12 849
72. AQUITAINE	PC	8 502	398	923	10	3	69	9 905
	LOGTS	8 576	4 291	5 198	198	39	89	18 391
73. MIDI-PYR.	PC	8 348	484	887	11	9	58	9 797
	LOGTS	8 600	5 266	4 294	99	249	107	18 615
74. LIMOUSIN	PC	1 602	56	160	3	0	17	1 838
	LOGTS	1 614	733	1 153	23	0	18	3 541
82. RHONE-ALPES	PC	13 666	839	1 290	34	14	132	15 975
	LOGTS	13 857	14 362	11 742	887	433	215	41 496
83. AUVERGNE	PC	3 125	89	331	2	4	10	3 561
	LOGTS	3 125	1 204	1 567	4	75	10	5 985
91. LANGUEDOC	PC	9 862	433	597	13	2	67	10 974
	LOGTS	11 435	6 550	3 632	210	67	97	21 991
93. P.A.C.A.	PC	10 615	557	469	10	6	102	11 759
	LOGTS	13 601	7 574	5 282	79	85	144	26 765
94. CORSE	PC	968	49	67	2	1	14	1 101
	LOGTS	1 027	645	603	43	55	28	2 401
TOTAL	PC	120 970	6 860	13 302	214	106	1 024	142 476
	LOGTS	128 762	106 429	112 115	4 072	2 616	2 040	356 034

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LE MODE D'UTILISATION ET LA REGION

UNITE : LOGEMENTS	OCCUPATION PERSONNELLE	VENTE OU LOCATION VENTE	LOCATION VIDE OU MEUBLEE	MIXTE A MAJORITE LOCATION	MIXTE A MAJORITE ACCESSION	LOGEMENT DE FONCTION	TOTAL
11. ILE DE FRANCE	6 098	20 132	19 727	826	710	435	47 928
21. CHAMPAGNE-ARDENNE	1 425	912	1 586	52	0	54	4 029
22. PICARDIE	2 364	1 498	2 655	45	194	89	6 845
23. HAUTE NORMANDIE	2 712	1 210	3 349	18	17	73	7 379
24. CENTRE	4 278	1 904	5 220	83	17	48	11 550
25. BASSE NORMANDIE	3 171	2 315	2 612	18	10	39	8 165
26. BOURGOGNE	2 607	1 463	1 746	2	0	53	5 871
31. NORD	3 488	3 198	6 429	16	67	47	13 245
41. LORRAINE	3 830	742	1 767	48	0	37	6 424
42. ALSACE	3 943	3 284	2 731	149	19	107	10 233
43. FRANCHE COMTE	2 499	1 093	2 463	10	14	29	6 108
52. PAYS DE LA LOIRE	9 810	6 121	6 533	156	202	344	23 166
53. BRETAGNE	8 276	5 818	5 726	144	130	67	20 161
54. POITOU-CHARENTES	4 242	2 739	3 633	59	0	289	10 962
72. AQUITAINE	7 801	3 470	4 663	310	32	98	16 374
73. MIDI-PYRENEES	6 964	3 529	5 780	150	23	89	16 535
74. LIMOUSIN	1 535	823	1 160	20	2	17	3 557
82. RHONE-ALPES	12 673	7 588	11 451	515	266	184	32 677
83. AUVERGNE	2 830	923	1 754	12	121	10	5 650
91. LANGUEDOC-ROUSSILLON	10 058	4 637	2 604	32	19	66	17 416
93. PACA	12 369	4 636	4 131	83	160	152	21 531
94. CORSE	768	283	166	169	0	8	1 394
TOTAL	113 741	78 318	97 886	2 917	2 003	2 335	297 200

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LE MODE D'UTILISATION, LA DESTINATION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		OCCUPATION PERSONNELLE	VENTE OU LOCATION VENTE	LOCATION VIDE OU MEUBLEE	MIXTE A MAJORITE LOCATION	MIXTE A MAJORITE ACCESSION	LOGEMENT DE FONCTION	TOTAL
RESIDENCE PRINCIPALE	INDIVIDUEL PUR	112 476	1 814	4 633	37	6	765	119 731
	INDIV. GROUPE	3 208	10 865	18 345	611	121	278	33 428
	COLLECTIF	5 465	84 101	85 671	3 261	2 288	944	181 730
	TOTAL	121 149	96 780	108 649	3 909	2 415	1 987	334 889
RESIDENCE SECONDAIRE	INDIVIDUEL PUR	6 850	238	767	12	0	37	7 904
	INDIV. GROUPE	346	2 757	1 151	127	4	0	4 385
	COLLECTIF	417	6 654	1 548	24	197	16	8 856
	TOTAL	7 613	9 649	3 466	163	201	53	21 145
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	119 326	2 052	5 400	49	6	802	127 635
	INDIV. GROUPE	3 554	13 622	19 496	738	125	278	37 813
	COLLECTIF	5 882	90 755	87 219	3 285	2 485	960	190 586
	TOTAL	128 762	106 429	112 115	4 072	2 616	2 040	356 034

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LE MODE D'UTILISATION, LA DESTINATION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		OCCUPATION PERSONNELLE	VENTE OU LOCATION VENTE	LOCATION VIDE OU MEUBLEE	MIXTE A MAJORITE LOCATION	MIXTE A MAJORITE ACCESSION	LOGEMENT DE FONCTION	TOTAL
RESIDENCE PRINCIPALE	INDIVIDUEL PUR	99 089	1 304	3 935	29	3	735	105 095
	INDIV. GROUPE	2 664	7 719	17 429	234	115	250	28 411
	COLLECTIF	4 610	61 022	73 847	2 380	1 830	1 304	144 993
	TOTAL	106 363	70 045	95 211	2 643	1 948	2 289	278 499
RESIDENCE SECONDAIRE	INDIVIDUEL PUR	6 406	167	719	11	0	27	7 330
	INDIV. GROUPE	489	2 586	926	11	0	0	4 012
	COLLECTIF	483	5 520	1 030	252	55	19	7 359
	TOTAL	7 378	8 273	2 675	274	55	46	18 701
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	105 495	1 471	4 654	40	3	762	112 425
	INDIV. GROUPE	3 153	10 305	18 355	245	115	250	32 423
	COLLECTIF	5 093	66 542	74 877	2 632	1 885	1 323	152 352
	TOTAL	113 741	78 318	97 886	2 917	2 003	2 335	297 200

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA NATURE DES TRAVAUX, LA DESTINATION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

		CONSTRUCTION NEUVE		EXTENSION		CREATION DE NIVEAUX		CHANGT DESTINATION		SANS FONDATION		AUTRES TRAVAUX		TOTAL	
		PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
RESIDENCE PRINCIPALE	INDIVIDUEL PUR	110479	110479	1 129	1 129	353	353	5 957	5 957	102	102	1 711	1 711	119731	119731
	INDIV. GROUPE	3 609	30 470	181	904	24	99	381	1 204	2	7	141	744	4 338	33 428
	COLLECTIF	6 275	160190	769	5 641	108	688	1 852	11 211	12	65	507	3 935	9 523	181730
	TOTAL	120363	301139	2 079	7 674	485	1 140	8 190	18 372	116	174	2 359	6 390	133592	334889
RESIDENCE SECONDAIRE	INDIVIDUEL PUR	6 117	6 117	139	139	66	66	1 281	1 281	33	33	268	268	7 904	7 904
	INDIV. GROUPE	312	4 036	23	99	1	2	60	195	1	4	10	49	407	4 385
	COLLECTIF	369	7 890	57	250	7	34	122	582	0	0	18	100	573	8 856
	TOTAL	6 798	18 043	219	488	74	102	1 463	2 058	34	37	296	417	8 884	21 145
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	116596	116596	1 268	1 268	419	419	7 238	7 238	135	135	1 979	1 979	127635	127635
	INDIV. GROUPE	3 921	34 506	204	1 003	25	101	441	1 399	3	11	151	793	4 745	37 813
	COLLECTIF	6 644	168080	826	5 891	115	722	1 974	11 793	12	65	525	4 035	10 096	190586
	TOTAL	127161	319182	2 298	8 162	559	1 242	9 653	20 430	150	211	2 655	6 807	142476	356034

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA NATURE DES TRAVAUX, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

		CONSTRUCTION NEUVE		EXTENSION		CREATION DE NIVEAUX		CHANGT DESTINATION		SANS FONDATION		AUTRES TRAVAUX		TOTAL	
		PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
11. I.DE FRANCE	INDIVIDUEL PUR	7 718	7 718	53	53	2	2	300	300	0	0	0	0	8 073	8 073
	INDIV. GROUPE	292	4 097	4	12	0	0	15	48	0	0	0	0	311	4 157
	COLLECTIF	1 503	51 684	86	550	7	130	257	1 714	0	0	0	0	1 853	54 078
	TOTAL	9 513	63 499	143	615	9	132	572	2 062	0	0	0	0	10 237	66 308
21. CHAMPAGNE	INDIVIDUEL PUR	1 435	1 435	5	5	13	13	116	116	2	2	45	45	1 616	1 616
	INDIV. GROUPE	68	658	1	2	0	0	1	2	0	0	3	13	73	675
	COLLECTIF	89	1 895	11	75	3	13	56	371	1	9	16	159	176	2 522
	TOTAL	1 592	3 988	17	82	16	26	173	489	3	11	64	217	1 865	4 813
22. PICARDIE	INDIVIDUEL PUR	2 373	2 373	12	12	17	17	155	155	7	7	61	61	2 625	2 625
	INDIV. GROUPE	67	893	3	12	2	5	14	57	1	5	5	36	92	1 008
	COLLECTIF	174	4 514	17	89	5	18	65	643	2	10	6	25	269	5 299
	TOTAL	2 614	7 780	32	113	24	40	234	855	10	22	72	122	2 986	8 932
23. HT NORM.	INDIVIDUEL PUR	2 733	2 733	68	68	5	5	316	316	9	9	42	42	3 173	3 173
	INDIV. GROUPE	91	1 153	2	8	0	0	9	27	0	0	2	4	104	1 192
	COLLECTIF	128	3 227	8	51	3	46	41	253	1	5	12	72	193	3 654
	TOTAL	2 952	7 113	78	127	8	51	366	596	10	14	56	118	3 470	8 019
24. CENTRE	INDIVIDUEL PUR	4 263	4 263	17	17	29	29	308	308	6	6	120	120	4 743	4 743
	INDIV. GROUPE	175	1 639	6	19	2	9	20	84	0	0	15	56	218	1 807
	COLLECTIF	219	5 240	29	158	7	28	79	409	0	0	40	447	374	6 282
	TOTAL	4 657	11 142	52	194	38	66	407	801	6	6	175	623	5 335	12 832
25. BS NORM.	INDIVIDUEL PUR	3 167	3 167	4	4	36	36	387	387	8	8	111	111	3 713	3 713
	INDIV. GROUPE	125	1 504	1	6	0	0	13	43	0	0	2	7	141	1 560
	COLLECTIF	140	3 351	19	91	2	7	45	245	1	8	7	31	214	3 733
	TOTAL	3 432	8 022	24	101	38	43	445	675	9	16	120	149	4 068	9 006

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA NATURE DES TRAVAUX, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

(suite)

		CONSTRUCTION NEUVE		EXTENSION		CREATION DE NIVEAUX		CHANGT DESTINATION		SANS FONDATION		AUTRES TRAVAUX		TOTAL	
		PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
26. BOURGOGNE	INDIVIDUEL PUR	2 427	2 427	206	206	14	14	304	304	4	4	69	69	3 024	3 024
	INDIV. GROUPE	74	507	2	9	0	0	9	26	0	0	8	70	93	612
	COLLECTIF	100	2 672	17	124	1	6	53	336	1	2	14	109	186	3 249
	TOTAL	2 601	5 606	225	339	15	20	366	666	5	6	91	248	3 303	6 885
31. NORD	INDIVIDUEL PUR	4 266	4 266	9	9	3	3	89	89	1	1	52	52	4 420	4 420
	INDIV. GROUPE	201	3 166	17	273	0	0	7	26	0	0	6	67	231	3 532
	COLLECTIF	212	6 221	40	304	6	59	82	690	0	0	12	191	352	7 465
	TOTAL	4 679	13 653	66	586	9	62	178	805	1	1	70	310	5 003	15 417
41. LORRAINE	INDIVIDUEL PUR	3 835	3 835	31	31	19	19	207	207	5	5	85	85	4 182	4 182
	INDIV. GROUPE	81	703	9	32	4	26	22	54	0	0	8	30	124	845
	COLLECTIF	152	2 831	33	177	5	18	72	364	0	0	26	213	288	3 603
	TOTAL	4 068	7 369	73	240	28	63	301	625	5	5	119	328	4 594	8 630
42. ALSACE	INDIVIDUEL PUR	4 153	4 153	32	32	19	19	187	187	5	5	79	79	4 475	4 475
	INDIV. GROUPE	75	288	8	21	1	5	18	52	0	0	4	10	106	376
	COLLECTIF	352	6 270	53	277	6	46	79	543	0	0	27	216	517	7 352
	TOTAL	4 580	10 711	93	330	26	70	284	782	5	5	110	305	5 098	12 203
43. FR. COMTE	INDIVIDUEL PUR	2 325	2 325	17	17	45	45	268	268	1	1	78	78	2 734	2 734
	INDIV. GROUPE	56	297	5	15	6	19	18	51	0	0	3	7	88	389
	COLLECTIF	109	2 167	34	170	14	72	107	479	1	2	28	155	293	3 045
	TOTAL	2 490	4 789	56	202	65	136	393	798	2	3	109	240	3 115	6 168
52. P. DE LOIRE	INDIVIDUEL PUR	10 274	10 274	16	16	7	7	434	434	10	10	99	99	10 840	10 840
	INDIV. GROUPE	482	3 346	11	41	0	0	35	137	0	0	9	25	537	3 549
	COLLECTIF	290	7 616	43	326	2	6	129	824	1	2	37	193	502	8 967
	TOTAL	11 046	21 236	70	383	9	13	598	1 395	11	12	145	317	11 879	23 356

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA NATURE DES TRAVAUX, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

(suite)

		CONSTRUCTION NEUVE		EXTENSION		CREATION DE NIVEAUX		CHANGT DESTINATION		SANS FONDATION		AUTRES TRAVAUX		TOTAL	
		PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
53. BRETAGNE	INDIVIDUEL PUR	9 204	9 204	25	25	9	9	608	608	8	8	74	74	9 928	9 928
	INDIV. GROUPE	235	1 794	21	61	1	2	59	156	1	4	11	56	328	2 073
	COLLECTIF	424	7 511	58	569	5	36	208	1 033	1	2	57	279	753	9 430
	TOTAL	9 863	18 509	104	655	15	47	875	1 797	10	14	142	409	11 009	21 431
54. POITOU-CH.	INDIVIDUEL PUR	4 265	4 265	164	164	43	43	327	327	0	0	94	94	4 893	4 893
	INDIV. GROUPE	262	1 599	10	42	3	10	42	141	0	0	13	39	330	1 831
	COLLECTIF	252	5 355	22	171	6	22	71	448	0	0	30	129	381	6 125
	TOTAL	4 779	11 219	196	377	52	75	440	916	0	0	137	262	5 604	12 849
72. AQUITAINE	INDIVIDUEL PUR	8 421	8 421	37	37	20	20	477	477	9	9	170	170	9 134	9 134
	INDIV. GROUPE	219	1 794	12	41	2	17	32	77	0	0	8	30	273	1 959
	COLLECTIF	306	6 225	46	236	5	21	90	513	0	0	51	303	498	7 298
	TOTAL	8 946	16 440	95	314	27	58	599	1 067	9	9	229	503	9 905	18 391
73. MIDI-PYR.	INDIVIDUEL PUR	8 345	8 345	80	80	4	4	461	461	7	7	144	144	9 041	9 041
	INDIV. GROUPE	189	1 577	17	104	0	0	17	50	0	0	11	32	234	1 763
	COLLECTIF	337	6 848	53	370	6	19	86	403	0	0	40	171	522	7 811
	TOTAL	8 871	16 770	150	554	10	23	564	914	7	7	195	347	9 797	18 615
74. LIMOUSIN	INDIVIDUEL PUR	1 307	1 307	160	160	16	16	155	155	1	1	65	65	1 704	1 704
	INDIV. GROUPE	22	130	1	2	0	0	1	2	0	0	5	17	29	151
	COLLECTIF	60	1 093	4	28	0	0	28	215	0	0	13	350	105	1 686
	TOTAL	1 389	2 530	165	190	16	16	184	372	1	1	83	432	1 838	3 541
82. RHONE-ALPES	INDIVIDUEL PUR	12 904	12 904	167	167	45	45	1 053	1 053	9	9	17	17	14 195	14 195
	INDIV. GROUPE	396	2 951	33	168	3	6	66	191	0	0	1	4	499	3 320
	COLLECTIF	839	21 085	132	1 045	19	107	263	1 424	1	18	27	302	1 281	23 981
	TOTAL	14 139	36 940	332	1 380	67	158	1 382	2 668	10	27	45	323	15 975	41 496

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA NATURE DES TRAVAUX, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

(suite et fin)

		CONSTRUCTION NEUVE		EXTENSION		CREATION DE NIVEAUX		CHANGT DESTINATION		SANS FONDATION		AUTRES TRAVAUX		TOTAL	
		PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
83. AUVERGNE	INDIVIDUEL PUR	2 769	2 769	13	13	13	13	406	406	8	8	105	105	3 314	3 314
	INDIV. GROUPE	56	426	2	4	0	0	6	15	0	0	8	28	72	473
	COLLECTIF	88	1 756	16	102	0	0	52	253	1	5	18	82	175	2 198
	TOTAL	2 913	4 951	31	119	13	13	464	674	9	13	131	215	3 561	5 985
91. LANGUEDOC	INDIVIDUEL PUR	9 557	9 557	42	42	35	35	364	364	23	23	217	217	10 238	10 238
	INDIV. GROUPE	253	3 088	12	48	1	2	20	108	1	2	20	234	307	3 482
	COLLECTIF	324	7 705	28	159	5	23	45	238	1	2	26	144	429	8 271
	TOTAL	10 134	20 350	82	249	41	60	429	710	25	27	263	595	10 974	21 991
93. P.A.C.A.	INDIVIDUEL PUR	9 949	9 949	51	51	24	24	314	314	11	11	233	233	10 582	10 582
	INDIV. GROUPE	465	2 673	24	74	0	0	17	52	0	0	9	28	515	2 827
	COLLECTIF	483	11 674	72	792	8	45	62	385	0	0	37	460	662	13 356
	TOTAL	10 897	24 296	147	917	32	69	393	751	11	11	279	721	11 759	26 765
94. CORSE	INDIVIDUEL PUR	906	906	59	59	1	1	2	2	1	1	19	19	988	988
	INDIV. GROUPE	37	223	3	9	0	0	0	0	0	0	0	0	40	232
	COLLECTIF	63	1 140	5	27	0	0	4	10	0	0	1	4	73	1 181
	TOTAL	1 006	2 269	67	95	1	1	6	12	1	1	20	23	1 101	2 401
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	116596	116596	1 268	1 268	419	419	7 238	7 238	135	135	1 979	1 979	127635	127635
	INDIV. GROUPE	3 921	34 506	204	1 003	25	101	441	1 399	3	11	151	793	4 745	37 813
	COLLECTIF	6 644	168080	826	5 891	115	722	1 974	11 793	12	65	525	4 035	10 096	190586
	TOTAL	127161	319182	2 298	8 162	559	1 242	9 653	20 430	150	211	2 655	6 807	142476	356034

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LE TRANCHE D'UNITE URBAINE ET LA TAILLE DE L'OPERATION

		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
1 LOGT	LOGTS	56 751	12 309	9 530	6 808	8 310	5 739	6 460	17 315	4 614	127 836
	PC	56 751	12 309	9 530	6 808	8 310	5 739	6 460	17 315	4 614	127 836
2-9 LOGTS	LOGTS	11 841	2 955	2 765	2 053	2 534	1 908	2 530	5 374	2 577	34 537
	PC	3 315	764	713	523	606	471	620	1 379	617	9 008
10-19 LOGTS	LOGTS	5 759	2 403	2 518	2 013	2 839	2 185	3 136	6 921	4 112	31 886
	PC	447	184	186	153	209	158	230	495	298	2 360
20-49 LOGTS	LOGTS	4 561	2 936	3 708	3 222	5 350	5 359	7 057	21 313	14 916	68 422
	PC	157	102	128	111	174	168	226	652	460	2 178
50-99 LOGTS	LOGTS	2 074	1 146	781	2 477	2 775	3 829	6 162	18 537	18 244	56 025
	PC	31	17	13	37	41	58	92	272	262	823
>=100 LOGTS	LOGTS	530	1 006	710	1 917	557	2 671	3 840	14 721	11 376	37 328
	PC	4	7	6	13	3	21	29	103	85	271
TOTAL	LOGTS	81 516	22 755	20 012	18 490	22 365	21 691	29 185	84 181	55 839	356 034
	PC	60 705	13 383	10 576	7 645	9 343	6 615	7 657	20 216	6 336	142 476

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LE TRANCHE D'UNITE URBAINE ET LA TRANCHE DE SHON HABITATION MOYENNE PAR LOGEMENT

		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
0-49	LOGTS	6 798	2 968	2 373	2 487	2 332	2 754	7 426	19 721	5 713	52 572
	PC	2 371	438	400	278	280	227	363	702	329	5 388
50-99	LOGTS	24 764	8 114	8 134	8 765	11 484	11 391	13 917	42 625	42 530	171 724
	PC	12 354	2 791	2 271	1 648	2 018	1 388	1 496	3 626	1 720	29 312
100-149	LOGTS	29 477	7 294	6 267	4 886	5 610	5 374	5 220	14 706	5 654	84 488
	PC	25 995	5 950	4 781	3 452	4 228	2 954	3 257	9 525	2 633	62 775
150-199	LOGTS	13 940	2 992	2 267	1 661	1 966	1 465	1 878	5 267	1 420	32 856
	PC	13 569	2 828	2 181	1 588	1 916	1 384	1 833	4 542	1 167	31 008
200-499	LOGTS	6 408	1 356	955	674	964	701	723	1 846	519	14 146
	PC	6 288	1 348	927	662	892	656	700	1 809	484	13 766
500 ET +	LOGTS	129	31	16	17	9	6	21	16	3	248
	PC	128	28	16	17	9	6	8	12	3	227
TOTAL	LOGTS	81 516	22 755	20 012	18 490	22 365	21 691	29 185	84 181	55 839	356 034
	PC	60 705	13 383	10 576	7 645	9 343	6 615	7 657	20 216	6 336	142 476

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA DESTINATION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
RESIDENCE PRINCIPALE	INDIVIDUEL PUR	51 240	11 416	8 944	6 422	7 972	5 647	6 349	17 191	4 550	119 731
	INDIV. GROUPE	8 791	2 410	2 685	2 634	2 264	1 660	3 108	6 684	3 192	33 428
	COLLECTIF	10 799	5 687	6 737	7 279	10 654	13 773	19 195	59 520	48 086	181 730
	TOTAL	70 830	19 513	18 366	16 335	20 890	21 080	28 652	83 395	55 828	334 889
RESIDENCE SECONDAIRE	INDIVIDUEL PUR	5 463	889	572	378	326	78	90	106	2	7 904
	INDIV. GROUPE	2 159	854	256	722	199	67	10	118	0	4 385
	COLLECTIF	3 064	1 499	818	1 055	950	466	433	562	9	8 856
	TOTAL	10 686	3 242	1 646	2 155	1 475	611	533	786	11	21 145
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	56 703	12 305	9 516	6 800	8 298	5 725	6 439	17 297	4 552	127 635
	INDIV. GROUPE	10 950	3 264	2 941	3 356	2 463	1 727	3 118	6 802	3 192	37 813
	COLLECTIF	13 863	7 186	7 555	8 334	11 604	14 239	19 628	60 082	48 095	190 586
	TOTAL	81 516	22 755	20 012	18 490	22 365	21 691	29 185	84 181	55 839	356 034

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA DESTINATION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
RESIDENCE PRINCIPALE	INDIVIDUEL PUR	44 959	10 168	8 071	5 895	7 174	4 921	5 715	14 801	3 391	105 095
	INDIV. GROUPE	7 149	2 212	2 109	2 081	1 873	1 910	2 311	5 977	2 789	28 411
	COLLECTIF	8 288	5 091	5 780	6 391	9 499	11 992	16 598	47 332	34 022	144 993
	TOTAL	60 396	17 471	15 960	14 367	18 546	18 823	24 624	68 110	40 202	278 499
RESIDENCE SECONDAIRE	INDIVIDUEL PUR	4 993	848	567	378	279	92	101	64	8	7 330
	INDIV. GROUPE	1 574	1 205	306	803	62	20	20	22	0	4 012
	COLLECTIF	2 493	997	745	1 323	589	374	434	400	4	7 359
	TOTAL	9 060	3 050	1 618	2 504	930	486	555	486	12	18 701
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	49 952	11 016	8 638	6 273	7 453	5 013	5 816	14 865	3 399	112 425
	INDIV. GROUPE	8 723	3 417	2 415	2 884	1 935	1 930	2 331	5 999	2 789	32 423
	COLLECTIF	10 781	6 088	6 525	7 714	10 088	12 366	17 032	47 732	34 026	152 352
	TOTAL	69 456	20 521	17 578	16 871	19 476	19 309	25 179	68 596	40 214	297 200

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
11. I.DE FRANCE	INDIVIDUEL PUR	1 634	438	431	528	278	90	122	0	4 552	8 073
	INDIV. GROUPE	344	70	185	224	122	16	4	0	3 192	4 157
	COLLECTIF	982	402	655	1 349	1 236	823	536	0	48 095	54 078
	TOTAL	2 960	910	1 271	2 101	1 636	929	662	0	55 839	66 308
21. CHAMPAGNE	INDIVIDUEL PUR	979	170	69	41	59	95	143	60	0	1 616
	INDIV. GROUPE	185	103	72	2	88	116	83	26	0	675
	COLLECTIF	113	170	37	133	336	135	451	1 147	0	2 522
	TOTAL	1 277	443	178	176	483	346	677	1 233	0	4 813
22. PICARDIE	INDIVIDUEL PUR	1 434	296	95	201	240	275	84	0	0	2 625
	INDIV. GROUPE	173	71	67	336	209	77	75	0	0	1 008
	COLLECTIF	460	396	60	417	573	1 563	1 830	0	0	5 299
	TOTAL	2 067	763	222	954	1 022	1 915	1 989	0	0	8 932
23. HT NORM.	INDIVIDUEL PUR	1 780	327	134	134	154	146	0	498	0	3 173
	INDIV. GROUPE	480	111	42	30	98	48	0	383	0	1 192
	COLLECTIF	146	170	217	251	347	483	0	2 040	0	3 654
	TOTAL	2 406	608	393	415	599	677	0	2 921	0	8 019
24. CENTRE	INDIVIDUEL PUR	1 960	391	406	196	78	483	0	1 229	0	4 743
	INDIV. GROUPE	622	103	132	101	196	253	0	400	0	1 807
	COLLECTIF	487	389	540	275	0	1 572	0	3 019	0	6 282
	TOTAL	3 069	883	1 078	572	274	2 308	0	4 648	0	12 832
25. BS NORM.	INDIVIDUEL PUR	2 346	263	197	385	172	110	240	0	0	3 713
	INDIV. GROUPE	471	189	172	221	81	16	410	0	0	1 560
	COLLECTIF	243	113	211	633	389	248	1 896	0	0	3 733
	TOTAL	3 060	565	580	1 239	642	374	2 546	0	0	9 006

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

(suite)

UNITE : LOGEMENTS		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
26. BOURGOGNE	INDIVIDUEL PUR	1 893	238	138	84	212	191	0	268	0	3 024
	INDIV. GROUPE	244	22	47	51	123	12	0	113	0	612
	COLLECTIF	198	100	157	40	633	210	0	1 911	0	3 249
	TOTAL	2 335	360	342	175	968	413	0	2 292	0	6 885
31. NORD	INDIVIDUEL PUR	1 323	330	192	311	155	245	516	1 348	0	4 420
	INDIV. GROUPE	195	178	150	397	81	227	388	1 916	0	3 532
	COLLECTIF	227	303	62	262	710	796	621	4 484	0	7 465
	TOTAL	1 745	811	404	970	946	1 268	1 525	7 748	0	15 417
41. LORRAINE	INDIVIDUEL PUR	1 881	427	243	224	417	152	517	321	0	4 182
	INDIV. GROUPE	177	141	16	61	114	59	188	89	0	845
	COLLECTIF	323	159	134	198	340	334	851	1 264	0	3 603
	TOTAL	2 381	727	393	483	871	545	1 556	1 674	0	8 630
42. ALSACE	INDIVIDUEL PUR	2 507	636	293	283	245	75	0	436	0	4 475
	INDIV. GROUPE	174	62	44	20	33	3	0	40	0	376
	COLLECTIF	609	652	541	596	587	504	0	3 863	0	7 352
	TOTAL	3 290	1 350	878	899	865	582	0	4 339	0	12 203
43. FR. COMTE	INDIVIDUEL PUR	1 704	213	108	138	124	93	354	0	0	2 734
	INDIV. GROUPE	275	37	0	14	29	0	34	0	0	389
	COLLECTIF	507	154	284	108	213	229	1 550	0	0	3 045
	TOTAL	2 486	404	392	260	366	322	1 938	0	0	6 168
52. P. DE LOIRE	INDIVIDUEL PUR	4 063	1 398	1 047	876	561	276	821	1 798	0	10 840
	INDIV. GROUPE	1 441	404	424	450	83	66	186	495	0	3 549
	COLLECTIF	507	574	499	419	163	371	1 393	5 041	0	8 967
	TOTAL	6 011	2 376	1 970	1 745	807	713	2 400	7 334	0	23 356

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

(suite)

UNITE : LOGEMENTS		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
53. BRETAGNE	INDIVIDUEL PUR	4 933	1 146	1 192	566	592	353	237	909	0	9 928
	INDIV. GROUPE	1 070	252	281	106	84	82	70	128	0	2 073
	COLLECTIF	1 450	814	1 002	569	725	413	346	4 111	0	9 430
	TOTAL	7 453	2 212	2 475	1 241	1 401	848	653	5 148	0	21 431
54. POITOU-CH.	INDIVIDUEL PUR	2 662	517	315	135	476	143	645	0	0	4 893
	INDIV. GROUPE	831	235	165	35	78	76	411	0	0	1 831
	COLLECTIF	615	118	236	72	858	548	3 678	0	0	6 125
	TOTAL	4 108	870	716	242	1 412	767	4 734	0	0	12 849
72. AQUITAINE	INDIVIDUEL PUR	3 965	546	832	290	853	272	786	1 590	0	9 134
	INDIV. GROUPE	800	35	100	82	223	116	192	411	0	1 959
	COLLECTIF	583	268	375	135	809	171	1 757	3 200	0	7 298
	TOTAL	5 348	849	1 307	507	1 885	559	2 735	5 201	0	18 391
73. MIDI-PYR.	INDIVIDUEL PUR	4 342	626	442	343	390	490	0	2 408	0	9 041
	INDIV. GROUPE	554	131	25	7	62	72	0	912	0	1 763
	COLLECTIF	692	407	136	139	602	517	0	5 318	0	7 811
	TOTAL	5 588	1 164	603	489	1 054	1 079	0	8 638	0	18 615
74. LIMOUSIN	INDIVIDUEL PUR	1 009	74	68	81	21	148	303	0	0	1 704
	INDIV. GROUPE	92	9	4	2	6	0	38	0	0	151
	COLLECTIF	117	26	29	81	8	356	1 069	0	0	1 686
	TOTAL	1 218	109	101	164	35	504	1 410	0	0	3 541
82. RHONE-ALPES	INDIVIDUEL PUR	6 729	1 102	906	670	1 360	729	413	2 286	0	14 195
	INDIV. GROUPE	1 165	159	265	227	311	190	547	456	0	3 320
	COLLECTIF	3 387	606	887	1 180	1 429	1 891	1 752	12 849	0	23 981
	TOTAL	11 281	1 867	2 058	2 077	3 100	2 810	2 712	15 591	0	41 496

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

(suite et fin)

UNITE : LOGEMENTS		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
83. AUVERGNE	INDIVIDUEL PUR	1 815	307	306	65	239	148	0	434	0	3 314
	INDIV. GROUPE	145	10	24	34	24	82	0	154	0	473
	COLLECTIF	165	81	98	16	141	98	0	1 599	0	2 198
	TOTAL	2 125	398	428	115	404	328	0	2 187	0	5 985
91. LANGUEDOC	INDIVIDUEL PUR	4 346	1 936	1 251	467	380	557	844	457	0	10 238
	INDIV. GROUPE	826	880	501	614	87	62	419	93	0	3 482
	COLLECTIF	822	940	615	550	333	369	1 188	3 454	0	8 271
	TOTAL	5 994	3 756	2 367	1 631	800	988	2 451	4 004	0	21 991
93. P.A.C.A.	INDIVIDUEL PUR	2 713	824	768	782	1 292	534	414	3 255	0	10 582
	INDIV. GROUPE	531	55	157	342	331	152	73	1 186	0	2 827
	COLLECTIF	881	101	688	911	1 172	2 111	710	6 782	0	13 356
	TOTAL	4 125	980	1 613	2 035	2 795	2 797	1 197	11 223	0	26 765
94. CORSE	INDIVIDUEL PUR	685	100	83	0	0	120	0	0	0	988
	INDIV. GROUPE	155	7	68	0	0	2	0	0	0	232
	COLLECTIF	349	243	92	0	0	497	0	0	0	1 181
	TOTAL	1 189	350	243	0	0	619	0	0	0	2 401
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	56 703	12 305	9 516	6 800	8 298	5 725	6 439	17 297	4 552	127 635
	INDIV. GROUPE	10 950	3 264	2 941	3 356	2 463	1 727	3 118	6 802	3 192	37 813
	COLLECTIF	13 863	7 186	7 555	8 334	11 604	14 239	19 628	60 082	48 095	190 586
	TOTAL	81 516	22 755	20 012	18 490	22 365	21 691	29 185	84 181	55 839	356 034

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
11. I.DE FRANCE	INDIVIDUEL PUR	1 395	326	336	408	209	71	102	0	3 399	6 246
	INDIV. GROUPE	301	101	12	125	91	37	12	0	2 789	3 468
	COLLECTIF	543	213	671	782	824	611	544	0	34 026	38 214
	TOTAL	2 239	640	1 019	1 315	1 124	719	658	0	40 214	47 928
21. CHAMPAGNE	INDIVIDUEL PUR	886	145	67	39	67	82	123	68	0	1 477
	INDIV. GROUPE	106	55	15	54	15	129	88	78	0	540
	COLLECTIF	77	103	17	54	248	114	388	1 011	0	2 012
	TOTAL	1 069	303	99	147	330	325	599	1 157	0	4 029
22. PICARDIE	INDIVIDUEL PUR	1 224	226	76	185	227	232	75	0	0	2 245
	INDIV. GROUPE	224	140	47	160	144	81	139	0	0	935
	COLLECTIF	252	291	154	367	795	1 135	671	0	0	3 665
	TOTAL	1 700	657	277	712	1 166	1 448	885	0	0	6 845
23. HT NORM.	INDIVIDUEL PUR	1 545	317	113	115	152	140	0	470	0	2 852
	INDIV. GROUPE	404	252	54	187	45	142	0	159	0	1 243
	COLLECTIF	191	256	172	298	274	431	0	1 662	0	3 284
	TOTAL	2 140	825	339	600	471	713	0	2 291	0	7 379
24. CENTRE	INDIVIDUEL PUR	1 790	393	344	192	82	416	0	1 083	0	4 300
	INDIV. GROUPE	447	114	179	117	137	313	0	259	0	1 566
	COLLECTIF	428	319	420	255	8	1 273	0	2 981	0	5 684
	TOTAL	2 665	826	943	564	227	2 002	0	4 323	0	11 550
25. BS NORM.	INDIVIDUEL PUR	2 074	267	210	454	159	62	219	0	0	3 445
	INDIV. GROUPE	453	88	152	112	135	21	213	0	0	1 174
	COLLECTIF	226	105	142	1 171	220	56	1 626	0	0	3 546
	TOTAL	2 753	460	504	1 737	514	139	2 058	0	0	8 165

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

(suite)

UNITE : LOGEMENTS		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
26. BOURGOGNE	INDIVIDUEL PUR	1 656	225	128	81	218	173	0	248	0	2 729
	INDIV. GROUPE	285	50	85	4	137	14	0	76	0	651
	COLLECTIF	150	102	143	44	427	190	0	1 435	0	2 491
	TOTAL	2 091	377	356	129	782	377	0	1 759	0	5 871
31. NORD	INDIVIDUEL PUR	1 132	305	168	275	122	203	394	1 034	0	3 633
	INDIV. GROUPE	223	28	163	652	24	290	298	1 788	0	3 466
	COLLECTIF	41	180	80	199	606	714	782	3 544	0	6 146
	TOTAL	1 396	513	411	1 126	752	1 207	1 474	6 366	0	13 245
41. LORRAINE	INDIVIDUEL PUR	1 613	363	224	186	377	148	455	280	0	3 646
	INDIV. GROUPE	62	51	64	38	119	69	234	44	0	681
	COLLECTIF	213	196	96	293	223	161	420	495	0	2 097
	TOTAL	1 888	610	384	517	719	378	1 109	819	0	6 424
42. ALSACE	INDIVIDUEL PUR	2 272	602	270	240	193	65	0	391	0	4 033
	INDIV. GROUPE	156	48	68	15	27	4	0	27	0	345
	COLLECTIF	482	589	354	596	562	280	0	2 992	0	5 855
	TOTAL	2 910	1 239	692	851	782	349	0	3 410	0	10 233
43. FR. COMTE	INDIVIDUEL PUR	1 540	183	97	111	104	84	298	0	0	2 417
	INDIV. GROUPE	248	50	24	0	41	0	32	0	0	395
	COLLECTIF	409	141	196	201	217	366	1 766	0	0	3 296
	TOTAL	2 197	374	317	312	362	450	2 096	0	0	6 108
52. P. DE LOIRE	INDIVIDUEL PUR	3 699	1 300	896	853	513	262	736	1 587	0	9 846
	INDIV. GROUPE	1 312	356	276	265	91	150	143	688	0	3 281
	COLLECTIF	602	334	786	354	311	308	1 673	5 671	0	10 039
	TOTAL	5 613	1 990	1 958	1 472	915	720	2 552	7 946	0	23 166

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

(suite)

UNITE : LOGEMENTS		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
53. BRETAGNE	INDIVIDUEL PUR	4 205	982	1 084	509	489	305	172	977	0	8 723
	INDIV. GROUPE	972	207	235	130	172	16	7	237	0	1 976
	COLLECTIF	1 202	715	817	355	1 178	562	229	4 404	0	9 462
	TOTAL	6 379	1 904	2 136	994	1 839	883	408	5 618	0	20 161
54. POITOU-CH.	INDIVIDUEL PUR	2 370	517	323	118	475	104	675	0	0	4 582
	INDIV. GROUPE	713	233	214	42	73	25	371	0	0	1 671
	COLLECTIF	451	162	54	55	762	325	2 900	0	0	4 709
	TOTAL	3 534	912	591	215	1 310	454	3 946	0	0	10 962
72. AQUITAINE	INDIVIDUEL PUR	3 598	480	685	281	769	191	734	1 474	0	8 212
	INDIV. GROUPE	408	37	156	41	209	125	99	482	0	1 557
	COLLECTIF	709	189	316	57	519	305	1 639	2 871	0	6 605
	TOTAL	4 715	706	1 157	379	1 497	621	2 472	4 827	0	16 374
73. MIDI-PYR.	INDIVIDUEL PUR	3 639	532	359	288	299	461	0	1 861	0	7 439
	INDIV. GROUPE	448	146	49	10	28	53	0	719	0	1 453
	COLLECTIF	609	172	211	255	451	901	0	5 044	0	7 643
	TOTAL	4 696	850	619	553	778	1 415	0	7 624	0	16 535
74. LIMOUSIN	INDIVIDUEL PUR	878	77	62	80	19	165	299	0	0	1 580
	INDIV. GROUPE	69	25	4	50	44	0	142	0	0	334
	COLLECTIF	100	34	21	63	4	288	1 133	0	0	1 643
	TOTAL	1 047	136	87	193	67	453	1 574	0	0	3 557
82. RHONE-ALPES	INDIVIDUEL PUR	6 099	964	860	609	1 156	744	375	2 100	0	12 907
	INDIV. GROUPE	735	114	198	288	179	105	222	566	0	2 407
	COLLECTIF	2 549	526	956	988	1 431	1 287	1 863	7 763	0	17 363
	TOTAL	9 383	1 604	2 014	1 885	2 766	2 136	2 460	10 429	0	32 677

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

(suite et fin)

UNITE : LOGEMENTS		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
83. AUVERGNE	INDIVIDUEL PUR	1 638	263	273	62	211	138	0	411	0	2 996
	INDIV. GROUPE	176	57	22	17	76	90	0	105	0	543
	COLLECTIF	136	63	131	40	253	139	0	1 349	0	2 111
	TOTAL	1 950	383	426	119	540	367	0	1 865	0	5 650
91. LANGUEDOC	INDIVIDUEL PUR	3 537	1 642	1 108	397	276	480	766	388	0	8 594
	INDIV. GROUPE	638	997	89	229	31	93	239	51	0	2 367
	COLLECTIF	659	1 266	501	501	150	487	790	2 101	0	6 455
	TOTAL	4 834	3 905	1 698	1 127	457	1 060	1 795	2 540	0	17 416
93. P.A.C.A.	INDIVIDUEL PUR	2 668	831	877	790	1 336	414	393	2 493	0	9 802
	INDIV. GROUPE	291	263	252	348	117	173	92	720	0	2 256
	COLLECTIF	584	79	266	786	625	2 116	608	4 409	0	9 473
	TOTAL	3 543	1 173	1 395	1 924	2 078	2 703	1 093	7 622	0	21 531
94. CORSE	INDIVIDUEL PUR	494	76	78	0	0	73	0	0	0	721
	INDIV. GROUPE	52	5	57	0	0	0	0	0	0	114
	COLLECTIF	168	53	21	0	0	317	0	0	0	559
	TOTAL	714	134	156	0	0	390	0	0	0	1 394
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	49 952	11 016	8 638	6 273	7 453	5 013	5 816	14 865	3 399	112 425
	INDIV. GROUPE	8 723	3 417	2 415	2 884	1 935	1 930	2 331	5 999	2 789	32 423
	COLLECTIF	10 781	6 088	6 525	7 714	10 088	12 366	17 032	47 732	34 026	152 352
	TOTAL	69 456	20 521	17 578	16 871	19 476	19 309	25 179	68 596	40 214	297 200

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : PERMIS DE CONSTRUIRE		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
11. I.DE FRANCE	INDIVIDUEL PUR	1 634	438	431	528	278	90	122	0	4 552	8 073
	INDIV. GROUPE	34	10	12	12	8	4	1	0	230	311
	COLLECTIF	78	25	47	55	57	15	22	0	1 554	1 853
	TOTAL	1 746	473	490	595	343	109	145	0	6 336	10 237
21. CHAMPAGNE	INDIVIDUEL PUR	979	170	69	41	59	95	143	60	0	1 616
	INDIV. GROUPE	27	9	4	1	4	10	13	5	0	73
	COLLECTIF	25	14	3	12	22	11	37	52	0	176
	TOTAL	1 031	193	76	54	85	116	193	117	0	1 865
22. PICARDIE	INDIVIDUEL PUR	1 434	296	95	201	240	275	84	0	0	2 625
	INDIV. GROUPE	35	11	8	15	11	9	3	0	0	92
	COLLECTIF	43	29	9	24	32	48	84	0	0	269
	TOTAL	1 512	336	112	240	283	332	171	0	0	2 986
23. HT NORM.	INDIVIDUEL PUR	1 780	327	134	134	154	146	0	498	0	3 173
	INDIV. GROUPE	51	9	3	4	4	6	0	27	0	104
	COLLECTIF	21	17	15	26	16	23	0	75	0	193
	TOTAL	1 852	353	152	164	174	175	0	600	0	3 470
24. CENTRE	INDIVIDUEL PUR	1 960	391	406	196	78	483	0	1 229	0	4 743
	INDIV. GROUPE	102	14	26	11	10	19	0	36	0	218
	COLLECTIF	82	40	52	23	0	69	0	108	0	374
	TOTAL	2 144	445	484	230	88	571	0	1 373	0	5 335
25. BS NORM.	INDIVIDUEL PUR	2 346	263	197	385	172	110	240	0	0	3 713
	INDIV. GROUPE	64	24	12	16	8	4	13	0	0	141
	COLLECTIF	45	12	24	32	33	9	59	0	0	214
	TOTAL	2 455	299	233	433	213	123	312	0	0	4 068

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

(suite)

UNITE : PERMIS DE CONSTRUIRE		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
26. BOURGOGNE	INDIVIDUEL PUR	1 893	238	138	84	212	191	0	268	0	3 024
	INDIV. GROUPE	54	4	4	6	12	2	0	11	0	93
	COLLECTIF	36	12	11	5	34	13	0	75	0	186
	TOTAL	1 983	254	153	95	258	206	0	354	0	3 303
31. NORD	INDIVIDUEL PUR	1 323	330	192	311	155	245	516	1 348	0	4 420
	INDIV. GROUPE	23	12	14	11	4	13	27	127	0	231
	COLLECTIF	19	16	6	21	30	35	34	191	0	352
	TOTAL	1 365	358	212	343	189	293	577	1 666	0	5 003
41. LORRAINE	INDIVIDUEL PUR	1 881	427	243	224	417	152	517	321	0	4 182
	INDIV. GROUPE	35	21	3	16	9	8	21	11	0	124
	COLLECTIF	66	27	22	23	39	23	51	37	0	288
	TOTAL	1 982	475	268	263	465	183	589	369	0	4 594
42. ALSACE	INDIVIDUEL PUR	2 507	636	293	283	245	75	0	436	0	4 475
	INDIV. GROUPE	52	15	16	8	6	1	0	8	0	106
	COLLECTIF	113	76	48	44	48	26	0	162	0	517
	TOTAL	2 672	727	357	335	299	102	0	606	0	5 098
43. FR. COMTE	INDIVIDUEL PUR	1 704	213	108	138	124	93	354	0	0	2 734
	INDIV. GROUPE	60	7	0	3	8	0	10	0	0	88
	COLLECTIF	110	20	24	15	25	22	77	0	0	293
	TOTAL	1 874	240	132	156	157	115	441	0	0	3 115
52. P. DE LOIRE	INDIVIDUEL PUR	4 063	1 398	1 047	876	561	276	821	1 798	0	10 840
	INDIV. GROUPE	295	55	65	32	13	12	15	50	0	537
	COLLECTIF	91	44	37	38	14	28	73	177	0	502
	TOTAL	4 449	1 497	1 149	946	588	316	909	2 025	0	11 879

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

(suite)

UNITE : PERMIS DE CONSTRUIRE		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
53. BRETAGNE	INDIVIDUEL PUR	4 933	1 146	1 192	566	592	353	237	909	0	9 928
	INDIV. GROUPE	215	35	19	19	10	10	5	15	0	328
	COLLECTIF	239	82	81	52	64	45	30	160	0	753
	TOTAL	5 387	1 263	1 292	637	666	408	272	1 084	0	11 009
54. POITOU-CH.	INDIVIDUEL PUR	2 662	517	315	135	476	143	645	0	0	4 893
	INDIV. GROUPE	168	35	33	7	13	14	60	0	0	330
	COLLECTIF	73	20	24	6	51	29	178	0	0	381
	TOTAL	2 903	572	372	148	540	186	883	0	0	5 604
72. AQUITAINE	INDIVIDUEL PUR	3 965	546	832	290	853	272	786	1 590	0	9 134
	INDIV. GROUPE	110	10	23	14	34	10	19	53	0	273
	COLLECTIF	119	22	47	15	60	17	82	136	0	498
	TOTAL	4 194	578	902	319	947	299	887	1 779	0	9 905
73. MIDI-PYR.	INDIVIDUEL PUR	4 342	626	442	343	390	490	0	2 408	0	9 041
	INDIV. GROUPE	92	26	8	3	12	8	0	85	0	234
	COLLECTIF	143	40	22	19	44	34	0	220	0	522
	TOTAL	4 577	692	472	365	446	532	0	2 713	0	9 797
74. LIMOUSIN	INDIVIDUEL PUR	1 009	74	68	81	21	148	303	0	0	1 704
	INDIV. GROUPE	21	3	1	1	1	0	2	0	0	29
	COLLECTIF	24	4	5	8	2	25	37	0	0	105
	TOTAL	1 054	81	74	90	24	173	342	0	0	1 838
82. RHONE-ALPES	INDIVIDUEL PUR	6 729	1 102	906	670	1 360	729	413	2 286	0	14 195
	INDIV. GROUPE	219	31	32	15	43	35	50	74	0	499
	COLLECTIF	388	58	92	82	98	88	74	401	0	1 281
	TOTAL	7 336	1 191	1 030	767	1 501	852	537	2 761	0	15 975

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TRANCHE D'UNITE URBAINE, LA REGION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

(suite et fin)

UNITE : PERMIS DE CONSTRUIRE		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
83. AUVERGNE	INDIVIDUEL PUR	1 815	307	306	65	239	148	0	434	0	3 314
	INDIV. GROUPE	41	3	7	8	4	2	0	7	0	72
	COLLECTIF	52	11	19	3	17	7	0	66	0	175
	TOTAL	1 908	321	332	76	260	157	0	507	0	3 561
91. LANGUEDOC	INDIVIDUEL PUR	4 346	1 936	1 251	467	380	557	844	457	0	10 238
	INDIV. GROUPE	111	50	50	28	10	12	33	13	0	307
	COLLECTIF	127	65	39	30	14	21	62	71	0	429
	TOTAL	4 584	2 051	1 340	525	404	590	939	541	0	10 974
93. P.A.C.A.	INDIVIDUEL PUR	2 713	824	768	782	1 292	534	414	3 255	0	10 582
	INDIV. GROUPE	134	23	31	36	52	22	9	208	0	515
	COLLECTIF	101	19	44	46	69	88	37	258	0	662
	TOTAL	2 948	866	843	864	1 413	644	460	3 721	0	11 759
94. CORSE	INDIVIDUEL PUR	685	100	83	0	0	120	0	0	0	988
	INDIV. GROUPE	27	2	10	0	0	1	0	0	0	40
	COLLECTIF	37	16	8	0	0	12	0	0	0	73
	TOTAL	749	118	101	0	0	133	0	0	0	1 101
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	56 703	12 305	9 516	6 800	8 298	5 725	6 439	17 297	4 552	127 635
	INDIV. GROUPE	1 970	409	381	266	276	202	281	730	230	4 745
	COLLECTIF	2 032	669	679	579	769	688	937	2 189	1 554	10 096
	TOTAL	60 705	13 383	10 576	7 645	9 343	6 615	7 657	20 216	6 336	142 476

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TRANCHE DE SHON HABITATION MOYENNE PAR LOGEMENT, LA DESTINATION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION

UNITE : LOGEMENTS		0-49	50-99	100-149	150-199	200-499	500 ET +	TOTAL
RESIDENCE PRINCIPALE	INDIVIDUEL PUR	2 158	17 634	57 149	29 569	13 024	197	119 731
	INDIV. GROUPE	1 917	17 437	12 626	1 220	213	15	33 428
	COLLECTIF	40 380	128 729	11 343	980	285	13	181 730
	TOTAL	44 455	163 800	81 118	31 769	13 522	225	334 889
RESIDENCE SECONDAIRE	INDIVIDUEL PUR	772	2 793	2 705	1 019	592	23	7 904
	INDIV. GROUPE	2 362	1 507	439	54	23	0	4 385
	COLLECTIF	4 983	3 624	226	14	9	0	8 856
	TOTAL	8 117	7 924	3 370	1 087	624	23	21 145
TOTAL	INDIVIDUEL PUR	2 930	20 427	59 854	30 588	13 616	220	127 635
	INDIV. GROUPE	4 279	18 944	13 065	1 274	236	15	37 813
	COLLECTIF	45 363	132 353	11 569	994	294	13	190 586
	TOTAL	52 572	171 724	84 488	32 856	14 146	248	356 034

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA TRANCHE DE SHON HABITATION MOYENNE PAR LOGEMENT, ET LE MODE D'UTILISATION

UNITE : LOGEMENTS	0-49	50-99	100-149	150-199	200-499	500 ET +	TOTAL
OCCUPATION PERSONNELLE	4 062	23 518	57 930	29 965	13 119	168	128 762
VENTE OU LOCATION VENTE	29 329	64 413	10 938	1 353	385	11	106 429
LOCATION VIDE OU MEUBLEE	17 430	78 361	14 440	1 320	524	40	112 115
MIXTE A MAJORITE LOCATION	638	3 112	295	20	6	1	4 072
MIXTE A MAJORITE ACCESSION	763	1 753	69	28	3	0	2 616
LOGEMENT DE FONCTION	350	567	816	170	109	28	2 040
TOTAL	52 572	171 724	84 488	32 856	14 146	248	356 034

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipeement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LE NOMBRE MAXIMUM DE NIVEAUX ET LA REGION (UNIQUEMENT DANS LE COLLECTIF)

		1 et 2 ETAGES	3 et 4 ETAGES	5 A 10 ETAGES	11 A 16 ETAGES	17 ETAGES ET +	TOTAL
11. I. DE FRANCE	PC	554	670	564	64	1	1 853
	LOGTS	5 947	18 343	25 453	4 310	25	54 078
21. CHAMPAGNE	PC	63	88	22	2	1	176
	LOGTS	572	988	904	24	34	2 522
22. PICARDIE	PC	128	114	27	0	0	269
	LOGTS	1 291	2 936	1 072	0	0	5 299
23. HT NORM.	PC	97	66	30	0	0	193
	LOGTS	946	1 535	1 173	0	0	3 654
24. CENTRE	PC	234	121	18	1	0	374
	LOGTS	2 242	2 864	1 099	77	0	6 282
25. BS NORM.	PC	118	84	12	0	0	214
	LOGTS	1 061	1 995	677	0	0	3 733
26. BOURGOGNE	PC	99	61	26	0	0	186
	LOGTS	666	1 425	1 158	0	0	3 249
31. NORD	PC	127	153	71	0	1	352
	LOGTS	1 123	3 165	3 128	0	49	7 465
41. LORRAINE	PC	153	117	18	0	0	288
	LOGTS	1 299	1 522	782	0	0	3 603
42. ALSACE	PC	195	260	62	0	0	517
	LOGTS	1 203	3 681	2 468	0	0	7 352
43. FR. COMTE	PC	138	134	21	0	0	293
	LOGTS	928	1 471	646	0	0	3 045
52. P. DE LOIRE	PC	304	138	60	0	0	502
	LOGTS	3 693	2 742	2 532	0	0	8 967

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LE NOMBRE MAXIMUM DE NIVEAUX ET LA REGION (UNIQUEMENT DANS LE COLLECTIF)

(suite et fin)

		1 et 2 ETAGES	3 et 4 ETAGES	5 A 10 ETAGES	11 A 16 ETAGES	17 ETAGES ET +	TOTAL
53. BRETAGNE	PC	451	249	52	1	0	753
	LOGTS	3 306	4 378	1 724	22	0	9 430
54. POITOU-CH.	PC	251	116	14	0	0	381
	LOGTS	2 452	2 970	703	0	0	6 125
72. AQUITAINE	PC	322	151	25	0	0	498
	LOGTS	3 052	3 407	839	0	0	7 298
73. MIDI-PYR.	PC	322	167	32	1	0	522
	LOGTS	2 902	3 045	1 858	6	0	7 811
74. LIMOUSIN	PC	60	32	13	0	0	105
	LOGTS	517	647	522	0	0	1 686
82. RHONE-ALPES	PC	615	412	251	2	1	1 281
	LOGTS	4 668	8 613	10 515	159	26	23 981
83. AUVERGNE	PC	97	65	11	2	0	175
	LOGTS	527	1 200	379	92	0	2 198
91. LANGUEDOC	PC	275	115	39	0	0	429
	LOGTS	3 561	2 179	2 531	0	0	8 271
93. P.A.C.A.	PC	333	228	101	0	0	662
	LOGTS	4 206	4 985	4 165	0	0	13 356
94. CORSE	PC	57	8	8	0	0	73
	LOGTS	517	158	506	0	0	1 181
TOTAL	PC	4 993	3 549	1 477	73	4	10 096
	LOGTS	46 679	74 249	64 834	4 690	134	190 586

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LE NOMBRE MAXIMUM DE NIVEAUX ET LA REGION (UNIQUEMENT DANS LE COLLECTIF)

UNITE : LOGEMENTS	1 et 2 ETAGES	3 et 4 ETAGES	5 A 10 ETAGES	11 A 16 ETAGES	17 ETAGES ET +	TOTAL
11. ILE DE FRANCE	5 109	13 348	17 490	2 102	165	38 214
21. CHAMPAGNE-ARDENNE	352	602	1 058	0	0	2 012
22. PICARDIE	712	2 194	759	0	0	3 665
23. HAUTE NORMANDIE	999	1 508	635	142	0	3 284
24. CENTRE	2 439	2 068	1 177	0	0	5 684
25. BASSE NORMANDIE	732	1 925	889	0	0	3 546
26. BOURGOGNE	598	1 432	461	0	0	2 491
31. NORD	1 070	2 623	2 409	0	44	6 146
41. LORRAINE	940	880	277	0	0	2 097
42. ALSACE	1 334	2 663	1 858	0	0	5 855
43. FRANCHE COMTE	982	1 614	700	0	0	3 296
52. PAYS DE LA LOIRE	4 293	3 301	2 445	0	0	10 039
53. BRETAGNE	2 522	4 743	2 172	25	0	9 462
54. POITOU-CHARENTES	1 711	2 341	657	0	0	4 709
72. AQUITAINE	2 464	2 960	1 181	0	0	6 605
73. MIDI-PYRENEES	3 095	2 642	1 906	0	0	7 643
74. LIMOUSIN	318	534	791	0	0	1 643
82. RHONE-ALPES	4 426	4 642	8 158	63	74	17 363
83. AUVERGNE	432	1 111	568	0	0	2 111
91. LANGUEDOC ROUS.	3 240	1 747	1 468	0	0	6 455
93. PACA	2 974	4 099	2 400	0	0	9 473
94. CORSE	364	127	68	0	0	559
TOTAL	41 106	59 104	49 527	2 332	283	152 352

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON
LA DESTINATION, LE TYPE DE CONSTRUCTION ET LA REGION

UNITE : LOGEMENTS	RESIDENCE PRINCIPALE				RESIDENCE SECONDAIRE				TOTAL			
	IND. PURS	IND. GROUPES	COLLECT-IFS	TOTAL	IND. PURS	IND. GROUPES	COLLECT-IFS	TOTAL	IND. PURS	IND. GROUPES	COLLECT-IFS	TOTAL
11. I. DE FRANCE	8 055	4 157	54 052	66 264	18	0	26	44	8 073	4 157	54 078	66 308
21. CHAMPAGNE	1 584	663	2 485	4 732	32	12	37	81	1 616	675	2 522	4 813
22. PICARDIE	2 542	1 002	5 210	8 754	83	6	89	178	2 625	1 008	5 299	8 932
23. HT NORM.	3 054	1 192	3 634	7 880	119	0	20	139	3 173	1 192	3 654	8 019
24. CENTRE	4 606	1 799	6 254	12 659	137	8	28	173	4 743	1 807	6 282	12 832
25. BS NORM.	3 342	1 535	3 442	8 319	371	25	291	687	3 713	1 560	3 733	9 006
26. BOURGOGNE	2 831	603	3 230	6 664	193	9	19	221	3 024	612	3 249	6 885
31. NORD	4 325	3 215	6 761	14 301	95	317	704	1 116	4 420	3 532	7 465	15 417
41. LORRAINE	3 998	816	3 518	8 332	184	29	85	298	4 182	845	3 603	8 630
42. ALSACE	4 423	370	7 269	12 062	52	6	83	141	4 475	376	7 352	12 203
43. FR. COMTE	2 632	378	2 973	5 983	102	11	72	185	2 734	389	3 045	6 168
52. P. DE LOIRE	9 877	2 985	8 343	21 205	963	564	624	2 151	10 840	3 549	8 967	23 356
53. BRETAGNE	8 872	1 835	8 944	19 651	1 056	238	486	1 780	9 928	2 073	9 430	21 431
54. POITOU-CH.	4 281	1 636	5 634	11 551	612	195	491	1 298	4 893	1 831	6 125	12 849
72. AQUITAINE	8 357	1 486	6 659	16 502	777	473	639	1 889	9 134	1 959	7 298	18 391
73. MIDI-PYR.	8 536	1 546	7 523	17 605	505	217	288	1 010	9 041	1 763	7 811	18 615
74. LIMOUSIN	1 571	145	1 682	3 398	133	6	4	143	1 704	151	1 686	3 541
82. RHONE-ALPES	13 510	2 875	22 503	38 888	685	445	1 478	2 608	14 195	3 320	23 981	41 496
83. AUVERGNE	3 005	437	2 160	5 602	309	36	38	383	3 314	473	2 198	5 985
91. LANGUEDOC	9 524	2 254	6 802	18 580	714	1 228	1 469	3 411	10 238	3 482	8 271	21 991
93. P.A.C.A.	10 014	2 383	11 712	24 109	568	444	1 644	2 656	10 582	2 827	13 356	26 765
94. CORSE	792	116	940	1 848	196	116	241	553	988	232	1 181	2 401
TOTAL	119 731	33 428	181 730	334 889	7 904	4 385	8 856	21 145	127 635	37 813	190 586	356 034

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES COMMENCES VENTILES SELON
LA DESTINATION, LE TYPE DE CONSTRUCTION ET LA REGION

UNITE : LOGEMENTS	RESIDENCE PRINCIPALE				RESIDENCE SECONDAIRE				TOTAL			
	IND. PURS	IND. GROUPES	COLLECT- IFS	TOTAL	IND. PURS	IND. GROUPES	COLLECT- IFS	TOTAL	IND. PURS	IND. GROUPES	COLLECT- IFS	TOTAL
11. I. DE FRANCE	6 217	3 464	38 207	47 888	29	4	7	40	6 246	3 468	38 214	47 928
21. CHAMPAGNE	1 447	531	1 974	3 952	30	9	38	77	1 477	540	2 012	4 029
22. PICARDIE	2 166	907	3 609	6 682	79	28	56	163	2 245	935	3 665	6 845
23. HT NORM.	2 738	1 213	3 235	7 186	114	30	49	193	2 852	1 243	3 284	7 379
24. CENTRE	4 151	1 536	5 660	11 347	149	30	24	203	4 300	1 566	5 684	11 550
25. BS NORM.	3 084	1 168	2 868	7 120	361	6	678	1 045	3 445	1 174	3 546	8 165
26. BOURGOGNE	2 563	644	2 490	5 697	166	7	1	174	2 729	651	2 491	5 871
31. NORD	3 553	2 986	5 862	12 401	80	480	284	844	3 633	3 466	6 146	13 245
41. LORRAINE	3 488	656	2 028	6 172	158	25	69	252	3 646	681	2 097	6 424
42. ALSACE	3 988	343	5 825	10 156	45	2	30	77	4 033	345	5 855	10 233
43. FR. COMTE	2 312	378	3 233	5 923	105	17	63	185	2 417	395	3 296	6 108
52. P. DE LOIRE	8 868	2 581	8 823	20 272	978	700	1 216	2 894	9 846	3 281	10 039	23 166
53. BRETAGNE	7 860	1 787	9 183	18 830	863	189	279	1 331	8 723	1 976	9 462	20 161
54. POITOU-CH.	3 940	1 421	4 407	9 768	642	250	302	1 194	4 582	1 671	4 709	10 962
72. AQUITAINE	7 500	1 304	6 072	14 876	712	253	533	1 498	8 212	1 557	6 605	16 374
73. MIDI-PYR.	6 979	1 227	7 414	15 620	460	226	229	915	7 439	1 453	7 643	16 535
74. LIMOUSIN	1 468	330	1 639	3 437	112	4	4	120	1 580	334	1 643	3 557
82. RHONE-ALPES	12 276	2 202	16 235	30 713	631	205	1 128	1 964	12 907	2 407	17 363	32 677
83. AUVERGNE	2 730	523	2 085	5 338	266	20	26	312	2 996	543	2 111	5 650
91. LANGUEDOC	7 984	1 107	5 173	14 264	610	1 260	1 282	3 152	8 594	2 367	6 455	17 416
93. P.A.C.A.	9 212	2 060	8 534	19 806	590	196	939	1 725	9 802	2 256	9 473	21 531
94. CORSE	571	43	437	1 051	150	71	122	343	721	114	559	1 394
TOTAL	105 095	28 411	144 993	278 499	7 330	4 012	7 359	18 701	112 425	32 423	152 352	297 200

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON LES AGGLOMERATIONS DE PLUS DE 100000 HABITANTS

	INDIVIDUEL PUR		INDIV. GROUPE		COLLECTIF		TOTAL	
	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
LYON	1 631	1 631	55	378	264	9 933	1 950	11 942
CANNES .GRASSE .ANTIBES	260	260	34	213	63	1 837	357	2 310
NICE	313	313	59	354	52	1 126	424	1 793
VALENCE	112	112	1	2	17	304	130	418
TROYES	143	143	13	83	37	451	193	677
AVIGNON	510	510	16	182	40	801	566	1 493
MARSEILLE .AIX	1 845	1 845	57	332	102	2 695	2 004	4 872
CAEN	240	240	13	410	59	1 896	312	2 546
ANGOULEME	175	175	8	18	23	351	206	544
LA ROCHELLE	276	276	16	235	57	1 213	349	1 724
DIJON	268	268	11	113	75	1 911	354	2 292
MONBELIARD	159	159	5	17	9	73	173	249
BESANCON	195	195	5	17	68	1 477	268	1 689
BREST	398	398	3	23	57	1 084	458	1 505
NIMES	284	284	10	218	24	747	318	1 249
TOULOUSE	2 408	2 408	85	912	220	5 318	2 713	8 638
BORDEAUX	1 590	1 590	53	411	136	3 200	1 779	5 201
MONTPELLIER	457	457	13	93	71	3 454	541	4 004
RENNES	511	511	12	105	103	3 027	626	3 643
TOURS	585	585	21	177	76	2 377	682	3 139
GRENOBLE	379	379	14	64	97	2 079	490	2 522
BAYONNE	359	359	7	39	58	1 204	424	1 602
SAINT ETIENNE	276	276	5	14	40	837	321	1 127
SAINT NAZAIRE	470	470	6	61	36	612	512	1 143
NANTES	1 396	1 396	27	237	115	3 446	1 538	5 079

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON LES AGGLOMERATIONS DE PLUS DE 100000 HABITANTS

	INDIVIDUEL PUR		INDIV. GROUPE		COLLECTIF		TOTAL	
	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
ORLEANS	644	644	15	223	32	642	691	1 509
ANGERS	402	402	23	258	62	1 595	487	2 255
REIMS	60	60	5	26	52	1 147	117	1 233
HAGONDANGE-BRIEY	153	153	11	52	8	90	172	295
NANCY	321	321	11	89	37	1 264	369	1 674
LORIENT	237	237	5	70	30	346	272	653
THIONVILLE	191	191	2	6	24	211	217	408
METZ	173	173	8	130	19	550	200	853
MAUBEUGE	21	21	3	60	3	83	27	164
DUNKERQUE	233	233	9	103	13	266	255	602
DOUAI	158	158	9	89	9	122	176	369
VALENCIENNES	179	179	12	160	13	410	204	749
LILLE	579	579	52	833	140	3 312	771	4 724
BETHUNE	312	312	33	391	20	382	365	1 085
CALAIS	104	104	6	136	9	150	119	390
LENS	278	278	30	532	18	380	326	1 190
CLERMONT-FERRAND	434	434	7	154	66	1 599	507	2 187
PAU	427	427	12	153	24	553	463	1 133
PERPIGNAN	464	464	16	92	35	350	515	906
STRASBOURG	151	151	6	13	120	2 999	277	3 163
MULHOUSE	285	285	2	27	42	864	329	1 176
LE MANS	351	351	9	125	37	781	397	1 257
CHAMBERY	134	134	7	15	27	471	168	620
ANNECY	167	167	42	530	30	977	239	1 674
PARIS	4 552	4 552	230	3 192	1 554	48 095	6 336	55 839

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOGEMENTS ORDINAIRES AUTORISES VENTILES SELON LES AGGLOMERATIONS DE PLUS DE 100000 HABITANTS

	INDIVIDUEL PUR		INDIV. GROUPE		COLLECTIF		TOTAL	
	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS	PC	LOGTS
LE HAVRE	154	154	9	225	13	402	176	781
ROUEN	344	344	18	158	62	1 638	424	2 140
MELUN	122	122	1	4	22	536	145	662
AMIENS	84	84	3	75	84	1 830	171	1 989
TOULON	837	837	58	287	41	1 124	936	2 248
POITIERS	194	194	36	158	98	2 114	328	2 466
LIMOGES	303	303	2	38	37	1 069	342	1 410

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

II - LOCAUX AUTRES QU'HABITATION

LISTE DES TABLEAUX LOCAUX

MAÎTRE D'OUVRAGE	X						
NATURE DES TRAVAUX		X					
TRANCHE DE SURFACE			X				
TRANCHE D'UNITÉ URBAINE				X			
DESTINATIONS SIMPLES	X	X	X	X	X		X
DESTINATION FINIES						X	
FRANCE	X	X	X	X		X	
RÉGIONS					X		
AGGLO. DE + DE 100 000						X	
AUTORISÉS	73	75	77	79	81	85	95
COMMENCÉS	74	76	78	80	82	90	

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LE MAITRE D'OUVRAGE

		OFFICE PUBLIC HLM	SOCIETE D'HLM	SOCIETE ECONOMIE MIXTE	SOCIETE VOUEES CONST.	ENTREP. A CARA. CONST.	COLLECT. LOCALES	ETAT OU ADMIN.	AUTRE PERSON. MORALES	PARTICUL- IERS	TOTAL
BATIMENTS AGRICOLES	NB	6	0	60	96	343	89	27	3 598	25 300	29 519
	M2	6 491	0	29 422	61 995	253 158	41 046	10 420	2 015 284	8 960 590	11378406
ENERGIE ET EQUIPEMENTS URBAINS	NB	2	6	14	23	153	218	40	123	36	615
	M2	441	633	5 746	10 087	98 278	135 628	17 421	71 873	27 135	367 242
ARTISANAT INDUSTRIE	NB	12	9	75	588	1 791	459	60	770	2 066	5 830
	M2	4 994	3 776	85 062	458 255	2 160 089	386 023	46 153	653 788	634 055	4 432 195
STOCKAGE	NB	9	3	41	647	1 665	352	72	918	2 304	6 011
	M2	2 149	607	40 127	602 020	1 840 058	186 338	47 000	771 956	680 349	4 170 604
COMMERCES	NB	89	76	82	871	1 197	218	27	735	1 579	4 874
	M2	33 484	32 315	46 417	657 255	966 945	68 713	15 171	662 987	446 993	2 930 280
GARAGES ET STATIONNEMENT	NB	35	32	22	206	377	229	81	239	891	2 112
	M2	26 088	10 044	60 857	145 734	212 521	94 456	45 047	166 453	186 589	947 789
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	NB	1	1	8	6	38	21	53	21	9	158
	M2	259	149	4 334	2 163	47 626	18 728	28 333	38 838	1 889	142 319
BUREAUX	NB	68	61	93	1 020	1 267	817	350	961	1 077	5 714
	M2	31 533	32 720	87 006	854 931	923 648	294 904	325 342	408 178	220 523	3 178 785
ENSEIGNEMENT	NB	3	4	33	30	48	1 132	366	544	81	2 241
	M2	8 758	10 428	73 057	67 187	67 590	1 014 660	677 335	371 552	44 958	2 335 525
CULTURE LOISIRS	NB	30	24	42	103	124	2 400	119	579	395	3 816
	M2	9 212	8 368	63 847	66 083	88 171	1 325 221	95 638	296 862	161 105	2 114 507
SANTE	NB	69	71	29	192	185	774	219	838	467	2 844
	M2	60 779	60 968	49 174	229 854	119 159	387 492	296 818	812 943	185 486	2 202 673
JUSTICE	NB	0	0	4	2	8	150	150	24	5	343
	M2	0	0	1 930	4 336	4 462	69 312	233 307	33 118	1 374	347 839
TOTAL	NB	324	287	503	3 784	7 196	6 859	1 564	9 350	34 210	64 077
	M2	184 188	160 008	546 979	3 159 900	6 781 705	4 022 521	1 837 985	6 303 832	11551046	34548164

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LE MAITRE D'OUVRAGE

		OFFICE PUBLIC HLM	SOCIETE D'HLM	SOCIETE ECONOMIE MIXTE	SOCIETE VOUEES CONST.	ENTREP. A CARA. CONST.	COLLECT. LOCALES	ETAT OU ADMIN.	AUTRE PERSON. MORALES	PARTICUL- IERS	TOTAL
BATIMENTS AGRICOLLES	NB	9	3	43	75	333	84	26	2 851	21 311	24 735
	M2	6 838	1 199	20 654	52 309	223 046	45 799	11 228	1 605 764	7 562 439	9 529 276
ENERGIE ET EQUIPEMENTS URBAINS	NB	1	1	16	18	121	215	53	109	23	557
	M2	313	22	17 303	12 149	65 885	162 534	20 092	41 856	8 300	328 454
ARTISANAT INDUSTRIE	NB	21	7	61	505	1 627	412	53	694	1 806	5 186
	M2	12 086	2 975	87 982	393 323	1 877 800	351 295	42 412	566 048	567 933	3 901 854
STOCKAGE	NB	8	9	50	559	1 519	335	62	814	2 148	5 504
	M2	2 580	6 109	51 258	504 483	1 697 795	124 082	61 231	649 249	590 628	3 687 415
COMMERCES	NB	98	127	110	771	1 003	202	25	631	1 347	4 314
	M2	39 932	51 464	54 947	611 068	1 078 863	67 951	18 919	532 808	377 440	2 833 392
GARAGES ET STATIONNEMENT	NB	37	34	16	184	316	213	67	225	859	1 951
	M2	26 877	20 973	33 560	126 421	230 400	101 261	87 855	207 472	185 350	1 020 169
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	NB	1	1	9	6	35	27	46	26	16	167
	M2	259	149	2 041	2 547	20 443	32 933	25 934	50 143	3 891	138 340
BUREAUX	NB	76	65	78	917	1 102	818	307	874	920	5 157
	M2	45 893	51 257	58 565	833 087	754 527	284 934	283 829	440 128	196 652	2 948 872
ENSEIGNEMENT	NB	3	3	30	32	43	1 082	359	543	80	2 175
	M2	3 586	1 803	74 539	204 822	83 834	922 011	801 676	469 362	55 935	2 617 568
CULTURE LOISIRS	NB	38	22	46	84	129	2 364	129	529	350	3 691
	M2	15 162	7 888	58 215	42 100	87 069	1 281 191	102 535	231 915	134 177	1 960 252
SANTE	NB	76	68	41	150	167	749	216	734	393	2 594
	M2	65 830	55 594	43 759	137 695	87 123	580 229	272 845	711 982	134 979	2 090 036
JUSTICE	NB	0	1	5	3	6	141	112	20	5	293
	M2	0	580	3 284	2 238	3 866	58 953	187 123	25 382	1 831	283 257
TOTAL	NB	368	341	505	3 304	6 401	6 642	1 455	8 050	29 258	56 324
	M2	219 356	200 013	506 107	2 922 242	6 210 651	4 013 173	1 915 679	5 532 109	9 819 555	31338885

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LA NATURE DES TRAVAUX

		CONSTRUCTION NEUVE	EXTENSION	CREATION DE NIVEAUX	CHANGT DESTINATION	SANS FONDATION	AUTRES TRAVAUX	TOTAL
BATIMENTS AGRICOLES	NB	21 363	7 107	9	195	49	796	29 519
	M2	8 821 324	2 128 719	1 480	73 367	27 951	325 565	11 378 406
ENERGIE ET EQUIPEMENTS URBAINS	NB	486	86	0	4	2	37	615
	M2	291 924	49 619	0	1 571	880	23 248	367 242
ARTISANAT INDUSTRIE	NB	3 340	2 144	11	188	4	143	5 830
	M2	2 760 921	1 466 993	10 617	116 626	1 791	75 247	4 432 195
STOCKAGE	NB	3 824	1 819	12	151	21	184	6 011
	M2	2 783 030	1 153 823	1 757	119 185	4 162	108 647	4 170 604
COMMERCE	NB	2 474	1 359	17	820	12	192	4 874
	M2	1 959 564	583 490	4 002	276 111	3 074	104 039	2 930 280
GARAGES ET STATIONNEMENT	NB	1 385	544	2	80	5	96	2 112
	M2	722 844	166 370	269	29 844	739	27 723	947 789
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	NB	111	37	1	4	0	5	158
	M2	120 507	17 211	210	3 745	0	646	142 319
BUREAUX	NB	3 094	1 596	50	760	25	189	5 714
	M2	2 275 794	523 473	12 131	294 288	5 154	67 945	3 178 785
ENSEIGNEMENT	NB	954	1 058	19	129	12	69	2 241
	M2	1 498 754	601 454	9 386	172 495	5 507	47 929	2 335 525
CULTURE LOISIRS	NB	2 116	1 049	19	451	16	165	3 816
	M2	1 508 690	317 623	6 652	213 613	2 675	65 254	2 114 507
SANTE	NB	1 374	1 006	9	311	1	143	2 844
	M2	1 353 518	606 638	2 543	152 427	78	87 469	2 202 673
JUSTICE	NB	205	106	7	16	1	8	343
	M2	251 876	44 871	1 451	45 635	123	3 883	347 839
TOTAL	NB	40 726	17 911	156	3 109	148	2 027	64 077
	M2	24 348 746	7 660 284	50 498	1 498 907	52 134	937 595	34 548 164

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LA NATURE DES TRAVAUX

		CONSTRUCTION NEUVE	EXTENSION	CREATION DE NIVEAUX	CHANGT DESTINATION	SANS FONDATION	AUTRES TRAVAUX	TOTAL
BATIMENTS AGRICOLES	NB	18 090	5 805	7	191	52	590	24 735
	M2	7 486 488	1 693 954	1 945	69 613	36 550	240 726	9 529 276
ENERGIE ET EQUIPEMENTS URBAINS	NB	407	107	1	3	2	37	557
	M2	249 986	48 059	820	209	996	28 384	328 454
ARTISANAT INDUSTRIE	NB	3 026	1 884	9	143	3	121	5 186
	M2	2 510 408	1 220 522	6 576	89 815	956	73 577	3 901 854
STOCKAGE	NB	3 577	1 619	12	118	18	160	5 504
	M2	2 572 203	983 604	2 031	69 366	3 889	56 322	3 687 415
COMMERCES	NB	2 249	1 173	20	720	9	143	4 314
	M2	1 943 367	555 742	6 579	271 669	2 262	53 773	2 833 392
GARAGES ET STATIONNEMENT	NB	1 294	487	2	72	1	95	1 951
	M2	815 582	139 364	342	31 533	71	33 277	1 020 169
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	NB	117	40	1	2	0	7	167
	M2	105 645	30 421	210	836	0	1 228	138 340
BUREAUX	NB	2 893	1 367	46	680	23	148	5 157
	M2	2 143 856	477 795	10 781	237 097	4 838	74 505	2 948 872
ENSEIGNEMENT	NB	978	964	11	135	9	78	2 175
	M2	1 844 331	569 979	7 948	152 970	2 782	39 558	2 617 568
CULTURE LOISIRS	NB	2 124	1 025	19	387	14	122	3 691
	M2	1 416 813	295 740	6 072	184 215	2 553	54 859	1 960 252
SANTE	NB	1 316	891	8	271	6	102	2 594
	M2	1 425 678	500 353	1 396	118 587	551	43 471	2 090 036
JUSTICE	NB	183	81	3	15	1	10	293
	M2	209 754	40 649	609	26 571	123	5 551	283 257
TOTAL	NB	36 254	15 443	139	2 737	138	1 613	56 324
	M2	22 724 111	6 556 182	45 309	1 252 481	55 571	705 231	31 338 885

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipeement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LA TRANCHE DE SURFACE DU LOCAL

		MOINS DE 250 M2	250 A 499 M2	500 A 999 M2	1000 A 1499 M2	1500 A 1999 M2	2000 A 4999 M2	5000 A 9999 M2	10000 M2 ET +	TOTAL
BATIMENTS AGRICOLES	NB	13 460	9 330	5 126	1 041	293	229	35	5	29 519
	M2	1 939 538	3 327 826	3 442 916	1 238 229	496 882	616 369	229 357	87 289	11 378 406
ENERGIE ET EQUIPEMENTS URBAINS	NB	360	127	50	19	16	35	4	4	615
	M2	42 897	44 284	32 273	23 839	28 400	104 377	31 593	59 579	367 242
ARTISANAT INDUSTRIE	NB	2 589	1 159	1 017	395	191	369	81	29	5 830
	M2	340 519	414 161	711 923	475 011	331 526	1 086 263	552 006	520 786	4 432 195
STOCKAGE	NB	2 981	1 274	850	340	174	277	82	33	6 011
	M2	377 652	448 109	590 387	411 002	298 495	826 244	543 926	674 789	4 170 604
COMMERCES	NB	2 623	883	697	303	164	154	31	19	4 874
	M2	316 153	313 542	507 863	370 472	288 820	450 885	222 836	459 709	2 930 280
GARAGES ET STATIONNEMENT	NB	1 293	431	246	53	32	38	12	7	2 112
	M2	155 801	154 835	171 373	66 123	55 605	109 144	71 566	163 342	947 789
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	NB	84	28	23	2	4	11	3	3	158
	M2	10 448	9 800	16 899	2 635	6 976	35 691	19 370	40 500	142 319
BUREAUX	NB	3 493	1 042	608	204	98	190	49	30	5 714
	M2	410 466	366 629	421 697	249 611	171 173	572 025	336 082	651 102	3 178 785
ENSEIGNEMENT	NB	1 032	349	328	153	87	183	84	25	2 241
	M2	133 863	121 798	229 671	187 318	149 673	572 850	566 798	373 554	2 335 525
CULTURE LOISIRS	NB	2 111	700	457	213	141	155	26	13	3 816
	M2	256 012	249 770	327 490	263 647	244 230	430 228	164 346	178 784	2 114 507
SANTE	NB	1 430	515	340	176	93	226	48	16	2 844
	M2	175 145	181 520	237 219	213 271	159 142	686 360	315 343	234 673	2 202 673
JUSTICE	NB	157	67	40	21	12	34	6	6	343
	M2	21 180	23 539	27 211	25 317	20 873	100 439	38 685	90 595	347 839
TOTAL	NB	31 613	15 905	9 782	2 920	1 305	1 901	461	190	64 077
	M2	4 179 674	5 655 813	6 716 922	3 526 475	2 251 795	5 590 875	3 091 908	3 534 702	34 548 164

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LA TRANCHE DE SURFACE DU LOCAL

		MOINS DE 250 M2	250 A 499 M2	500 A 999 M2	1000 A 1499 M2	1500 A 1999 M2	2000 A 4999 M2	5000 A 9999 M2	10000 M2 ET +	TOTAL
BATIMENTS AGRICILES	NB	11 708	7 604	4 091	872	207	197	38	18	24 735
	M2	1 669 896	2 708 848	2 736 515	1 034 273	355 306	555 690	249 509	219 239	9 529 276
ENERGIE ET EQUIPEMENTS URBAINS	NB	331	98	64	25	11	19	7	2	557
	M2	38 919	34 034	42 354	30 505	19 032	57 927	47 205	58 478	328 454
ARTISANAT INDUSTRIE	NB	2 292	1 090	863	354	173	315	75	24	5 186
	M2	305 151	389 198	606 756	428 893	299 740	943 321	526 017	402 778	3 901 854
STOCKAGE	NB	2 756	1 161	796	276	152	262	71	30	5 504
	M2	348 887	410 572	558 906	331 864	261 987	779 436	474 779	520 984	3 687 415
COMMERCES	NB	2 288	817	622	261	130	130	43	23	4 314
	M2	279 745	289 054	451 024	317 168	229 235	367 817	315 242	584 107	2 833 392
GARAGES ET STATIONNEMENT	NB	1 219	365	212	60	29	37	16	13	1 951
	M2	147 524	130 789	147 710	74 534	49 340	111 291	112 281	246 700	1 020 169
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	NB	85	36	27	5	1	6	5	2	167
	M2	9 766	12 099	18 814	6 338	1 710	20 858	34 124	34 631	138 340
BUREAUX	NB	3 088	974	573	184	106	166	38	28	5 157
	M2	361 751	345 681	396 089	223 735	185 706	502 164	259 918	673 828	2 948 872
ENSEIGNEMENT	NB	944	339	334	163	82	192	87	34	2 175
	M2	124 996	119 527	241 449	201 440	139 355	609 636	564 885	616 280	2 617 568
CULTURE LOISIRS	NB	2 090	622	448	221	152	121	28	9	3 691
	M2	257 655	217 227	320 031	272 265	260 384	343 349	168 889	120 452	1 960 252
SANTE	NB	1 290	487	302	157	90	214	43	11	2 594
	M2	160 604	173 202	209 537	190 732	152 694	654 452	269 770	279 045	2 090 036
JUSTICE	NB	129	62	40	16	12	23	8	3	293
	M2	17 549	21 083	27 390	19 363	21 688	69 562	56 168	50 454	283 257
TOTAL	NB	28 220	13 655	8 372	2 594	1 145	1 682	459	197	56 324
	M2	3 722 443	4 851 314	5 756 575	3 131 110	1 976 177	5 015 503	3 078 787	3 806 976	31 338 885

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LA TRANCHE D'UNITE URBAINE

		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
BATIMENTS AGRICOLES	NB	25 895	1 383	892	415	309	202	141	265	17	29 519
	M2	9 848 522	533 982	348 996	183 354	118 264	85 444	78 259	170 304	11 281	11378406
ENERGIE ET EQUIPEMENTS URBAINS	NB	233	56	54	46	36	42	30	83	35	615
	M2	113 754	17 456	19 957	31 369	21 095	38 552	34 736	70 370	19 953	367 242
ARTISANAT INDUSTRIE	NB	2 463	625	494	385	343	301	324	641	254	5 830
	M2	1 450 987	457 524	401 762	301 090	261 571	205 671	323 021	707 562	323 007	4 432 195
STOCKAGE	NB	2 582	552	499	370	404	313	329	751	211	6 011
	M2	1 148 637	352 129	372 526	330 651	252 041	284 965	328 030	821 305	280 320	4 170 604
COMMERCES	NB	1 215	370	397	375	452	351	364	810	540	4 874
	M2	355 558	162 744	230 740	208 312	294 835	326 223	364 231	652 488	335 149	2 930 280
GARAGES ET STATIONNEMENT	NB	778	202	175	159	188	145	118	270	77	2 112
	M2	259 188	54 161	68 503	55 841	87 014	60 114	97 800	180 974	84 194	947 789
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	NB	40	8	12	10	11	17	17	29	14	158
	M2	16 810	7 186	2 862	4 238	4 214	14 885	10 626	47 436	34 062	142 319
BUREAUX	NB	1 302	435	393	316	486	457	495	1 233	597	5 714
	M2	318 833	138 518	115 370	95 758	217 783	209 649	265 859	916 822	900 193	3 178 785
ENSEIGNEMENT	NB	573	156	148	149	195	164	176	474	206	2 241
	M2	232 706	101 489	116 237	121 158	222 863	213 932	258 978	714 001	354 161	2 335 525
CULTURE LOISIRS	NB	1 677	298	246	193	246	189	211	518	238	3 816
	M2	570 917	151 714	136 472	119 470	129 840	135 514	159 606	501 534	209 440	2 114 507
SANTE	NB	913	239	222	183	230	150	200	450	257	2 844
	M2	481 130	149 866	155 158	129 497	221 970	152 111	189 749	463 192	260 000	2 202 673
JUSTICE	NB	125	38	20	23	26	19	21	60	11	343
	M2	60 665	21 900	9 534	23 286	50 583	23 146	36 652	101 168	20 905	347 839
TOTAL	NB	37 796	4 362	3 552	2 624	2 926	2 350	2 426	5 584	2 457	64 077
	M2	14857707	2 148 669	1 978 117	1 604 024	1 882 073	1 750 206	2 147 547	5 347 156	2 832 665	34548164

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LA TRANCHE D'UNITE URBAINE

		COMMUNES RURALES	< 5000 URBAIN	5000 A 9999	10000 A 19999	20000 A 49999	50000 A 99999	100000 A 199999	200000 A 1999999	AGGLO. DE PARIS	TOTAL
BATIMENTS AGRICOLAS	NB	21 679	1 126	757	324	277	185	124	240	23	24 735
	M2	8 083 373	459 359	310 547	152 657	123 319	93 649	75 432	221 381	9 559	9 529 276
ENERGIE ET EQUIPEMENTS URBAINS	NB	213	55	41	32	39	36	29	73	39	557
	M2	87 741	20 188	10 620	9 913	15 111	22 413	19 636	53 399	89 433	328 454
ARTISANAT INDUSTRIE	NB	2 145	528	496	368	329	235	310	564	211	5 186
	M2	1 251 136	417 601	357 474	273 618	287 699	222 070	249 514	583 110	259 632	3 901 854
STOCKAGE	NB	2 440	532	433	326	377	284	307	610	195	5 504
	M2	1 052 812	319 066	350 919	274 284	266 537	209 985	308 223	595 583	310 006	3 687 415
COMMERCE	NB	1 023	351	331	311	390	308	326	677	597	4 314
	M2	312 424	156 275	207 674	180 633	270 790	272 203	422 503	608 000	402 890	2 833 392
GARAGES ET STATIONNEMENT	NB	688	186	163	146	169	138	128	268	65	1 951
	M2	220 987	57 012	64 215	54 201	98 463	74 945	91 576	179 502	179 268	1 020 169
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	NB	48	14	13	9	8	12	15	35	13	167
	M2	18 863	3 799	6 429	3 359	2 456	11 164	6 463	76 821	8 986	138 340
BUREAUX	NB	1 189	416	399	272	446	381	445	1 088	521	5 157
	M2	280 456	123 340	120 938	100 610	218 959	161 834	273 294	872 860	796 581	2 948 872
ENSEIGNEMENT	NB	563	157	150	140	186	153	190	446	190	2 175
	M2	235 782	90 145	122 504	138 453	245 416	233 643	248 486	740 943	562 196	2 617 568
CULTURE LOISIRS	NB	1 632	293	242	187	205	212	205	478	237	3 691
	M2	539 209	138 584	126 642	106 718	126 277	164 593	141 074	399 410	217 745	1 960 252
SANTE	NB	843	238	201	172	184	180	164	393	219	2 594
	M2	435 224	164 206	162 969	132 344	180 981	166 153	153 149	369 455	325 555	2 090 036
JUSTICE	NB	106	30	19	18	24	15	22	49	10	293
	M2	35 448	16 199	5 637	19 215	56 191	21 198	31 680	83 648	14 041	283 257
TOTAL	NB	32 569	3 926	3 245	2 305	2 634	2 139	2 265	4 921	2 320	56 324
	M2	12553455	1 965 774	1 846 568	1 446 005	1 892 199	1 653 850	2 021 030	4 784 112	3 175 892	31338885

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LA REGION

NOMBRE DE LOCAUX	BATIM. AGRICOLE	ENERGIE	INDUST.	STOCKAGE	COMMERCE	GARAGES	JUSTICE TRANSP.	BUREAUX	ENSEIGT	CULTURE LOISIRS	SANTE	TOTAL
11. I. DE FRANCE	169	48	343	314	644	126	42	772	284	335	328	3 405
21. CHAMPAGNE	934	21	127	114	98	58	13	87	36	80	46	1 614
22. PICARDIE	509	16	123	138	112	50	16	134	68	103	62	1 331
23. HT NORM.	695	23	184	168	125	66	17	190	84	129	92	1 773
24. CENTRE	1 010	31	244	229	162	56	16	218	79	154	98	2 297
25. BS NORM.	1 451	26	225	207	112	58	15	121	52	103	75	2 445
26. BOURGOGNE	1 657	15	220	254	160	79	28	195	77	131	90	2 906
31. NORD	983	29	274	313	263	133	30	310	149	221	164	2 869
41. LORRAINE	832	21	148	260	141	78	28	150	50	122	99	1 929
42. ALSACE	366	14	118	211	129	56	13	154	43	95	69	1 268
43. FR. COMTE	948	18	204	236	104	90	9	125	41	98	68	1 941
52. P. DE LOIRE	3 502	32	559	433	284	124	38	402	183	300	232	6 089
53. BRETAGNE	4 671	52	532	572	378	176	34	489	232	323	227	7 686
54. POITOU-CH.	1 367	27	267	251	190	81	11	222	68	178	147	2 809
72. AQUITAINE	2 179	48	406	420	388	151	28	388	158	271	207	4 644
73. MIDI-PYR.	3 076	51	379	413	341	161	39	365	138	285	165	5 413
74. LIMOUSIN	1 023	8	89	128	77	42	3	67	21	55	52	1 565
82. RHONE-ALPES	1 632	55	715	614	523	224	53	645	237	414	258	5 370
83. AUVERGNE	1 424	6	191	173	98	65	17	97	35	110	86	2 302
91. LANGUEDOC	638	28	237	305	245	109	27	252	89	148	127	2 205
93. P.A.C.A.	356	41	223	215	274	103	22	290	99	148	136	1 907
94. CORSE	97	5	22	43	26	26	2	41	18	13	16	309
TOTAL	29 519	615	5 830	6 011	4 874	2 112	501	5 714	2 241	3 816	2 844	64 077

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LA REGION

NOMBRE DE LOCAUX	BATIM. AGRICOLE	ENERGIE	INDUST.	STOCKAGE	COMMERCE	GARAGES	JUSTICE TRANSP.	BUREAUX	ENSEIGT	CULTURE LOISIRS	SANTE	TOTAL
11. I. DE FRANCE	164	60	293	291	689	110	34	653	256	355	283	3 188
21. CHAMPAGNE	904	13	110	140	65	53	15	89	44	91	44	1 568
22. PICARDIE	442	10	111	136	98	46	13	130	68	91	69	1 214
23. HT NORM.	681	27	184	177	127	58	22	185	82	147	116	1 806
24. CENTRE	913	22	238	246	165	75	14	195	81	143	112	2 204
25. BS NORM.	1 088	20	158	149	94	34	9	123	55	93	67	1 890
26. BOURGOGNE	1 318	16	180	212	111	64	23	174	55	122	97	2 372
31. NORD	853	39	241	258	211	125	24	285	140	213	130	2 519
41. LORRAINE	649	18	116	202	91	55	32	123	52	110	74	1 522
42. ALSACE	285	17	105	190	97	51	17	130	31	85	61	1 069
43. FR. COMTE	820	10	186	234	114	110	8	146	71	96	51	1 846
52. P. DE LOIRE	3 047	32	539	430	295	134	31	393	197	297	242	5 637
53. BRETAGNE	3 625	57	483	488	319	148	26	403	215	316	225	6 305
54. POITOU-CH.	1 162	23	269	251	176	90	9	216	77	171	123	2 567
72. AQUITAINE	1 915	34	361	346	316	126	33	329	146	265	171	4 042
73. MIDI-PYR.	2 532	40	298	374	281	155	33	299	144	247	131	4 534
74. LIMOUSIN	872	8	95	99	62	44	7	61	15	74	55	1 392
82. RHONE-ALPES	1 474	60	610	582	444	194	45	583	230	399	236	4 857
83. AUVERGNE	1 162	7	166	170	99	79	16	112	41	99	87	2 038
91. LANGUEDOC	425	20	191	267	202	85	10	207	75	141	96	1 719
93. P.A.C.A.	341	23	236	244	238	99	35	296	94	129	117	1 852
94. CORSE	63	1	16	18	20	16	4	25	6	7	7	183
TOTAL	24 735	557	5 186	5 504	4 314	1 951	460	5 157	2 175	3 691	2 594	56 324

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LA REGION

SURFACE DES LOCAUX	BATIM. AGRICOLE	ENERGIE	INDUST.	STOCKAGE	COMMERCE	GARAGES	JUSTICE TRANSP.	BUREAUX	ENSEIGT	CULTURE LOISIRS	SANTE	TOTAL
11. I.DE FRANCE	73 468	22 614	400 989	466 476	382 129	169 510	77 380	981 002	438 939	260 589	312 410	3585506
21. CHAMPAGNE	383 118	10 476	96 061	102 443	90 948	21 369	9 742	27 143	47 786	26 339	23 175	838 600
22. PICARDIE	200 523	24 504	102 526	209 007	72 623	27 247	15 611	77 022	79 136	40 176	32 049	880 424
23. HT NORM.	261 078	10 981	139 008	157 676	85 740	28 402	15 114	95 249	68 135	68 132	72 241	1001756
24. CENTRE	351 034	29 643	238 661	147 319	91 624	22 825	13 412	95 542	69 654	94 206	62 399	1216319
25. BS NORM.	630 738	19 943	142 613	146 580	166 974	22 444	22 646	37 107	52 667	58 006	72 970	1372688
26. BOURGOGNE	649 679	14 544	103 008	108 375	81 005	60 709	7 840	66 201	65 363	89 356	46 728	1292808
31. NORD	445 951	14 909	393 837	404 091	208 420	50 013	39 573	163 103	159 682	148 302	200 648	2228529
41. LORRAINE	422 392	11 682	215 384	138 661	82 071	23 776	28 631	69 356	47 296	56 237	60 255	1155741
42. ALSACE	134 397	6 789	83 091	149 805	68 765	30 490	6 980	200 442	49 248	57 918	71 492	859 417
43. FR. COMTE	372 023	6 381	148 350	105 146	48 424	23 742	3 103	57 507	32 785	34 487	53 213	885 161
52. P. DE LOIRE	1405479	13 829	370 109	261 027	176 791	35 178	53 594	156 653	171 316	166 812	198 482	3009270
53. BRETAGNE	2231270	27 702	402 517	265 846	170 732	60 340	18 576	140 602	182 981	161 040	182 717	3844323
54. POITOU-CH.	504 864	17 370	149 328	108 793	109 906	22 401	5 262	67 481	56 669	65 878	81 473	1189425
72. AQUITAINE	662 927	12 897	222 224	274 797	249 727	44 260	39 316	169 575	146 092	89 672	97 576	2009063
73. MIDI-PYR.	973 655	14 870	190 722	297 862	196 019	51 538	20 460	146 543	102 617	144 936	110 408	2249630
74. LIMOUSIN	337 925	1 267	64 942	71 806	43 513	13 491	1 647	27 002	9 551	39 978	31 372	642 494
82. RHONE-ALPES	511 305	62 925	563 719	410 319	262 221	121 247	42 858	319 947	276 043	253 418	196 764	3020766
83. AUVERGNE	517 351	4 601	131 832	57 718	44 563	21 373	7 070	27 817	23 069	63 862	53 416	952 672
91. LANGUEDOC	155 001	14 460	108 313	129 798	139 518	48 706	31 991	78 363	136 838	82 428	120 667	1046083
93. P.A.C.A.	132 781	23 778	158 461	140 060	148 044	43 487	27 401	150 107	113 910	101 608	113 346	1152983
94. CORSE	21 447	1 077	6 500	16 999	10 523	5 241	1 951	25 021	5 748	11 127	8 872	114 506
TOTAL	11378406	367 242	4432195	4170604	2930280	947 789	490 158	3178785	2335525	2114507	2202673	34548164

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LA REGION

SURFACE DES LOCAUX	BATIM. AGRICOLE	ENERGIE	INDUST.	STOCKAGE	COMMERCE	GARAGES	JUSTICE TRANSP.	BUREAUX	ENSEIGT	CULTURE LOISIRS	SANTE	TOTAL
11. I. DE FRANCE	76 664	97 644	340 080	416 963	551 758	262 143	30 422	852 129	674 546	266 483	374 367	3943199
21. CHAMPAGNE	349 765	2 535	64 631	91 578	56 369	30 522	28 616	35 484	59 618	27 474	32 858	779 450
22. PICARDIE	172 940	3 061	88 685	157 411	64 107	31 242	8 074	64 959	52 198	37 254	40 903	720 834
23. HT NORM.	247 040	11 759	147 975	181 061	116 247	23 375	7 879	99 321	82 487	66 576	75 742	1059462
24. CENTRE	317 844	12 127	232 604	129 862	113 092	31 218	8 801	77 106	89 711	67 224	83 340	1162929
25. BS NORM.	440 274	23 508	117 085	97 047	102 877	19 289	10 209	50 884	60 955	53 890	67 106	1043124
26. BOURGOGNE	503 994	7 649	90 436	93 726	55 952	24 262	17 291	73 432	49 140	60 158	75 301	1051341
31. NORD	348 476	34 562	329 512	357 454	151 781	58 872	38 757	183 951	128 076	146 963	118 069	1896473
41. LORRAINE	293 973	9 111	114 607	122 540	91 334	21 243	17 407	55 516	53 283	60 726	64 269	904 009
42. ALSACE	105 314	12 664	81 432	124 961	56 540	37 783	12 415	193 897	51 845	41 673	45 371	763 895
43. FR. COMTE	320 485	2 267	154 011	86 155	48 617	26 941	4 145	93 716	46 336	29 977	63 993	876 643
52. P. DE LOIRE	1239505	10 144	389 773	295 081	164 880	53 474	47 266	136 712	235 141	184 959	212 066	2969001
53. BRETAGNE	1897015	23 644	360 020	238 900	137 750	62 133	15 860	126 953	148 176	132 538	175 523	3318512
54. POITOU-CH.	414 763	8 794	161 357	119 235	100 380	24 697	4 767	66 301	55 875	66 849	70 126	1093144
72. AQUITAINE	579 910	6 645	180 283	200 443	252 832	48 131	48 487	119 228	169 988	108 181	102 777	1816905
73. MIDI-PYR.	760 030	9 319	139 359	157 810	152 835	44 715	21 210	109 760	137 389	120 597	94 201	1747225
74. LIMOUSIN	282 656	1 810	64 784	46 148	37 224	16 469	3 410	18 442	19 082	37 904	46 313	574 242
82. RHONE-ALPES	439 943	35 590	474 568	356 887	215 691	84 657	39 482	292 468	250 018	240 740	150 666	2580710
83. AUVERGNE	426 326	3 158	120 573	91 618	56 074	23 766	5 458	33 680	39 180	52 875	56 269	908 977
91. LANGUEDOC	117 339	4 518	100 686	122 578	127 611	53 343	6 128	73 942	105 590	78 188	73 410	863 333
93. P.A.C.A.	180 185	6 805	143 863	191 233	174 500	34 427	35 919	179 109	105 242	71 101	63 096	1185480
94. CORSE	14 835	1 140	5 530	8 724	4 941	7 467	9 594	11 882	3 692	7 922	4 270	79 997
TOTAL	9529276	328 454	3901854	3687415	2833392	1020169	421 597	2948872	2617568	1960252	2090036	31338885

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LA DESTINATION DETAILLEE

		NOMBRE	SURFACE
BATIMENTS AGRICOLES	A0.NON PRECISE	119	52 492
	A1.ETABLES	6 636	3 430 213
	A2.GRANGES, CELLIERS, GRENIERS...	827	214 579
	A3.HANGARS AGRICOLES...	15 929	4 603 628
	A4.POULAILLERS INDUSTRIELS...	845	575 405
	A5.SERRES	276	448 567
	A6.ECURIES	573	180 179
	A7.PORCHERIES	911	650 305
	A8.BERGERIES	674	268 216
	A9.AUTRES BATIMENTS AGRICOLES	2 729	954 822
	TOTAL	29 519	11 378 406
ENERGIE ET EQUIPEMENTS URBAINS	B0.NON PRECISE	14	2 425
	B1.CENTRALES ELECTRIQUES	102	55 636
	B2.BATIMENTS DU RESEAU EDF/GDF...	100	23 964
	B3.USINES DE TRAITEMENT DES ORDURES	63	107 341
	B4.BATIMENTS DES RAFFINERIES...	11	7 630
	B5.USINES DE TRAITEMENT DES EAUX...	288	160 820
	B6.CHAUFFERIES D'IMMEUBLES...	37	9 426
	TOTAL	615	367 242
ARTISANAT INDUSTRIE	C0.NON PRECISE	64	36 957
	C1.USINES	1 430	1 964 175
	C2.ATELIERS D'ARTISAN	3 002	1 056 089
	C3.BATIMENTS AGRO-ALIMENTAIRES...	506	560 262
	C4.FOURS, HAUTS-FOURNAUX	828	814 712
	TOTAL	5 830	4 432 195
STOCKAGE	D0.NON PRECISE	208	92 997

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipeement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LA DESTINATION DETAILLEE

(suite)

		NOMBRE	SURFACE
STOCKAGE	D1.ENTREPOTS EXPLOITES COMMERCIALEMENT..	3 009	2 329 400
	D2.ENTREPOTS FRIGORIFIQUES	113	119 781
	D3.SILOS (A CEREALES, A BETON)	246	87 625
	D4.CHATEAUX D'EAU, RESERVOIRS D'EAU	57	12 583
	D5.GAZOMETRE, CUVES...	29	13 511
	D6.STOCKAGE COUVERT DE L'IND. ET ARTISAN	697	683 905
	D7.STOCKAGE COUVERT DU COMMERCE	609	472 140
	D8.AUTRE STOCKAGE	1 043	358 662
	TOTAL	6 011	4 170 604
COMMERCES	E0.NON PRECISE	88	47 259
	E1.MAGASINS DE DETAIL...	2 200	804 653
	E2.GRANDES SURFACES DE VENTE...	897	1 502 013
	E3.MARCHES COUVERTS, HALLES DE VENTE	56	35 330
	E4.SALLES D'EXPOSITION...	414	161 211
	E5.CAFES, RESTAURANTS	1 219	379 814
	TOTAL	4 874	2 930 280
GARAGES ET STATIONNEMENT	F0.NON PRECISE	31	6 447
	F1.ENTR. TRANSP.& DEMENAGEMENT	151	74 354
	F2.GARAGE DE REPARATION, STATIONS-SERVIC	872	366 976
	F3.GARAGE REPARATION D'ENTR. OU ADMINIS	396	143 324
	F4.STATIONNEMENT COMMERCIAUX COUVERTS	586	307 023
	F5.STATION. NON-COMMERCIAUX COUVERTS	76	49 665
	TOTAL	2 112	947 789
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	G0.NON PRECISE	2	221
	G1.GARES ROUTIERES	17	9 893
	G2.CENTRES ROUTIERS	24	15 734

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LA DESTINATION DETAILLEE

(suite)

		NOMBRE	SURFACE
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	G3.GARES VOYAGEURS STATIONS METRO	24	38 159
	G4.GARES DE MARCHANDISES	11	18 898
	G5.AEROPORTS, AEROGARES	25	40 296
	G6.STATIONS TRANSMISSION RADIO	18	3 511
	G7.CENTRAUX TELEPHONIQUES PTT	37	15 607
	TOTAL	158	142 319
BUREAUX	H0.NON PRECISE	150	90 716
	H1.BUREAUX SANS SPECIFICATIONS	2 136	1 475 092
	H2.CABINETS PROFESSIONS LIBERALES...	680	136 099
	H3.LOCAUX AVEC ACCUEIL DU PUBLIC	518	273 340
	H4.LOCAUX ADMINISTRATIFS SANS PUBLIC	254	281 980
	H5.MAIRIES	344	115 006
	H6.BUREAU A CARACTERE TECHNIQUE	139	70 639
	H7.BUREAU RATT. A ACTIVITE INDUSTRIELLE	653	340 224
	H8.BUREAU RATT. A ACTIVITE COMMERCIALE	663	319 896
	H9.BUREAU RATT. A EQUIPEMENTS COLLECTIFS	177	75 793
TOTAL	5 714	3 178 785	
ENSEIGNEMENT	J0.NON PRECISE	34	44 508
	J1.1ER DEGRE	1 032	442 817
	J2.1ER CYCLE DU SECOND DEGRE	369	531 315
	J3.2EME CYCLE DU SECOND DEGRE	326	482 067
	J4.1ER CYCLE ENSEIGNEMENT SUP.:IUT...	96	195 770
	J5.ENSEIGNEMENT SUP.: UER, GRANDES ECOLE	116	367 875
	J6.FORMATION CONTINUE	183	145 293
	J7.RECHERCHE PURE	49	100 528
J8.RECHERCHE APPLIQUEE	36	25 352	

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LA DESTINATION DETAILLEE

(suite)

		NOMBRE	SURFACE
ENSEIGNEMENT	TOTAL	2 241	2 335 525
CULTURE LOISIRS	K0.NON PRECISE	43	20 569
	K1.SALLES DE SPECTACLE...	131	158 714
	K2.STATION DE RADIO, TELEVISION	16	3 842
	K3.BIBLIOTHEQUE, MUSEE, GALERIE...	132	139 472
	K4.LOCAUX D'ACTION SOCIO-CULTURELLE	750	344 053
	K5.LOCAUX DE CLUBS ET DE REUNIONS	165	47 358
	K6.SALLES DES FETES...	696	271 503
	K7.SALLES DE SPORT	487	569 798
	K8.SPORT COUVERT: PISCINE, TENNIS, ...	618	389 398
	K9.VESTIAIRES, LOCAUX ANNEXES...	625	109 185
	KA.EDIFICES DES CULTES	153	60 615
	TOTAL	3 816	2 114 507
SANTE	L0.NON PRECISE	19	29 052
	L1.CENTRES HOSPITALIERS (CHR, CHU)	61	133 931
	L2.AUTRES CENTRES HOSPITALIERS	92	209 963
	L3.HOPITAUX SPECIALISES	137	200 578
	L4.ETABLISSEMENTS DE CURE, REPOS, ...	27	39 817
	L5.DISPENSAIRES...	32	7 311
	L6.THERMALISME ET THALASSOTERAPIE	13	57 495
	L7.CENTRES DE PROTECTION MATERNELLE...	17	10 008
	L8.LOCAUX SANITAIRES: BAINS DOUCHE...	307	97 273
	L9.CLINIQUES PRIVEES	149	159 696
	LA.NECROPOLES, CREMATORIUMS	57	14 374
	LB.ENFANTS INADAPTES ET HANDICAPES...	85	62 457
	LC.ADLTES INADAPTES ET HANDICAPES...	122	114 397

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LA DESTINATION DETAILLEE

(suite et fin)

		NOMBRE	SURFACE
SANTE	LD.MAISONS DE RETRAITE HOSPITALIERES...	301	468 640
	LE.FOYERS RESTAURANTS	416	154 585
	LF.CENTRES SOCIAUX	120	69 448
	LG.CRECHES	122	45 891
	LH.JARDINS D'ENFANTS, GARDERIES...	74	27 567
	LJ.AUTRES LOCAUX D'AIDE SOCIALE	693	300 190
	TOTAL	2 844	2 202 673
JUSTICE	M0.NON PRECISE	2	400
	M1.COURS ET TRIBUNAUX	10	50 760
	M2.MAISONS D'ARRET ET FOYER	20	7 239
	M3.CENTRES D'EDUCATION SURVEILLEE	3	2 920
	M4.MAISONS CENTRALES ET DE CORRECTION	1	992
	M5.COMMISSARIAT, POSTES DE POLICE	15	9 939
	M6.CENTRES DE SECOURS, CASERNE POMPIERS	149	83 870
	M7.BATIMENTS MILITAIRES NON SECRETS	88	160 510
	M8.GENDARMERIES	55	31 209
TOTAL	343	347 839	
TOTAL	64 077	34 548 164	

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LA DESTINATION DETAILLEE

		NOMBRE	SURFACE
BATIMENTS AGRICOLES	A0.NON PRECISE	51	15 858
	A1.ETABLES	5 345	2 632 078
	A2.GRANGES, CELLIERS, GRENIERS...	708	178 841
	A3.HANGARS AGRICOLES...	13 303	3 709 609
	A4.POULLAILLERS INDUSTRIELS...	829	618 644
	A5.SERRES	318	626 330
	A6.ECURIES	457	132 976
	A7.PORCHERIES	829	603 154
	A8.BERGERIES	608	218 034
	A9.AUTRES BATIMENTS AGRICOLES	2 287	793 752
	TOTAL	24 735	9 529 276
ENERGIE ET EQUIPEMENTS URBAINS	B0.NON PRECISE	6	2 013
	B1.CENTRALES ELECTRIQUES	69	28 736
	B2.BATIMENTS DU RESEAU EDF/GDF...	100	19 612
	B3.USINES DE TRAITEMENT DES ORDURES	59	82 196
	B4.BATIMENTS DES RAFFINERIES...	12	7 486
	B5.USINES DE TRAITEMENT DES EAUX...	291	181 319
	B6.CHAUFFERIES D'IMMEUBLES...	20	7 092
TOTAL	557	328 454	
ARTISANAT INDUSTRIE	C0.NON PRECISE	58	37 254
	C1.USINES	1 311	1 698 222
	C2.ATELIERS D'ARTISAN	2 615	907 291
	C3.BATIMENTS AGRO-ALIMENTAIRES...	440	498 875
	C4.FOURS, HAUTS-FOURNAUX	762	760 212
	TOTAL	5 186	3 901 854
STOCKAGE	D0.NON PRECISE	176	82 232

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipeement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LA DESTINATION DETAILLEE

(suite)

		NOMBRE	SURFACE
STOCKAGE	D1.ENTREPOTS EXPLOITES COMMERCIALEMENT..	2 779	1 859 420
	D2.ENTREPOTS FRIGORIFIQUES	102	139 433
	D3.SILOS (A CEREALES, A BETON)	239	134 135
	D4.CHATEAUX D'EAU, RESERVOIRS D'EAU	62	12 720
	D5.GAZOMETRE, CUVES...	25	12 846
	D6.STOCKAGE COUVERT DE L'IND. ET ARTISAN	635	682 109
	D7.STOCKAGE COUVERT DU COMMERCE	529	390 744
	D8.AUTRE STOCKAGE	957	373 776
	TOTAL	5 504	3 687 415
COMMERCES	E0.NON PRECISE	58	28 431
	E1.MAGASINS DE DETAIL...	1 971	746 404
	E2.GRANDES SURFACES DE VENTE...	784	1 561 753
	E3.MARCHES COUVERTS, HALLES DE VENTE	42	28 482
	E4.SALLES D'EXPOSITION...	352	152 994
	E5.CAFES, RESTAURANTS	1 107	315 328
	TOTAL	4 314	2 833 392
GARAGES ET STATIONNEMENT	F0.NON PRECISE	32	6 049
	F1.ENTR. TRANSP.& DEMENAGEMENT	118	84 768
	F2.GARAGE DE REPARATION, STATIONS-SERVIC	807	338 268
	F3.GARAGE REPARATION D'ENTR. OU ADMINIS	346	173 024
	F4.STATIONNEMENT COMMERCIAUX COUVERTS	588	377 578
	F5.STATION. NON-COMMERCIAUX COUVERTS	60	40 482
	TOTAL	1 951	1 020 169
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	G0.NON PRECISE	6	1 913
	G1.GARES ROUTIERES	24	13 537
	G2.CENTRES ROUTIERS	20	8 300

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipeement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LA DESTINATION DETAILLEE

(suite)

		NOMBRE	SURFACE
TRANSPORTS POSTES TELECOM.	G3.GARES VOYAGEURS STATIONS METRO	24	32 529
	G4.GARES DE MARCHANDISES	9	12 959
	G5.AEROPORTS, AEROGARES	22	48 385
	G6.STATIONS TRANSMISSION RADIO	18	4 296
	G7.CENTRAUX TELEPHONIQUES PTT	44	16 421
	TOTAL	167	138 340
BUREAUX	H0.NON PRECISE	127	68 316
	H1.BUREAUX SANS SPECIFICATIONS	1 975	1 312 355
	H2.CABINETS PROFESSIONS LIBERALES...	613	123 487
	H3.LOCAUX AVEC ACCUEIL DU PUBLIC	489	262 235
	H4.LOCAUX ADMINISTRATIFS SANS PUBLIC	212	261 475
	H5.MAIRIES	374	125 239
	H6.BUREAU A CARACTERE TECHNIQUE	130	59 742
	H7.BUREAU RATT. A ACTIVITE INDUSTRIELLE	527	373 647
	H8.BUREAU RATT. A ACTIVITE COMMERCIALE	564	314 993
	H9.BUREAU RATT. A EQUIPEMENTS COLLECTIFS	146	47 383
TOTAL	5 157	2 948 872	
ENSEIGNEMENT	J0.NON PRECISE	33	55 305
	J1.1ER DEGRE	1 005	502 732
	J2.1ER CYCLE DU SECOND DEGRE	393	520 622
	J3.2EME CYCLE DU SECOND DEGRE	279	467 835
	J4.1ER CYCLE ENSEIGNEMENT SUP.: IUT...	97	235 508
	J5.ENSEIGNEMENT SUP.: UER, GRANDES ECOLE	118	449 293
	J6.FORMATION CONTINUE	174	165 847
	J7.RECHERCHE PURE	39	56 440
J8.RECHERCHE APPLIQUEE	37	163 986	

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LA DESTINATION DETAILLEE

(suite)

		NOMBRE	SURFACE
ENSEIGNEMENT	TOTAL	2 175	2 617 568
CULTURE LOISIRS	K0.NON PRECISE	26	10 297
	K1.SALLES DE SPECTACLE...	111	117 315
	K2.STATION DE RADIO, TELEVISION	24	8 426
	K3.BIBLIOTHEQUE, MUSEE, GALERIE...	125	91 849
	K4.LOCAUX D'ACTION SOCIO-CULTURELLE	722	310 918
	K5.LOCAUX DE CLUBS ET DE REUNIONS	162	54 291
	K6.SALLES DES FETES...	713	239 468
	K7.SALLES DE SPORT	487	590 790
	K8.SPORT COUVERT: PISCINE, TENNIS, ...	567	383 316
	K9.VESTIAIRES, LOCAUX ANNEXES...	598	98 326
	KA.EDIFICES DES CULTES	156	55 256
	TOTAL	3 691	1 960 252
SANTE	L0.NON PRECISE	20	31 907
	L1.CENTRES HOSPITALIERS (CHR, CHU)	58	142 589
	L2.AUTRES CENTRES HOSPITALIERS	86	149 984
	L3.HOPITAUX SPECIALISES	104	265 473
	L4.ETABLISSEMENTS DE CURE, REPOS, ...	32	25 113
	L5.DISPENSAIRES...	28	6 252
	L6.THERMALISME ET THALASSOTHERAPIE	8	4 624
	L7.CENTRES DE PROTECTION MATERNELLE...	18	8 640
	L8.LOCAUX SANITAIRES: BAINS DOUCHE...	271	65 521
	L9.CLINIQUES PRIVEES	98	97 514
	LA.NECROPOLES, CREMATORIUMS	38	10 864
	LB.ENFANTS INADAPTES ET HANDICAPES...	88	55 005
	LC.ADLTES INADAPTES ET HANDICAPES...	103	89 517

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION COMMENCES VENTILES SELON LA DESTINATION DETAILLEE
(suite et fin)

		NOMBRE	SURFACE
SANTÉ	LD.MAISONS DE RETRAITE HOSPITALIERES...	338	580 817
	LE.FOYERS RESTAURANTS	357	147 250
	LF.CENTRES SOCIAUX	121	72 937
	LG.CRECHES	133	59 873
	LH.JARDINS D'ENFANTS, GARDERIES...	67	20 647
	LJ.AUTRES LOCAUX D'AIDE SOCIALE	626	255 509
	TOTAL	2 594	2 090 036
JUSTICE	M0.NON PRECISE	3	1 985
	M1.COURS ET TRIBUNAUX	3	20 444
	M2.MAISONS D'ARRET ET FOYER	16	6 549
	M3.CENTRES D'EDUCATION SURVEILLEE	2	652
	M4.MAISONS CENTRALES ET DE CORRECTION	2	2 044
	M5.COMMISSARIAT, POSTES DE POLICE	22	22 285
	M6.CENTRES DE SECOURS, CASERNE POMPIERS	129	67 446
	M7.BATIMENTS MILITAIRES NON SECRETS	73	133 089
	M8.GENDARMERIES	43	28 763
	TOTAL	293	283 257
TOTAL	56 324	31 338 885	

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Équipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LES AGGLOMERATIONS DE PLUS DE 100000 HABITANTS

SURFACE DES LOCAUX	AUTRES	INDUSTRIE	STOCKAGE	COMMERCE	GARAGES	BUREAUX	ENSEIGT	CULTURE	TOTAL
LYON	63 630	115 729	97 464	47 606	20 467	123 215	91 007	53 779	612 897
CANNES.GRASSE.ANTIBES	15 561	12 689	1 992	8 606	0	11 371	3 438	6 518	60 175
NICE	19 231	6 590	2 642	7 659	1 597	11 145	8 639	1 744	59 247
VALENCE	16 828	14 033	8 443	8 391	1 855	12 422	7 200	2 953	72 125
TROYES	4 827	17 315	12 441	4 642	0	1 376	1 470	4 694	46 765
AVIGNON	21 748	12 384	15 610	12 579	11 841	13 315	3 676	16 261	107 414
MARSEILLE.AIX	50 315	48 868	41 392	57 114	12 196	48 680	41 461	33 511	333 537
CAEN	12 873	6 304	48 272	112 707	6 681	12 621	21 448	18 959	239 865
ANGOULEME	2 124	9 953	3 405	6 485	847	2 736	485	2 906	28 941
LA ROCHELLE	7 896	9 261	12 372	7 955	1 586	3 142	2 787	1 448	46 447
DIJON	5 820	9 339	12 734	11 119	35 425	20 085	26 048	33 008	153 578
MONBELIARD	8 154	9 196	2 423	1 997	715	12 383	1 518	1 317	37 703
BESANCON	11 939	7 284	15 236	4 734	1 406	16 847	11 182	4 463	73 091
BREST	44 143	16 396	14 039	11 608	1 147	16 407	5 563	10 627	119 930
NIMES	27 604	9 948	2 635	8 077	522	4 961	25 949	445	80 141
TOULOUSE	46 907	29 487	63 117	78 869	16 781	74 284	41 952	62 387	413 784
BORDEAUX	47 739	37 619	75 947	110 388	8 474	79 717	42 882	9 030	411 796
MONTPELLIER	39 996	1 475	11 012	8 589	1 478	20 673	68 095	36 077	187 395
RENNES	37 502	5 285	20 027	18 439	8 582	14 232	40 473	4 397	148 937
TOURS	16 312	20 432	19 709	22 265	2 050	28 360	17 986	12 430	139 544
GRENOBLE	12 966	31 509	11 923	9 013	24 305	33 523	42 656	9 661	175 556
BAYONNE	10 194	4 813	13 283	6 693	947	10 117	8 840	3 443	58 330
SAINT ETIENNE	6 517	4 564	6 238	4 232	1 719	8 931	4 801	6 182	43 184
SAINT NAZAIRE	10 216	7 535	22 047	26 425	3 998	7 629	11 148	2 780	91 778
NANTES	27 729	16 286	34 093	26 306	1 776	54 238	42 014	28 055	230 497
ORLEANS	39 179	41 013	36 147	8 227	441	17 493	9 550	14 944	166 994
ANGERS	65 283	22 004	8 021	15 593	2 544	18 948	18 496	11 230	162 119
REIMS	5 306	26 081	20 191	15 379	807	9 542	9 919	2 905	90 130
HAGONDANGE-BRIEY	4 588	65 066	966	781	183	1 747	807	5 269	79 407
NANCY	13 833	5 847	13 017	11 593	2 982	19 212	15 960	7 097	89 541
LORIENT	20 621	2 732	3 352	6 543	1 359	3 428	10 907	2 852	51 794
THIONVILLE	11 063	1 690	3 870	2 128	2 079	7 409	14 754	2 193	45 186
METZ	9 087	0	5 606	6 349	0	8 125	57	969	30 193
MAUBEUGE	7 391	0	1 911	148	450	0	0	348	10 248
DUNKERQUE	28 137	8 035	9 018	6 728	1 116	18 622	5 894	5 238	82 788
DOUAI	7 579	60 808	17 379	3 175	2 836	6 978	20 711	12 551	132 017
VALENCIENNES	19 363	47 565	26 353	9 103	3 317	16 668	22 490	4 008	148 867
LILLE	64 517	39 135	186 480	42 086	12 631	63 014	47 890	33 880	489 633
BETHUNE	44 932	93 812	9 265	34 135	972	11 372	25 926	13 824	234 238
CALAIS	22 327	4 966	7 508	9 768	320	4 753	2 868	7 138	59 648
LENS	42 668	22 491	10 241	35 400	2 274	3 328	2 390	10 548	129 340
CLERMONT-FERRAND	7 715	9 332	13 771	10 140	1 025	11 638	6 437	22 721	82 779
PAU	20 639	5 869	9 786	10 725	4 513	15 310	6 325	3 527	76 694
PERPIGNAN	6 110	2 839	11 698	10 416	18 169	7 218	15 770	2 053	74 273
STRASBOURG	32 736	8 160	22 528	14 026	7 087	151 056	22 551	20 824	278 968
MULHOUSE	17 979	3 480	3 791	4 783	594	1 752	2 110	4 830	39 319
LE MANS	12 400	20 418	19 225	43 255	703	11 283	18 776	17 160	143 220
CHAMBERY	15 527	5 191	7 488	4 471	1 191	4 520	2 296	2 662	43 346
ANNECY	32 054	8 231	8 431	4 599	8 508	8 508	5 741	3 277	79 349
PARIS	346 201	323 007	280 320	335 149	84 194	900 193	354 161	209 440	2 832 665
LE HAVRE	14 282	1 336	4 090	19 383	1 199	10 300	1 199	17 110	68 899
ROUEN	29 576	23 112	48 199	9 348	7 785	31 903	42 582	14 737	207 242
MELUN	6 516	1 503	2 322	2 263	0	6 682	5 710	344	25 340
AMIENS	1 085	7 307	47 396	22 858	17 674	40 892	15 204	3 076	155 492

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

RESULTATS 1994 LOCAUX NON HABITATION AUTORISES VENTILES SELON LES AGGLOMERATIONS DE PLUS DE 100000 HABITANTS

SURFACE DES LOCAUX	AUTRES	INDUSTRIE	STOCKAGE	COMMERCE	GARAGES	BUREAUX	ENSEIGT	CULTURE	TOTAL
TOULON	20 733	7 926	6 882	1 479	1 319	5 735	9 486	15 470	69 030
POITIERS	3 893	8 582	3 388	10 657	80	14 176	32 399	9 189	82 364
LIMOGES	6 602	11 758	12 519	18 682	8 221	8 659	5 056	22 091	93 588

SOURCE : SICLONE (Ministère de l'Equipement /DAEI-SDISC)

**III - LA CONSTRUCTION NEUVE DANS
LES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES
D'OUTRE-MER EN 1993**

Introduction

Les statistiques de la construction neuve, présentées dans les parties précédentes, sont relatives à la FRANCE métropolitaine et excluent donc les départements et territoires d'Outre-Mer. Ceux-ci sont traités dans cette partie spécifique.

ASPECTS DE LA POLITIQUE DU LOGEMENT SPÉCIFIQUES À L'OUTRE-MER

Dans les **départements d'outre-mer**, la politique de logement social relève de l'État. Les autorités locales (par exemple, le Conseil Général) peuvent fournir des aides de façon ponctuelle.

Dans les **territoires d'outre-mer**, la politique de logement social relève par définition des institutions locales. L'État intervient seulement dans des cas exceptionnels (cyclones) ou particuliers (opérations innovantes).

Deux **dispositions importantes et spécifiques à l'outre-mer** ont été mises en place dans le domaine du logement :

- l'arrêté du 13 mars 1986 remanie de façon importante les aides de l'État en permettant la construction de logements sociaux accessibles aux très bas revenus et favorisant particulièrement l'accession à la propriété,
- la loi de finances rectificative n° 86-824 du 11 juillet 1986 instaure une réduction d'impôt pour les contribuables achetant ou construisant un immeuble neuf dans les quatre départements d'outre-mer ainsi que dans les collectivités territoriales de St-Pierre-et-Miquelon et Mayotte et les territoires d'outre-mer (de 1986 à 1996). (dispositif prorogé jusqu'en 2001 par la loi de finances de 1992).

CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Nature du statut	Superficie (en km ²)	Nombre d'habitants au dernier recensement	Nombre de logements au dernier recensement
Départements d'outre-mer ⁽¹⁾			
971 GUADELOUPE	1 780	387 034 (03.1990)	134 738
972 MARTINIQUE	1 106	359 579 (03.1990)	123 317
973 GUYANE	90 000	114 808 (03.1990)	38 363
974 LA RÉUNION	2 510	597 823 (03.1990)	176 581
Territoires d'outre-mer			
NOUVELLE-CALÉDONIE	19 000	164 173 (04.1989)	44 047
POLYNÉSIE	4 200	188 814 (09.1988)	47 046
WALLIS-ET-FUTUNA	255	13 705 (10.1990)	2 664
Collectivités territoriales à statut particulier ⁽²⁾			
975 ST-PIERRE-ET-MIQUELON	242	6 277 (03.1990)	2 662
976 MAYOTTE	374	94 410 (08.1991)	25 110

(1) Les 4 départements d'outre-mer ont le statut de région depuis la loi 72-619 du 5 juillet 1972.

(2) L'ancien territoire d'outre-mer de St-Pierre-et-Miquelon a été érigé en département d'outre-mer par la loi 76-664 du 19 juillet 1976 puis en collectivité territoriale à statut particulier par la loi 85-595 du 11 juin 1985.

Méthodologie

Les résultats concernant l'Outre-Mer ne sont pas tous gérés par l'application SICLONE et sont souvent obtenus de façon autonome, soit manuellement, soit informatiquement selon les sites.

La présentation de ces statistiques n'est pas uniforme. Ceci peut être dû à plusieurs facteurs :

- l'informatisation de certains sites se réalise progressivement et toutes les variables ne sont pas renseignées ;
- les Territoires d'outre-mer disposent d'un statut d'autonomie interne et ne sont pas tenus de fournir une information identique à celle des départements (il en est de même pour les deux Collectivités Territoriales à statut particulier – St-Pierre-et-Miquelon et Mayotte) ;
- dans certains cas, il n'existe pas de permis de construire.

Chaque Direction ou Service de l'Équipement d'outre-mer peut procéder lui-même aux exploitations qu'il juge nécessaires et créer à son niveau des tableaux statistiques particuliers ne figurant pas ici. Il appartient donc au lecteur intéressé de prendre contact avec ces administrations. Les adresses des Directions ou Services de l'Équipement figurent à la fin de cette note.

Les dispositions relatives au permis de construire s'appliquent dans toutes les communes des quatre départements d'outre-mer : Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion.

Elles ne sont applicables ni à Mayotte, ni à Saint-Pierre-et-Miquelon, ni dans les territoires d'outre-mer (Polynésie Française, Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna) qui disposent chacun d'un régime qui leur est propre.

Les autres territoires d'outre-mer (principalement les Terres Australes et Antarctiques Françaises) ont une population très réduite et, à ce jour, la construction n'y est pas réglementée.

Il est préférable de s'attacher surtout aux statistiques portant sur les **demandes** et les **autorisations** qui sont les plus fiables. Les indicateurs de logements commencés et terminés sont sous-estimés et ne traduisent pas la réalité. Pour cette raison, ils ne sont plus présentés.

Par ailleurs, le CONSUEL (Comité National pour la Sécurité des Usagers de l'Électricité) vérifie la conformité des installations électriques des logements neufs avant leur branchement par EDF. Les attestations qu'il délivre peuvent donner une approximation des achèvements de travaux réels.

Cet organisme surévalue légèrement la construction neuve car environ 15 % de ses chiffres concernent les logements existants dans lesquels l'installation électrique est entièrement refaite.

Avertissement : certains chiffres des années précédentes n'ont été disponibles que récemment. D'autres ont parfois été rectifiés après leur première publication.

Les départements d'outre-mer

GUADELOUPE années 1992 et 1993

DEMANDES	1992	1993
nombre total de permis	5 785	n. d.
nombre total de logements	9 712	n. d.
dont particuliers	n. d.	n. d.
surface locaux	n. d.	n. d.
AUTORISATIONS de CONSTRUIRE		
nombre de logements en	1992	1993
	6 164	n. d.
par type de construction		
individuels	4 663	n. d.
collectifs	1 501	n. d.
SURFACE TOTALE AUTRE qu'HABITATION AUTORISÉE en m²		
	1992	1993
Total	160 084	n. d.
bâtiments agricoles	4 850	n. d.
bâtiments industriels	10 210	n. d.
stockage	32 627	n. d.
garages	3 324	n. d.
commerces	12 164	n. d.
bureaux	45 154	n. d.
autres constructions	51 755	n. d.

La demande de construction de logements est concentrée sur la Grande-Terre (46 %) et la Basse-Terre (45 %).

Les autres îles de l'archipel (surtout Saint-Martin et Saint-Barthélemy) y contribuent pour 9 %. Le CONSUEL fournit la série de logements **achevés** suivante :

1989	5 840
1990	7 166
1991	8 015
1992	8 083
1993	7 590

MARTINIQUE
années 1992 et 1993

DEMANDES	1992	1993
nombre total de permis	4 235	4 258
nombre total de logements	5 703	5 420
dont particuliers	3 652	3 736
surface locaux en m ²	181 872	111 417
AUTORISATIONS de CONSTRUIRE		
nombre de logements en	1992	1993
	6 654	5 713
par type de construction		
individuels	2 968	3 066
collectifs	3 686	2 647
SURFACE TOTALE AUTRE qu'HABITATION AUTORISÉE en m²		
	1992	1993
total	213 888	85 279
bâtiments agricoles	415	2 034
bâtiments industriels	22 652	7 891
stockage	12 963	4 825
garages	1 654	829
commerces	48 717	22 671
bureaux	31 331	7 439
autres constructions	96 156	39 590

Le CONSUEL fournit la série de logements **achevés** suivante :

1989	5 253
1990	5 489
1991	5 398
1992	5 452
1993	5 110

GUYANE
années 1992 et 1993

Le département de Guyane est constitué de presque 95 % de forêts. La construction neuve se situe principalement sur les 10 000 km² de la bande côtière.

Dans les grandes villes comme Cayenne, Rémire et Kourou, les constructions effectuées sans permis sont marginales. Par contre, elles sont nombreuses sur le territoire des autres communes.

Les chiffres fournis ici proviennent d'un décompte manuel et doivent être considérés comme provisoires ; ils seront recalculés informatiquement.

DEMANDES	1992	1993
nombre total de permis	1 200	1 038
nombre total de logements	2 968	n. d.
dont particuliers	1 801	n. d.
surface locaux	n. d.	n. d.
AUTORISATIONS de CONSTRUIRE		
nombre de logements en	1992	1993
	2 968	1 453
dont subdivision de Cayenne	2 657	508
dont subdivision de Kourou	222	567
par type de construction		
individuels	1 801	794
collectifs	1 167	659
SURFACE HORS OEUVRE NETTE MOYENNE des LOGEMENTS AUTORISÉS en m²		
	1992	1993
individuels	96	99
collectifs	83	73
total	91	87
SURFACE TOTALE AUTRE qu'HABITATION AUTORISÉE en m²		
	1992	1993
total	65 801	54 765
dont subdivision de Cayenne	38 591	34 430
dont subdivision de Kourou	5 349	15 691
bureaux	12 866	4 739
commerces	17 945	10 428
autres constructions	34 990	39 598

La loi de défiscalisation de 1986 a favorisé un essor sans précédent du secteur du bâtiment (environ 2 000 logements autorisés par an depuis 1987). Ce nombre concerne surtout les agglomérations de Cayenne et de Kourou. Le Centre spatial guyanais a beaucoup contribué au développement de la construction.

Le CONSUEL fournit la série de logements achevés suivante :

- 466 logements terminés pour 1989 (dernier trimestre seulement),
- 1 536 logements terminés pour 1990,
- 2 154 logements terminés pour 1991,
- 2 124 logements terminés pour 1992,
- 1 438 logements terminés pour 1993.

À noter : la population du département a augmenté de plus de 50 % entre le recensement de 1982 et celui de 1990. Ce taux dépasse les autres départements d'outre-mer et ceux de la métropole.

À l'inverse des autres DOM, 64 % des logements guyanais sont occupés par des locataires contre 27 % par des propriétaires. (Source : Observatoire de la qualité et des prix du logement neuf).

LA RÉUNION
années 1991 - 1993

Les services de l'Équipement se sont informatisés progressivement et le chiffre de 1992 publié dans la précédente édition provenait d'un comptage manuel provisoire. L'application SICLONE est désormais étendue à La Réunion, ce qui a permis de recalculer informatiquement les valeurs de 1991 et 1992 qui sont présentées ici.

Les chiffres suivants sont disponibles :

	1991	1992	1993
nombre de logements autorisés	9 017	7 983	7 274
dont :			
individuels purs	3 183	3 401	2 697
individuels groupés	1 663	1 006	1 125
sous-total individuels	4 846	4 407	3 822
collectifs	4 171	3 576	3 452

Les chiffres de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation sont publics depuis peu.

SURFACE TOTALE AUTRE qu'HABITATION AUTORISÉE en m²	1991	1992	1993
total	192 130	312 957	182 216
bâtiments agricoles	14 125	19 672	11 233
énergie et équipements urbains	474	12 593	2 118
industrie	27 837	50 790	23 019
stockage	25 890	60 375	15 432
commerce	48 960	52 815	34 084
garages	3 747	11 846	13 738
transports	3 146	282	416
bureaux	34 919	41 052	26 225
enseignement	13 192	52 043	24 510
culture et loisirs	9 346	5 174	16 991
santé	10 149	6 093	13 653
justice, police, sécurité	345	222	797

Le CONSUEL fournit pour La Réunion la série de logements **achevés** suivante :

1988	7 273
1989	7 143
1990	8 845
1991	8 212
1992	9 565
1993	8 965

Les territoires d'outre-mer

NOUVELLE-CALÉDONIE années 1992 et 1993

La loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 préparant l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 s'est accompagnée d'une redistribution des compétences à partir du 1^{er} novembre 1989.

Elle a créé trois provinces qui s'administrent librement au sein du territoire :

- la **Province Sud** (6 734 km², 111 735 habitants et un parc de 32 354 logements),
- la **Province Nord** (9 860 km², 34 526 habitants et un parc de 8 047 logements),
- les **Iles Loyauté** (1 981 km², 17 912 habitants et un parc de 3 646 logements).

Le nouveau statut a entraîné des modifications de la législation de la construction : ainsi, le Territoire est compétent pour le droit de l'urbanisme mais les actes réglementaires relèvent des provinces.

L'autonomie conférée à ces dernières ne permet pas de préserver l'information statistique au niveau de l'ensemble du territoire. Actuellement, seule la province Sud fournit des chiffres.

Au recensement d'avril 1989 il y avait 35 479 bâtiments en Nouvelle-Calédonie (logements et locaux à usage autre qu'habitation confondus). Le parc de logements s'élevait alors à **44 047** unités.

La construction par province

provinces	nombre de permis autorisés en		nombre de logements autorisés en	
	1992	1993	1992	1993
SUD	1 287	1 595	1 767	1 946
NORD	n. d.	250	n. d.	123
ÎLES LOYAUTÉ	n. d.	n. d.	n. d.	n. d.

La disparité qui apparaît entre les provinces doit être relativisée car le permis de construire n'est pas obligatoire :

- dans les réserves mélanésiennes (la province Iles est intégralement une réserve et les constructions en milieu tribal sont nombreuses dans la province Nord),
- sur les terrains d'une superficie supérieure à 3 hectares situés hors lotissement ou hors agglomération,
- dans les communes non dotées d'un plan d'urbanisme approuvé ou en cours d'instruction (délibération n° 19 du 8 juin 1973 de l'Assemblée Territoriale).

Ceci tend à fausser le poids réel des provinces Nord et Iles. Cependant, la province Sud reste **la plus importante** du point de vue de la construction neuve.

Les déductions fiscales récentes sont variables suivant le lieu de construction de façon à privilégier le Nord et les Iles et à rééquilibrer ainsi le Territoire.

POLYNÉSIE FRANÇAISE
années 1992 et 1993

En Polynésie, l'urbanisme et la construction sont des matières à compétence territoriale. Elles sont régies par la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 modifiée portant code de l'aménagement du territoire. Comme les années précédentes, les chiffres publiés ne concernent que les Iles du Vent : Tahiti et Moorea. Celles-ci regroupent près des trois quarts de la population du territoire.

LA CONSTRUCTION NEUVE	1992	1993
Nombre total de permis de construire accordés	1 166	1 199
dont Papeete	147	114
Nombre de logements autorisés	857	983
dont Papeete	102	174
Nombre de logements terminés	622	666
dont Papeete	111	221
Nombre de locaux autres qu'habitation autorisés	n. d.	n. d.
Surfaces utiles totales autorisées en m ²	n. d.	n. d.
Surface totale autorisée des constructions de plus de 400 m ²	n. d.	n. d.

n. d. : non disponible

(La décomposition des achèvements de travaux depuis 1988 montre, selon le Service de l'Urbanisme, que les logements terminés de type F3 et F4 représentent entre 75 % et 80 % du total.)

Le gouvernement polynésien a instauré une prime à la construction de 1988 à 1991. La majorité de cette aide a profité aux habitants des Iles du Vent.

À noter : le Fonds d'Entraide aux Îles (FEA), établissement public territorial créé en 1984, a été chargé de reconstruire les logements des Iles Sous-le-Vent détruits ou endommagés en 1992 par le cyclone Wasa et la dépression tropicale Cliff. Au 31 décembre 1993, 202 maisons étaient terminées et 21 en voie d'achèvement.

ÎLES WALLIS-ET-FUTUNA **année 1993**

Au recensement de 1990 il y avait à Wallis-et-Futuna 13 705 habitants et 2 664 logements (deux tiers de la population et des constructions à WALLIS et un tiers à FUTUNA).

L'habitat y est composé principalement de «**falés**». Ce sont des cases traditionnelles qui avaient un sol de terre, des murs en rondins et une couverture végétale. Actuellement, les matériaux nécessaires à leur amélioration doivent être importés : ciment, carreaux et tôle ondulée.

Les autres habitations sont des constructions «à l'européenne», en grande partie financées par des «**prêts sociaux**» de la CFP (Caisse Française de Développement, anciennement Caisse Centrale de Coopération Economique). La Banque de Wallis-et-Futuna (BWF), installée en 1991, et certains établissements importateurs de matériaux de construction accordent quelques prêts complémentaires qui permettent l'achèvement des logements ou le financement de l'apport personnel, faute d'épargne locale.

Il n'existe pas de permis de construire mais le respect de certaines normes est exigé des propriétaires ainsi que des constructeurs.

En avril 1990, le gouvernement métropolitain a décidé d'accorder une aide exceptionnelle au Territoire de Wallis-et-Futuna après le passage du cyclone Ofa au mois de février. Le programme de reconstruction s'étendait sur plusieurs années.

Plus de 300 maisons détruites devaient être reconstruites grâce à cette aide et l'État s'est engagé à soutenir la reconstruction des infrastructures publiques.

Nombre de logements **financés** (source : CFP)

1988	32
1989	34
1990	90
1991	81
1992	73
1993	55

La mise en place d'aides pour l'habitat social est envisagée afin de relancer la construction neuve.

La construction du **lycée** d'enseignement général avait été l'élément déterminant de l'industrie du Bâtiment en 1992. L'activité de l'année 1993 a été alimentée par l'édification d'établissements scolaires, de bureaux, d'entrepôts, de bâtiments administratifs, etc., pour lesquels aucune statistique n'est disponible.

Les collectivités territoriales à statut particulier

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON **années 1992 et 1993**

Le code de l'urbanisme métropolitain n'est pas applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon qui dispose d'une réglementation spécifique établie en 1963 par le Conseil Général. Celui-ci a instauré un système autonome de primes à la construction et de subventions à l'habitat locatif.

La notion de permis de construire et d'autorisation de lotir n'est apparue qu'en 1972.

DEMANDES	1992	1993
nombre total de permis	61	71
nombre total de logements	37	36
dont particuliers	36	35
surface locaux (en m ²)	2 067	4 224
<hr/>		
AUTORISATIONS de CONSTRUIRE		
nombre de logements en	1992	1993
	37	39
par type de construction		
individuels	37	39
collectifs	0	0
<hr/>		
SURFACE TOTALE AUTRE qu'HABITATION AUTORISÉE en m²	1992	1993
total	3 623	2 562
bâtiments agricoles	0	0
bâtiments industriels	0	0
stockage	233	222
garages	319	811
commerces	598	239
bureaux	1 299	78
autres constructions	1 174	1 212

MAYOTTE

Mayotte, dernier territoire français de l'archipel des Comores, est actuellement une collectivité territoriale dotée d'un statut particulier (loi n° 76-1212 du 24 décembre 1976).

Le droit de l'urbanisme combinait des règles coutumières, des textes de l'ancien TOM des Comores ou de Madagascar mais aussi des lois et règlements métropolitains étendus à Mayotte. En 1990 a été adoptée une ordonnance portant extension et adaptation du code de l'urbanisme dans la collectivité territoriale.

Les mahorais ont longtemps vécu dans des maisons faites de terre et de matières végétales, sans eau courante ni électricité.

Les pouvoirs publics mènent avec la SIM (Société Immobilière de Mayotte), créée en 1978, une action sociale qui se traduit principalement par :

- des **constructions «type»**, très simples, d'une surface habitable de 45 à 55 m², pouvant être agrandies,
- des **«aides en nature»**, permettant aux bénéficiaires de réaliser eux-mêmes des logements se rapprochant des constructions «type», en leur apportant des matériaux de construction.

Ce produit est le plus courant car le faible apport monétaire demandé correspond parfaitement au niveau de solvabilité des ménages.

La SIM propose également une autre formule d'accession à la propriété : la **«case à finir»**.

Le développement des constructions en dur s'accompagne d'une disparition progressive des cases en torchis ainsi que d'une amélioration de la viabilité. L'habitat insalubre est désormais minoritaire.

En 1992, il y a eu **1 178** permis d'habitation autorisés. Les **1 484** logements autorisés se décomposent en :

- 1 306 dont le maître d'ouvrage est la SIM,
- 178 dont le maître d'ouvrage est un particulier.

En 1993, il y a eu **785** permis d'habitation autorisés. Les **832** logements autorisés se décomposent en :

- 691 dont le maître d'ouvrage est la SIM,
- 141 dont le maître d'ouvrage est un particulier.

Ces chiffres représentent un ensemble hétéroclite allant de la simple case à la construction «en dur» de style métropolitain en passant par toutes les variétés de logements, expérimentaux ou non, proposées par la Direction de l'Équipement.

Le type de construction évolue avec maintenant des logements jumelés et aussi des cases à étages, notamment à Mamoudzou, la capitale. Un secteur locatif se développe en outre depuis quelques années.

Le recensement de l'INSEE de 1991 fait apparaître une évolution de l'habitat par rapport à 1985 : la part des cases traditionnelles est passée de 73 à 50 % car l'essentiel des nouvelles constructions sont en dur ou semi-dur.

Quelques adresses utiles concernant l'Outre-Mer

Direction Départementale de l'Équipement de GUADELOUPE
B P 54, 97102 Basse-terre.
Téléphone : 19 590 80 43 43 (JeanLuc ROUSSELOT)
Télécopie : 19 590 81 68 83

Direction Départementale de l'Équipement de MARTINIQUE
bd du Général de Gaulle, B P 661, 97263 Fort-de-France Cedex.
Téléphone : 19 596 59 58 64 (Jean-Michel ABIVEN)
Télécopie : 19 596 59 58 00

Direction Départementale de l'Équipement de GUYANE
rue du port, 97306 Cayenne Cedex.
Téléphone : 19 594 30 25 08 (Daniel BELLOT)
Télécopie : 19 594 31 74 20 ou 19 594 30 02 77 (préfecture)

Direction Départementale de l'Équipement de LA REUNION
2, rue Juliette Dodu, 97487 St-Denis Cedex.
Téléphone : 19 262 21 55 36 (Isabelle PANIER)
Télécopie : 19 262 40 27 27

Direction de l'Équipement de SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON
bd Constant Colmay, B P 4 217, 97500 Saint-Pierre-et-Miquelon.
Téléphone : 19 508 41 32 01
Télécopie : 19 508 41 39 50

Direction de l'Équipement de MAYOTTE
B P 109, Mamoudzou, 97600 Mayotte.
Téléphone : 19 269 61 12 54 ou 19 269 61 11 09
Télécopie : 19 269 61 18 19

Cellule Économique du BTP de NOUVELLE-CALÉDONIE
80, rue de Sébastopol, BP 466, Nouméa, Nouvelle-Calédonie
Téléphone : 19 687 28 75 94
Télécopie : 19 687 27 40 37

Service de l'Urbanisme de POLYNÉSIE
11, rue du Commandant Destremeau,
B P 866, Papeete, Ile de Tahiti, Polynésie Française.
Téléphone : 19 689 42 20 00

Haut-Commissariat de POLYNÉSIE
Télécopie : 19 689 46 86 88

Service des Affaires Économiques et des Douanes de WALLIS-ET-FUTUNA
Mata-Utu, Wallis-et-Futuna.
Téléphone : 19 681 72 27 27
Télécopie : 19 681 72 23 24 ou 19 681 72 22 72

TERRES AUSTRALES ET ANTARCTIQUES FRANÇAISES
34, rue des renaudes, 75017 Paris.
Téléphone : 47 66 93 06
Télécopie : 47 66 91 23

Institut d'Émission d'OUTRE-MER
35-37, rue Boissy d'Anglas, 75379 PARIS Cedex 08.
Téléphone : 40 06 41 41
Télécopie : 47 42 75 53

Références des notes précédentes sur la construction dans les Dom-Tom

Les statistiques de la construction neuve dans les départements et territoires d'outre-mer font l'objet d'une publication **annuelle** dans la collection «Statistiques et Études Générales».

Elles figurent dans :

- le n° 104 pour la période 1969-1982,
- le n° 125 pour l'année 1983,
- le n° 134 pour les années 1984 et 1985,
- les n° 136 et 140 pour l'année 1986,
- le n° 154 pour l'année 1988,
- le n° 163 pour les années 1989 à 1991,
- le n° 167 pour l'année 1992.

Exceptionnellement, les chiffres de l'année 1987 se trouvaient dans la Note Verte Economique n° 223, parue en novembre 1988 (série «Informations Rapides»).

ANNEXES

Nomenclature de la catégorie du maître d'ouvrage

Modalités du code :

1. OFFICES PUBLICS d'HLM

- Offices publics municipaux, départementaux, à compétences étendues
- Offices Publics d'Aménagement et de Construction (OPAC)

2. SOCIÉTÉS d'HLM

- Sociétés anonymes HLM
- Coopératives de production
- Sociétés de Crédit Immobilier (SACI)

3. SOCIÉTÉS d'ÉCONOMIE MIXTE

- Sociétés d'économie mixte de construction
- Sociétés d'économie mixte de rénovation urbaine
- Sociétés d'économie mixte de restauration immobilière

4. SOCIÉTÉS VOUÉES À LA CONSTRUCTION

- Filiales d'organismes collecteurs du 1% patronal
- Sociétés Civiles Immobilières (SCI) (titres 2 et 3 de la loi du 16 juillet 1971, c'est-à-dire y compris les coopératives de construction sous égide de coopératives de production)
- Sociétés Civiles Immobilières sous égide de Sociétés de Crédit Immobilier
- Autres sociétés, dont Sociétés Immobilières d'Investissement

5. ENTREPRISES OU ÉTABLISSEMENTS À CARACTÈRE INDUSTRIEL OU COMMERCIAL

- Entreprises à caractère industriel ou commercial du secteur privé
- Entreprises à caractère industriel ou commercial du secteur public (ex : SNCF)

6. COLLECTIVITÉS LOCALES

- Établissements publics régionaux
- Départements
- Communes ou regroupements de communes (syndicats intercommunaux à vocation multiple, districts urbains, communautés urbaines ou agglomérations nouvelles)

7. ÉTAT OU ADMINISTRATIONS

- Départements ministériels au niveau central ou local

8. AUTRES PERSONNES MORALES

- Investisseurs institutionnels : compagnies d'assurances, banques ou caisses de retraite
- Associations de la loi de 1901

9. PARTICULIERS

Nomenclature des locaux autres qu'habitation

A – INSTALLATIONS - BÂTIMENTS AGRICOLES

- A1 – Étables.
- A2 – Granges, celliers, greniers, fenils, chais.
- A3 – Hangars agricoles, remises annexes de bâtiments agricoles.
- A4 – Poulailers pour élevages industriels de volailles.
- A5 – Serres.
- A6 – Écuries.
- A7 – Porcheries.
- A8 – Bergeries.
- A9 – Autres (chenils, élevages de lapins, élevages marins, autres bâtiments agricoles).

B – ÉNERGIE ET ÉQUIPEMENTS URBAINS

- B1 – Centrales de production d'électricité (thermiques, hydrauliques, nucléaires).
- B2 – Bâtiments techniques du réseau EDF/GDF (transformateurs, sous-stations...).
- B3 – Usines de traitement des ordures ménagères (incinérations, y compris chauffage urbain...).
- B4 – Bâtiments techniques des raffineries, cokeries.
- B5 – Usines de traitement des eaux (eaux usées, eaux potables) y compris les stations de pompage.
- B6 – Chaufferies d'immeubles (si numéroté en tant que bâtiment sur le plan de masse).

C – ARTISANAT - INDUSTRIE

- C1 – Ateliers de fabrication industrielle (usines).
- C2 – Ateliers d'artisan.
- C3 – Bâtiments spécifiques aux industries agroalimentaires (laiteries, fromageries, caves de vinification, salles d'abattage ou abattoirs...).
- C4 – Bâtiments techniques de l'industrie : fours, hauts-fourneaux.

D – STOCKAGE

- D1 – Entrepôts exploités commercialement ou sous douane pour marchandises et matériels.
- D2 – Entrepôts frigorifiques.
- D3 – Silos (à céréales, à béton).
- D4 – Châteaux d'eau, réservoirs d'eau.
- D5 – Gazomètres, cuves pour produits pétroliers, gaz divers (aériens).
- D6 – Aires de stockage couvertes (réserves) pour les matières premières et les produits élaborés de l'artisanat et de l'industrie.
- D7 – Aires de stockage couvertes (réserves) du commerce de gros et du commerce de détail.
- D8 – Autres aires de stockage (dont celles non couvertes).

E – COMMERCE

- E1 – Boutiques et magasins de vente au détail (pharmacies...).
- E2 – Grandes surfaces de vente (supermarchés, magasins populaires, hypermarchés, grands magasins, commerces de gros).
- E3 – Marchés couverts, halles de ventes.
- E4 – Salles et halls d'exposition (de matériels divers, animaux...).
- E5 – Cafés, restaurants.

F – GARAGES ET STATIONNEMENT

- F1 – Garages d'entreprises de transport (voyageurs et marchandises) et de déménagement.
- F2 – Garages-réparation exploités commercialement, ateliers de réparation, (automobiles, machines agricoles), stations-service.
- F3 – Garages-réparation dépendant d'entreprises ou d'administrations.
- F4 – Parcs de stationnement commerciaux souterrains, couverts au sol ou en immeubles (type parking, silo).
- F5 – Parcs de stationnement non commerciaux couverts au sol ouverts au public (non liés à des logements, bureaux, commerces...).

G – TRANSPORTS - POSTES - TÉLÉCOMMUNICATIONS

- G1 – Gares routières.
- G2 – Centres routiers.
- G3 – Gares de voyageurs SNCF, stations de métro.
- G4 – Gares de marchandises.
- G5 – Aéroports, aérogares.
- G6 – Stations de transmissions radio-électriques.
- G7 – Centraux téléphoniques, télégraphiques des PTT.

H – BUREAUX

- H1 – Locaux ou immeubles de bureaux sans spécification.
- H2 – Cabinets des professions libérales (médecins, notaires, architectes, agents d'assurances...).
- H3 – Locaux ou immeubles de bureaux à caractère administratif ou bancaire dont l'usage principal est l'accueil du public :
agences de banque, guichets des PTT, centres de Sécurité Sociale ou d'allocations familiales, services commerciaux EDF, GDF.
- H4 – Locaux ou immeubles de bureaux à caractère administratif dont l'utilisation principale n'est pas l'accueil du public :
Cités Administratives, Hôtels des Finances, Préfectures ou Sous-préfectures, Centres de chèques postaux...
- H5 – Hôtels de ville, mairies, mairies annexes.
- H6 – Locaux de bureaux à caractère technique : salles d'archives, salles d'ordinateurs, bureaux de dessin, chambres fortes, salles de coffre.
- H7 – Locaux de bureaux rattachés à l'exercice d'une activité industrielle.
- H8 – Locaux de bureaux rattachés à l'exercice d'une activité commerciale.
- H9 – Locaux de bureaux rattachés à des équipements collectifs.

J – ENSEIGNEMENT - FORMATION - RECHERCHE

- J1 – Classes ou établissements scolaires du 1^{er} degré (privé et public) (écoles maternelles, écoles primaires, groupes scolaires, écoles du 1^{er} degré).
- J2 – Classes ou établissements scolaires du second degré - 1^{er} cycle (privé et public) : collèges d'enseignement secondaire (CES), collèges d'enseignement général (CEG), sections d'enseignement spécialisé (SES).
- J3 – Classes ou établissements scolaires du second degré - 2^e cycle (privé et public) : lycées classiques et modernes (LCM), lycées techniques et polyvalents, lycées agricoles.
- J4 – Locaux ou établissements de l'enseignement supérieur (1^{er} cycle), instituts universitaires de technologie (IUT), universités technologiques, écoles de formation des maîtres du primaire, des personnels sanitaires (infirmières, laboratoires, kinésithérapeutes, etc.), des personnels sociaux et socio-éducatifs (animateurs judiciaires, écoles privées diverses).
- J5 – Locaux ou établissements de l'enseignement supérieur (1^{er} et 2^e cycles) : grandes écoles, notamment d'ingénieurs), universités, facultés et établissements assimilés.
- J6 – Locaux ou établissements d'enseignement continu (public et privé) : centres de formation continue, centres de perfectionnement, F.P.A., C.N.A.M., etc.
- J7 – Locaux ou établissements de recherche, d'expérimentation, d'analyses rattachés à des établissements d'enseignement ou de recherche pure : laboratoires, salles d'expérimentation, souffleries, etc.
- J8 – Locaux ou établissements de recherche appliquée, d'expérimentation, d'analyses, liés à une activité industrielle ou commerciale.

K – CULTURE - LOISIRS

- K1 – Locaux ou établissements destinés aux représentations artistiques : théâtres, salles de spectacle, auditoriums, salles de concert, de danse, de musique, cinémas, cinémathèques.
- K2 – Salles ou établissements d'enregistrement ou de diffusion : stations de radio et de télévision.
- K3 – Locaux ou établissements de « conservation » : bibliothèques d'information ou de prêt, phonothèques, discothèques, musées et galeries d'exposition.
- K4 – Locaux ou établissements d'action socio-culturelle : maisons de la culture, maisons des jeunes et de la culture, maisons de jeunes.
- K5 – Clubs de prévention (jeunes adolescents), clubs du 3^e âge, locaux d'accueil et de réunions, locaux collectifs résidentiels.
- K6 – Salles des fêtes, foyers ruraux, centres d'animations.
- K7 – Salles de sports, gymnases, COSEC, centre de remise en forme, centres aquatiques couverts.
- K8 – Autres équipements de sports couverts : piscines, tennis, patinoires, bowlings.
- K9 – Vestiaires - Locaux annexes à des équipements sportifs de plein air.
- KA – Édifices des cultes (y compris salles paroissiales).

L – SANTÉ - HYGIÈNE - ACTION SOCIALE

- L1 – Services des centres hospitaliers régionaux ou universitaires (CHR ou CHU).
- L2 – Services des établissements hospitaliers non spécialisés (autres centres hospitaliers généraux, hôpitaux locaux).
- L3 – Services des établissements hospitaliers spécialisés (maladies mentales, cancer, tuberculose, gériatrie, pédiatrie, cardiologie, etc.).

- L4 – Locaux ou établissements de cure, de repos, de convalescence, y compris les hôpitaux de jour.
- L5 – Dispensaires (polyvalents, d'hygiène mentale, anti-tuberculeux, anti-vénériens).
- L6 – Établissements de thermalisme et de thalassothérapie.
- L7 – Centres de P.M.I. (protection maternelle infantile) et de P.I.
- L8 – Autres locaux sanitaires : douches, WC public, établissements de bains-douches.
- L9 – Cliniques privées.
- LA – Nécropoles, crématoriums.
- LB – Locaux ou établissements pour enfants inadaptés et handicapés :
instituts médico-pédagogiques, centres de rééducation.
- LC – Locaux ou établissements pour adultes inadaptés et handicapés (exemple : atelier de jour, atelier pour handicapés).
- LD – Maisons de retraite hospitalières publiques et privées (à l'exclusion des foyers et résidences pour personnes âgées).
- LE – Foyers restaurants pour personnes âgées, cantines, mess.
- LF – Centres sociaux, centres d'accueil médicaux.
- LG – Crèches.
- LH – Jardins d'enfants, garderies, haltes-garderies.
- LJ – Autres locaux ou établissements d'aide sociale (centres d'aide pour le travail, publics et privés).

M – JUSTICE - POLICE - SÉCURITÉ CIVILE

- M1 – Cours et tribunaux.
- M2 – Maisons d'arrêt et foyers.
- M3 – Centres d'éducation surveillée (adolescents).
- M4 – Maisons centrales et maisons de correction.
- M5 – Commissariats, postes de police.
- M6 – Centres de secours, casernes de sapeurs-pompiers.
- M7 – Bâtiments militaires non couverts par le secret.
- M8 – Gendarmeries.